

OMMA

Guy Hugnet

MA

**AFFAIRE
RADDAD**

**LE VRAI
COUPABLE**

TUEX

l'Archipel



OMAR

Guy Hugnet

MIA

**AFFAIRE
RADDAD**

**LE VRAI
COUPABLE**

TUE

l'Archipel

Sommaire

DU MÊME AUTEUR

Page de titre

Page de Copyright

Remerciements

Epigraphe

EN LETTRES DE SANG...

SCÉNARIO DIABOLIQUE N° 1 : UN COUPABLE DE RECHANGE

LE PHYSIQUE DE L'EMPLOI

L'ENQUÊTEUR ENQUÊTÉ

LA STRATÉGIE ROYALE

SCÉNARIO DIABOLIQUE N° 2 : LES FORCES DE L'OMBRE

LA CONSTRUCTION D'UN INNOCENT

LE MYSTÈRE DE L'HOMME EN VERT

LE MARCHAND DU TEMPLE

SCÉNARIO N° 3 : MEURTRE EN SOUS-SOL

L'ENGRENAGE

DE PROFUNDIS

QU'AURIEZ-VOUS RÉPONDU ?

ANNEXE 1 - PROCÈS-VERBAL D'AUDITION DE SALEM EL OUAER PAR LES GENDARMES (1^{er} juillet 1991).

ANNEXE 2 - PROCÈS-VERBAL D'AUDITION DE SALEM EL OUAER PAR R.-M. MOREAU (2 octobre 1998).

ANNEXE 3 - PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE, BRIGADE DE RECHERCHES DE CANNES (31 mars 1992).

DU MÊME AUTEUR

Enfants sages sur ordonnance, avec Frédéric Gilbert,
Hugo & Cie, 2006.

Antidépresseurs : la grande intoxication, Le Cherche
Midi, 2004.

GUY HUGNET

AFFAIRE RADDAD :

LE VRAI COUPABLE

l'Archipel

www.editionsarchipel.com

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être tenu au courant de nos publications,
envoyez vos nom et adresse, en citant
ce livre, aux Éditions de l'Archipel,
34, rue des Bourdonnais 75001 Paris.

Et, pour le Canada,
à Édipresse Inc., 945, avenue Beaumont,
Montréal, Québec, H3N 1W3.

978-2-809-80608-3

Copyright © L'Archipel, 2011.

*Merci à Yves, Basile
et à tous ceux qui m'ont
apporté aide et soutien.*

*La vérité est toujours
scandaleuse.*

Julien Green

EN LETTRES DE SANG...

Dimanche 23 juin 1991, Mougins (Alpes-Maritimes).

Les premiers jours de l'été s'annoncent radieux sur la Côte d'Azur. Il est à peine 10 heures ce dimanche matin. Le soleil inonde déjà les magnifiques propriétés juchées sur les hauteurs de Cannes. Une bise marine effleure les pins et les cyprès, les cigales chantent à tue-tête. On respire. Rien ne laisse présager qu'un crime va ensanglanter cette belle journée.

À La Chamade, dans sa somptueuse demeure, Ghislaine Marchal, soixante-cinq ans, s'attarde dans son lit. Autour d'elle, un joyeux désordre : journaux, produits de maquillage, plateau de petit déjeuner... La riche veuve s'adonne à sa passion : les mots croisés. De temps à autre, tout en cherchant la définition d'un mot, elle lève les yeux vers la large baie vitrée de la chambre. Au premier plan, son œil glisse sur la piscine avant d'accrocher, au loin, les îles de Lérins et de se perdre à l'horizon, où le bleu de la Méditerranée épouse celui du ciel.

Ici, tout est luxe, calme et volupté. Autour de sa bâtisse, des villas majestueuses séparées par des murets et des haies de verdure descendent en cascade jusqu'à la mer. En partant de Mougins, on accède à ce petit paradis par un chemin étroit qui escalade la colline pentue. À gauche, un sentier de terre « sans issue » se faufile à travers les pins : l'allée Saint-Barthélemy. Deux voitures ne peuvent s'y engager à la fois. Quelques centaines de mètres plus loin, sur le flanc gauche et légèrement en contrebas, une propriété repose au milieu des pins, des chênes verts et des cyprès, entourée d'un grillage et fermée par un portail métallique : La Chamade.

Ce domaine, qui emprunte son nom au titre du livre de Françoise Sagan, comprend un bâtiment composé de huit pièces, dont cinq chambres et un immense salon. Celui-ci s'ouvre sur une terrasse à colonnades au milieu de laquelle le bleu de la piscine s'assoupit... La propriétaire a dessiné elle-même les plans de sa villa. Son goût de la décoration a fait le reste : sobre mobilier Louis XV, porcelaines chinoises, tableaux de valeur sur les murs...

Vers 10 h 30, Mme Marchal s'active. Elle attrape son téléphone pour appeler son amie Colette Koster.

— Allô, Colette ! Je te confirme que je serai là pour le déjeuner à 13 heures.

Les deux femmes papotent quelques minutes, puis raccrochent. Quelques jours auparavant, Ghislaine Marchal a acheté un coupe-papier électrique ; elle compte l'offrir ce jour-là à Marius Koster pour son anniversaire. La propriété des Koster, des amis suisses, est située à un kilomètre environ de La Chamade. En voiture, on y est en quelques minutes.

Mme Marchal se replonge dans ses mots croisés, boit une tasse de thé, profite encore de sa grasse matinée. C'est une belle femme au regard bleuté, aux cheveux blond cuivré, d'allure sportive, paraissant plus jeune que son âge. Dotée d'une forte personnalité et d'un caractère entier, voire rugueux – pas du genre à s'en laisser conter... Issue de la grande bourgeoisie – son père était industriel –, elle s'est mariée en 1943, à l'âge de dix-sept ans, avec Jacques Veilleux, dirigeant d'une société. Deux ans plus tard, elle accouchait d'un petit Christian, avant de divorcer pour épouser en secondes noces Jean-Pierre Marchal, le fils du fondateur de l'empire Marchal, fabricant de phares et d'accessoires pour automobiles. Sur la publicité, un chat noir dont les yeux projetaient une lumière jaune miaulait : « Je ne prête mes yeux qu'à Marchal. »

Le couple se sépare en 1977. Cinq ans plus tard, Jean-Pierre Marchal est terrassé par une crise cardiaque au cours d'une partie de golf aux États-Unis. Ghislaine Marchal hérite d'un appartement parisien, d'une propriété en Suisse et de la villa La Chatterie qu'elle

occupait à Mougins avec Jean-Pierre Marchal. Cette dernière est revendue pour financer la construction de La Chamade.

Pendant quelques années, les habitants de Mougins apercevront la riche veuve se rendre au supermarché au volant de sa Rolls-Royce Silver Shadow. Puis, changement de décor, elle troquera la Rolls contre une Honda Civic blanche, plus discrète. Hormis un jardinier qui vient une fois par semaine et une femme de ménage qu'elle emploie le matin, Mme Marchal vit seule à La Chamade. Pour autant, elle aime recevoir, accueillir aussi bien sa famille que des gens du monde, pour lesquels elle organise des dîners ou avec qui elle joue au bridge. C'est une femme intelligente, cultivée, curieuse de tout mais assez secrète. On lui a prêté une relation avec un Grec, puis avec un Italien. Personne, en réalité, ne semble savoir.

Vers 11 h 30, elle s'active sérieusement. Nouveau coup de fil. Cette fois à Eugénie de Paolis, une amie anglaise.

— Eugénie, je suis désolée, mais je n'ai pas réussi à te trouver un véhicule de location pour tes vacances d'été...

Les deux femmes discutent de tout et de rien. Des vacances, des enfants, du beau temps.

Témoignage d'Eugénie de Paolis : « Le dimanche 23 juin 1991, j'ai reçu un appel téléphonique de Ghislaine. Je lui avais demandé de me trouver un véhicule de location à prix raisonnable car, comme l'année précédente, je venais passer deux mois d'été à Cannes. Elle me téléphonait pour me dire qu'elle n'avait rien trouvé. Elle était pressée car elle devait sortir, elle n'était pas du tout prête. Elle semblait seule dans la maison lorsqu'elle m'a téléphoné. Elle ne m'a pas fait part d'une quelconque crainte. Elle m'a paru tout à fait normale. »

— Bon, je te laisse, lance Ghislaine Marchal. Je suis invitée à un déjeuner et je ne suis pas encore prête. À bientôt !

Selon les relevés de France Telecom, la conversation, commencée à 11 h 23, a duré un peu moins de douze minutes.

Ghislaine Marchal décide d'accélérer les choses. Elle fonce sous la douche.

11 h 45. Le téléphone sonne. Cette fois, c'est Erica Serin, une amie de Cannes qu'elle a invitée à déjeuner le lendemain.

— Erica, je sors de la douche, je suis toute mouillée, je te rappelle très vite.

11 h 48. Ghislaine Marchal rappelle Erica Serin.

— Erica, je suis pressée, j'ai un déjeuner à 13 heures et je ne suis pas encore prête. Je t'attends demain en fin de matinée, comme convenu. Il va faire beau, on passera l'après-midi au bord de la piscine. Surtout, tu n'oublies pas de m'apporter les journaux, *Nice-Matin* et *Le Figaro*. À demain !

Il est 11 h 50. Erica Serin sera la dernière personne à avoir entendu la voix de Mme Marchal.

À 13 heures, la plupart des invités sont arrivés chez les Koster. Tout ce petit monde papote en grignotant des petits-fours. On ne s'inquiète pas encore de l'absence de Mme Marchal. N'a-t-elle pas confirmé sa venue ? Un léger contretemps, sans doute.

Néanmoins, à 13 h 15, il faut se rendre à l'évidence, Ghislaine Marchal n'est toujours pas là. On décide de se mettre à table. Colette Koster, d'abord agacée par ce retard, se sent progressivement gagnée par l'inquiétude.

Vers 13 h 30, elle demande à son employée, Lorène Blanc, d'appeler La Chamade. Pas de réponse. Une heure plus tard, le téléphone sonne encore dans le vide. Même chose une heure après. Vers 18 heures, la nuit n'est pas encore tombée, Colette Koster se rend à La Chamade avec son Audi immatriculée en Suisse. Elle trouve le portail fermé à clé. Personne ne répond à l'interphone.

— Ghislaine ! Ghislaine !

Ses appels restent sans réponse. Rien ne permet de savoir si Mme Marchal est présente ou non dans sa maison. Aurait-elle eu un malaise ?

Colette Koster, perplexe, repart chez elle. En début de soirée, elle téléphone une nouvelle fois. Tentative infructueuse. Comme les

précédentes. La nuit recouvre de son voile La Chamade et son mystère : où est passée Mme Marchal ?

✱

Lundi 24 juin, fin de matinée. Erica Serin, soixante-cinq ans, quitte sa résidence de Cannes au volant de sa petite R5. Sur sa route, elle s'arrête pour acheter les journaux – *Nice-Matin* et *Le Figaro* – que son amie lui a demandé d'apporter. Pas un nuage dans le ciel. Elle grimpe la colline qui mène à La Chamade. D'avance, elle se réjouit de la belle journée qu'elle va passer avec Ghislaine. Toutes deux étendues dans les transats ou les pieds dans l'eau, à refaire le monde.

Il est environ 11 h 30 lorsqu'elle arrive devant le portail. Mme Serin active l'interphone : pas de réponse. Habituellement, le portail commandé par un système électrique s'ouvre automatiquement. Mais rien ne se passe. Le portail est fermé à clé. Elle lance plusieurs appels.

— Ghislaine ! Ghislaine !

Pas de réponse.

« Bizarre..., se dit Erica. Ghislaine est peut-être occupée, à l'extérieur, de l'autre côté, et elle ne m'entend pas. »

Erica patiente un peu, se hisse sur la pointe des pieds pour tenter d'apercevoir quelque chose par-dessus la haie. Rien ne filtre, pas un bruit, pas un éclat de voix. À proximité, des ouvriers s'affairent autour d'une bétonnière.

— Avez-vous aperçu une femme blonde ce matin ? leur demande-t-elle.

Non, ils n'ont rien vu.

Indécise, perplexe, Erica Serin s'attarde encore un peu devant le portail avant de déposer les journaux dans la boîte aux lettres et de rentrer chez elle à Cannes. À peu près au même moment, Colette Koster, de plus en plus inquiète, se rend au mas Saint-Barthélemy

chez Francine Pascal, une amie commune. Cette femme de quatre-vingts ans, veuve d'un médecin de Mougins, habite à moins de cinq cents mètres de La Chamade.

Colette Koster a dans l'idée que Mme Pascal en sait davantage qu'elle sur ce qui a pu arriver à leur amie. À vrai dire, Francine Pascal tombe des nues. Sa dernière entrevue avec Mme Marchal remonte au mercredi précédent lorsqu'elle-même, Colette Koster et une autre femme venue de Belgique, qu'elles ne connaissaient pas, ont déjeuné toutes les quatre à La Chamade. Depuis, pas de nouvelles. Francine Pascal n'est donc au courant de rien. Elle ignorait même que sa voisine et amie avait disparu.

Les deux femmes sont en pleine discussion lorsque le téléphone sonne. C'est Erica Serin qui, elle aussi, vient aux nouvelles. Elle raconte son rendez-vous manqué ce matin-là à La Chamade.

— Depuis que je suis rentrée, explique-t-elle, j'ai téléphoné toutes les dix minutes : aucune réponse. Quelque chose ne va pas.

Après ce coup de fil, une inquiétude grandissante s'empare des deux femmes. Elles se perdent en conjectures. A-t-elle eu un accident ? A-t-elle eu un malaise ? Est-elle partie à Paris sur un coup de tête ?

— Impossible, elle aurait prévenu !

Bref, on tourne en rond. Mise au courant de la situation, Nicole Jacquot, gardienne du mas Saint-Barthélemy, suggère d'envoyer sur place un employé de la société de gardiennage AGM, qui a un contrat de surveillance avec La Chamade et possède de ce fait les clés de la villa. Francine Pascal appelle aussitôt AGM et insiste fort pour que quelqu'un se rende immédiatement sur place.

Il est 14 h 10 lorsque Christian Agatti, employé d'AGM, arrive devant le portail, fermé à clé, de La Chamade. Il l'ouvre, puis pénètre dans la propriété. « La première chose que j'ai faite en entrant, c'est d'en faire le tour, comme systématiquement lorsqu'il y a déclenchement d'alarme, afin de vérifier s'il n'y a pas d'effraction visible de l'extérieur. Je suis donc descendu devant les garages, qui étaient fermés. Côté piscine, j'ai constaté que le premier volet était

remonté. Je peux vous affirmer qu'il s'agit de celui de la chambre, puisque je le constaterai ultérieurement lors de mon entrée dans la villa. J'ai poursuivi ma visite extérieure et j'ai remarqué que tous les autres volets étaient descendus. »

À l'arrière, la villa est construite en « U ». Un bâtiment central relie deux ailes situées de chaque côté, la gauche abritant un local à bois. Au pied de celui-ci, un escalier abrupt mène à la cave-chaufferie. Premier constat de M. Agatti : la porte de la cuisine est fermée à clé. Deuxième constat : la porte de l'entrée principale est fermée, mais pas verrouillée. Troisième constat : l'alarme ne se déclenche pas à l'ouverture.

M. Agatti : « J'ai repensé à ce qu'avait dit Mme Pascal : Mme Marchal n'avait pas été vue depuis la veille. Je ne suis pas entré, mais je suis remonté au portillon. J'ai appuyé à de nombreuses reprises sur l'interphone, sans réponse. Intrigué, j'ai décidé d'entrer dans la maison. »

Guère rassuré, il avance à pas lents, l'échine parcourue d'un frisson, comme habité d'un mauvais pressentiment. « L'intérieur était sombre et, machinalement, je me suis dirigé vers la pièce dont le volet était ouvert. J'appelais Mme Marchal, qui ne répondait pas. En entrant dans la pièce où il faisait jour, j'ai constaté qu'il s'agissait d'une chambre. Le lit était défait. Sur ce lit, j'ai remarqué la présence de divers objets. Je me souviens qu'il y avait des lunettes, des produits de maquillage et un livre. [...] J'ignorais s'il y avait quelqu'un à l'intérieur de l'habitation ; Mme Marchal ne répondant pas, il aurait pu y avoir un intrus. [...] J'ai ensuite vérifié dans d'autres pièces, notamment dans la salle de bains située à côté de la chambre, puis j'ai traversé le salon, la salle à manger, la cuisine pour ensuite aboutir au hall d'entrée. »

Rien à signaler. Pas de traces d'effraction ou de cambriolage. Même constat à l'étage, où les chambres sont visitées une à une. M. Agatti a l'étrange impression que la propriétaire de la maison est là, à proximité, qu'elle s'est absentée quelques minutes et peut apparaître à tout moment. Lit défait, plateau de petit déjeuner dans la cuisine, sac à main sur la commode de la chambre... le désordre

qui règne dans la maison lui donne vie. La question pourtant reste entière : où est Mme Marchal ?

M. Agatti ressort prestement par la porte d'entrée principale, qu'il tente de fermer à clé depuis l'extérieur. Impossible, la clé tourne dans le vide. Il en comprend la raison : une clé, accrochée à un trousseau, est enfoncée dans la serrure, à l'intérieur. Il la retire, pose le trousseau sur un meuble situé dans le hall d'entrée, enclenche l'alarme – un voyant rouge s'allume – et quitte les lieux, non sans un certain soulagement.

*

De retour dans les bureaux d'AGM, Christian Agatti remet à sa directrice un rapport circonstancié de sa visite à La Chamade. Celle-ci appelle aussitôt Mme Pascal pour l'informer. La vieille dame paraît sceptique, voire peu satisfaite. M. Agatti lui propose alors de l'accompagner pour reprendre les recherches en sa compagnie. Mme Pascal accepte. Auparavant, elle appelle le docteur Edmond Delemotte, médecin traitant de Mme Marchal :

— Bonjour, docteur. On est sans nouvelles de Ghislaine Marchal. Vous ne l'auriez pas hospitalisée par hasard ?

— Non, je ne l'ai pas vue. Pourquoi ?

Francine Pascal lui raconte toute l'histoire. Le docteur Delemotte assure qu'il se met en route immédiatement pour La Chamade.

Il est environ 16 heures lorsque M. Agatti et Mme Pascal, bientôt rejoints par le docteur Delemotte et Mme Jacquot, se retrouvent dans la cour de La Chamade pour entreprendre des recherches plus approfondies. On passe la maison au peigne fin. La chambre à coucher fait plus particulièrement l'objet d'un examen minutieux. Le médecin constate « un désordre organisé, comme d'habitude ». Lunettes de vue et journaux – *Madame Figaro*, cahiers saumon du *Figaro Économie* – traînent sur le lit, à côté d'un gros agenda et au milieu de produits de maquillage ouverts qui semblent avoir été utilisés cinq minutes auparavant. Sur l'abattant d'un secrétaire, deux

chéquiers et un sac à main blanc, ouvert. À la recherche d'un indice, d'une information, on le fouille, on le tourne, on le retourne. Rien, hormis les objets usuels que l'on trouve dans un sac féminin. Pas d'argent.

Mme Pascal et ses amis font le même constat que M. Agatti : ni effraction, ni violences, ni désordre. Les objets habituels – magnétoscope, télévision, tableaux... – sont à leur place. Seule Mme Marchal manque à l'appel. La tension monte d'un cran lorsqu'on constate que sa Honda Civic blanche n'a pas bougé du garage. Il devient alors peu probable que sa propriétaire ait quitté les lieux. L'imagination commence à galoper.

— Si elle n'est pas partie, c'est donc qu'elle est encore là !

Un mauvais pressentiment s'empare du groupe. Il est 17 heures, le docteur Delemotte décide d'appeler la gendarmerie.



Le gendarme Bonelli, de permanence à la petite brigade de gendarmerie de Mougins, reçoit l'appel du médecin. Une affaire de disparition. Aussitôt, on expédie sur les lieux huit gendarmes et plusieurs chiens dirigés par le maréchal des logis-chef. La troupe est rapidement rejointe par Albert Monteiro, un autre employé de la société AGM. Il est 17 h 30.

On reprend les investigations pour aboutir aux mêmes constatations : pas d'effraction, de désordre ni de vol. La présence des lunettes de vue et celle du sac à main ouvert troublent les gendarmes.

« Certaines personnes ont peut-être des informations, se disent-ils. Essayons d'en savoir plus. »

Ils se mettent en quête du répertoire téléphonique. Le sac à main est de nouveau inspecté. M. Monteiro : « Avec les gendarmes, nous avons fouillé dans le sac pour trouver le répertoire. Nous ne l'avons pas trouvé. » On finit par le découvrir sur la tablette de chevet du lit.

Un gendarme passe quelques coups de fil. En vain. Personne ne semble savoir où se trouve Mme Marchal.

À l'extérieur, il fait encore clair. Une belle lumière dorée de fin de journée arrose le jardin. Les gendarmes fouillent les buissons, les chiens reniflent les chemins environnants. Sans résultat ; pas le moindre indice.

Un peu plus tôt, le docteur Delemotte a tenté une incursion dans la cave, seul endroit qui n'a pas été fouillé. L'entrée se trouve dans la cour, près du local à bois. On ouvre un petit portillon en fer avant de descendre un escalier de ciment abrupt d'une dizaine de marches. Mais le médecin s'est heurté à la porte métallique, hermétiquement close.

Martial Liedkte, l'un des gendarmes, s'approche à son tour de la lourde porte. Impossible de l'ouvrir ! Il remonte.

— Savez-vous où sont les clés de la cave ? demande-t-il à l'employé d'AGM.

Celui-ci fouille un peu partout. Il déniche une boîte à cigares remplie de clés.

— Cherchez là-dedans, elle s'y trouve sans doute.

Dans le fatras, on découvre une clé qui porte l'étiquette « chaufferie ». Martial Liedkte s'en saisit. Accompagné du gendarme Jean-Louis Teulière, un solide gaillard, il redescend l'escalier à pic qui mène à la cave. Après avoir donné deux tours de clé, il pousse la porte, qui ne fait que s'entrebâiller très légèrement. Le gendarme insiste, mais il semble que quelque chose, derrière la masse métallique, résiste.

Les gendarmes s'y mettent à deux pour peser de tout leur poids sur la porte. Celle-ci résiste encore, mais, sous la pression, finit par s'entrouvrir un peu plus. Suffisamment pour que Martial Liedkte puisse passer son bras à l'intérieur, comme au travers de l'obscurité d'un tombeau. En aveugle, il tâtonne de haut en bas sur le dos de la porte. Qu'y a-t-il derrière ? Sa main palpe tantôt du métal, tantôt du tissu. Bizarre... Il finit par identifier mentalement l'objet : un lit en fer pliant. Après plusieurs tentatives, sa main parvient à se saisir de l'un

des montants et à repousser le lit vers l'intérieur de la cave. La porte se libère un peu plus. Le jour s'infiltré dans l'ouverture. « C'est à ce moment-là que j'ai vu un interrupteur plein de sang », déclarera-t-il plus tard. Il sait que quelque chose de grave est arrivé.

Pour autant, cette maudite porte ne s'ouvre toujours pas. Au contraire de son collègue, massif, Martial Liedkte est assez fin. Il n'arrive cependant pas à passer son corps en entier dans l'ouverture. Ça bloque. Quelque chose résiste encore. Mais quoi ? Les gendarmes cherchent à nouveau et trouvent le point de résistance. En bas à gauche, à vingt centimètres environ de l'angle, on aperçoit un bout de tube. Les deux gendarmes exercent une pression encore plus forte sur la porte. Martial Liedkte parvient à passer une partie de son corps. Derrière la porte, en bas, il distingue un tube métallique. D'un coup de pied, il le chasse. L'ouverture se libère totalement.

Face à lui, un silence sépulcral. « Vu qu'il y avait du sang sur l'interrupteur, j'ai dit au gendarme Teulière d'allumer avec la pointe de la clé avec laquelle nous avons ouvert la porte. Ce qu'il a fait. » Martial Liedkte reste tétanisé quelques secondes. « J'ai vu une masse sombre allongée dans la pièce du fond. » Se ressaisissant, il demande à son collègue de ne pas entrer pour éviter de piétiner d'éventuelles traces. Teulière monte prévenir leurs supérieurs.

Martial Liedkte balaie la cave du regard. Là-bas, dans le fond, il distingue un peu plus nettement le corps inanimé de Mme Marchal, allongée sur le ventre, vêtue d'un peignoir de bain ensanglanté. Un peu partout sur le sol et sur différents objets, des traces de sang. Soudain, côté gauche, sur l'une des portes intérieures de la cave, une hallucinante inscription en lettres de sang fait sursauter le gendarme :

O MAR
M A TUE

Plus tard, sur une autre porte – celle de la chaufferie – , à proximité du cadavre de Mme Marchal, on relèvera une seconde inscription, beaucoup moins nette, tombante, inachevée :

OMAR M'A T



Des inscriptions en lettres de sang venues d'outre-tombe, une faute d'orthographe, le cadavre mutilé d'une riche veuve, un tombeau fermé à clé, l'arrestation puis la condamnation d'un jardinier marocain de vingt-neuf ans qui se déclare innocent... Tous les ingrédients sont réunis pour transformer un horrible fait divers en un roman noir, digne des plus grandes énigmes criminelles. Le crime de Mougins va enflammer les imaginations, déchaîner les passions et susciter d'innombrables polémiques.

Pourtant, en réfléchissant bien et en examinant sereinement les faits, il n'y a que deux explications possibles à ce crime horrible. La première : un scénario diabolique – lequel peut comporter plusieurs variantes – qui vise à accuser un homme, prénommé Omar, d'un crime qu'il n'a pas commis. La seconde : dans un ultime sursaut, aux portes des ténèbres, la victime a dénoncé son meurtrier avec son propre sang. D'un côté, une abominable machination ; de l'autre, le courage d'une femme massacrée qui confine à l'héroïsme. Ce sont ces différents scénarios que nous allons examiner point par point, en remontant le temps, depuis les événements les plus récents jusqu'au cœur de l'énigme et à sa résolution.

SCÉNARIO DIABOLIQUE N° 1 :

UN COUPABLE DE RECHANGE

LE PHYSIQUE DE L'EMPLOI

« Je suis libre physiquement, mais dans ma tête, je suis toujours prisonnier. » En janvier 2010, Omar Raddad charge Sylvie Noachovitch, sa nouvelle avocate, de tout mettre en œuvre pour obtenir une révision de son procès. À peine saisie du dossier, celle qui a la lourde tâche de réussir là où l'illustre Jacques Vergès a échoué sollicite la chancellerie. « J'ai demandé au garde des Sceaux l'inscription des deux ADN, explique-t-elle. Peut-être trouverons-nous alors l'identité des vrais coupables. » Sylvie Noachovitch réclame que les deux relevés d'ADN trouvés sur la scène du crime de Mougins soient comparés au Fichier national automatisé des empreintes génétiques (Fnaeg). L'ADN ! Un nouvel épisode dans ce feuilleton aux rebondissements permanents qui alimente la scène publique depuis près de vingt ans. Pour en comprendre les tenants et aboutissants, reprenons la chronologie judiciaire.

Le 2 février 1994, la cour d'assises de Nice condamnait Omar Raddad à dix-huit années de réclusion criminelle pour avoir, le 23 juin 1991, volontairement donné la mort à Ghislaine Marchal. D'après l'accusation, Omar Raddad se serait rendu à La Chamade le dimanche 23. À la suite d'une altercation avec sa patronne, il l'aurait tuée sauvagement. Le tribunal avait retenu cette version. Omar Raddad, lui, a toujours nié.

Quatre ans plus tard, à la suite d'une démarche personnelle d'Hassan II, roi du Maroc, le jardinier bénéficiait d'une grâce présidentielle accordée par Jacques Chirac, président de la République. Pour autant, depuis sa mise en liberté, Omar Raddad n'en démord pas. Pas question de se contenter d'une grâce, il veut

être blanchi, innocenté. Dans cette optique, il a donc chargé M^e Vergès, son avocat de l'époque, de déposer une requête en révision.

En janvier 1999, Jacques Vergès saisit la Commission de révision des condamnations pénales. Un préalable avant la saisine de la Cour de révision, instance chargée d'examiner les demandes de jugements rendus en matière pénale et dernier espoir pour les condamnés. Chaque année, entre cent trente et cent cinquante d'entre eux s'adressent à cette formation spéciale de la chambre criminelle de la Cour de cassation pour voir leur jugement révisé. Autant dire que les révisions sont accordées au compte-gouttes. En vingt ans, moins de dix affaires criminelles ont été rejugées. En 2002, Patrick Dils s'est vu innocenter. Avant lui, ce fut le cas également de Roland Agret et de Rida Daalouche. D'autres condamnations, au contraire, ont été confirmées. En avril 2011, Dany Leprince goûtait brièvement aux joies de la liberté avant de retourner en prison. En 2006, la Cour de révision rejetait l'annulation de la condamnation de Guillaume Seznec. Une affaire qui remonte à 1923 ! Pour avoir une chance d'aboutir, encore faut-il que des éléments nouveaux, de nature à jeter un doute sur la culpabilité du condamné, soient présentés devant la Commission.

C'est pourquoi M^e Vergès a demandé de nouvelles expertises graphologiques, ainsi que l'examen de la trace de main laissée par Mme Marchal sur la porte où est écrite la fameuse inscription « OMAR M'A TUER ». Premier coup de théâtre : on trouve de l'ADN sur les portes. Le laboratoire de police scientifique de la préfecture de Paris reçoit alors pour mission de l'analyser. Début 2001, il rend son verdict. Deuxième coup de théâtre : selon le laboratoire, « l'ADN masculin mêlé à la trace de main ensanglantée laissée sur la porte de la chaufferie où a été retrouvé en 1991 le corps de Mme Marchal est différent de celui d'Omar Raddad ». L'annonce fait l'effet d'une bombe et provoque un emballement médiaticojudiciaire. Elle peut en effet signifier qu'une terrible erreur judiciaire avait été commise.

L'analyse confirme qu'il s'agit bien du sang de Mme Marchal, mais que l'on y trouve également de l'ADN masculin. M^e Vergès demande aussitôt une comparaison de cet ADN avec celui d'Omar

Raddad. Or, non seulement le laboratoire ne retrouve pas la trace du condamné, mais il relève même deux ADN masculins

– différents – dans une empreinte palmaire de la porte de la chaufferie. Cependant, comme nous en verrons plus loin les raisons, on ne procédera jamais à la comparaison de ces ADN avec ceux du fichier national des empreintes génétiques. C'est pourquoi, près de dix ans plus tard, M^e Noachovitch, reprenant le flambeau de son prédécesseur, met une nouvelle fois l'ouvrage sur le métier.



Pour M^e Vergès, l'ADN avait parlé. Il confirmait une intuition ancienne : « Il y avait dans cette cave des assassins qui n'étaient pas Omar Raddad. »

Revenons à ce lundi 24 juin, jour de la découverte du corps de Mme Marchal. Il est 20 heures, il ne fait pas encore nuit sur La Chamade. Le major Georges Cenci, alors capitaine, est informé de la découverte du cadavre. C'est lui qui sera chargé de l'enquête judiciaire. À 20 h 30, il arrive sur les lieux en compagnie de deux autres gendarmes, suivi du docteur Page, médecin légiste. À 21 heures, M. Thierry Monfort, substitut du procureur de la République auprès du tribunal de grande instance de Grasse, rejoint également La Chamade.

Les gendarmes ont trouvé Mme Marchal vêtue d'un simple peignoir épais à damier noir et blanc, portant des pinces dans les cheveux et des chaussures à talonnette. Les premières constatations médicales – confirmées lors de l'autopsie réalisée le 28 juin – révèlent qu'elle a subi un véritable assaut. Dans un premier temps, quatre coups furent portés au visage au moyen d'un lourd chevron de bois, retrouvé à proximité taché de son sang. Ensuite, plus d'une dizaine de coups assenés par une arme blanche ont transpercé le peignoir pour atteindre la partie abdominale. Enfin, une tentative d'égorgement fut commise avec la même arme blanche,

sans pour autant que les artères soient sectionnées. Toute agression à caractère sexuel sera écartée.

Sauvagerie inouïe qui, selon M^e Vergès, démontre que « pour frapper une femme de cette manière, il a fallu plus d'une personne ». Omar Raddad prolonge l'écho de ces mots : « Je considère que mon innocence est prouvée. Maintenant, c'est à la justice d'aller plus loin. Elle doit chercher à qui appartient cet ADN. » Les empreintes sur la porte font partie d'une panoplie d'éléments que Jacques Vergès estime nouveaux et qu'il va mettre en avant pour obtenir une révision.



Pourquoi demander avec une telle insistance la comparaison des ADN trouvés sur la porte avec ceux du fichier national ? C'est que M^e Vergès, Omar Raddad et aujourd'hui Sylvie Noachovitch ont en tête une idée bien précise. Ce fichier, créé en 1987, comporte les empreintes des deux millions de personnes auteurs de crimes et de délits. Or, pour eux, les deux malfrats – il y a deux ADN masculins – qui ont exécuté Mme Marchal sont bien connus des services de police. L'un d'entre eux au moins a un casier judiciaire.

— On pourrait alors mettre un nom sur un individu, si l'un a un casier, glisse Sylvie Noachovitch.

Une petite phrase qui ne tombe pas par hasard. La vérité se trouve là.

Cette révélation leur a été soufflée par un homme qui joue un rôle primordial dans la stratégie de reconquête d'Omar Raddad. Il s'agit de Roger-Marc Moreau, détective privé mandaté par le jardinier maghrébin, peu après sa condamnation, pour mener des investigations, découvrir de nouvelles pistes, voire identifier les vrais coupables.

En septembre 2008, au début de ma propre enquête en vue d'un documentaire¹ sur le crime de Mougins, je contacte le détective et lui

demande un rendez-vous. Il accepte. J'ai hâte de rencontrer celui qui, selon les coupures de presse, fait figure de « justicier de la dernière chance », de « Zorro de la profession », d'« idole des comités de soutien ou des associations de défense ». Un homme « au service de la vérité vraie ». On le retrouve dans l'affaire Seznec, celle de collégiens accusés de viols, l'affaire Dany Leprince, etc. Installé à Chalon-sur-Saône, mais disposant également d'un cabinet à Paris et à Lyon, l'intrépide détective est au four et au moulin. Toujours prêt à combattre l'injustice, à défendre la veuve et l'orphelin. Lui-même s'en explique largement dans la presse : il refait « l'enquête que la police n'a pas faite ».

La rencontre a lieu le jeudi 4 septembre dans l'après-midi au bar du Novotel, porte d'Italie à Paris. Je découvre un homme d'une cinquantaine d'années, grand, séduisant, bien vêtu, le regard ténébreux avec des yeux qui furètent à droite et à gauche. Je lui expose le projet de documentaire. Il s'agit de donner à toutes les parties la possibilité de s'exprimer. Bien entendu, je souhaite l'interviewer ainsi qu'Omar Raddad, son client.

Moreau tâte le terrain. Quel sera l'angle du sujet ? Aura-t-il le droit de le visualiser avant la diffusion ? Ai-je déjà un point de vue sur l'affaire ? Il explique sa prudence par le fait qu'il va prochainement livrer des révélations importantes susceptibles de peser dans la demande de révision. Voilà qui me met l'eau à la bouche. Je saisis la balle au bond.

— Précisément, le documentaire sera pour vous l'occasion d'exprimer ces révélations.

Le détective reste réservé. Il me sonde, revient à la charge concernant un droit de regard éventuel. Ma réponse est claire : c'est non. Chacun campe sur ses positions. Pour moi, ce n'est pas très bon. L'équilibre du film passe par un dosage entre l'accusation et la défense. J'ai obtenu l'accord de M^{es} Henri Leclerc et Georges Kiejman, avocats des parties civiles, de M^e Baudoux, premier avocat d'Omar Raddad résidant à Nice, de plusieurs journalistes présents au procès, ainsi que de différents experts, témoins et protagonistes. M^e Vergès n'a pas donné suite, mais d'autres vont certainement

donner leur accord. C'est le cas de Jean-Marie Rouart, écrivain et académicien, président du comité de soutien de l'accusé.

Au minimum, j'ai besoin d'en savoir plus sur les fameuses révélations évoquées par Moreau. J'ai parcouru le livre qu'il a coécrit avec un journaliste sur cette affaire². Je connais donc ses thèses, la principale consistant à accuser les gendarmes d'avoir bâclé l'enquête. Il semble qu'il ait découvert de nouveaux éléments entre-temps. De quoi s'agit-il ? Il me faut lui tirer les vers du nez.

À mesure que j'observe le bonhomme, je comprends assez vite à qui j'ai affaire. Je pense à cette réflexion de Michel Platini, alors entraîneur de l'équipe de France de football, à propos de ses joueurs : « Ils jouent avec leur peigne dans leur poche. » Autrement dit, ils passent leur temps à se contempler dans le miroir. Même constat pour Moreau. Ses mimiques, ses gestes, ses silences révèlent qu'il joue avec son peigne dans sa poche. J'ai saisi le bonhomme : les choses deviennent plus simples désormais. J'adopte alors la position du candide. Ça marche assez souvent. Je me rapetisse pour mieux faire grandir mon interlocuteur. Je deviens ce petit journaliste ignorant tout ou presque de l'affaire, qui attend que la vérité sorte de la bouche de ce grand détective, responsable d'une enquête d'envergure dont les conclusions ne peuvent rester plus longtemps inconnues du grand public. La France attend ! Moreau, qui au fond n'espérait que cela, commence à raconter. Je ne vais pas être déçu.



Pour mener sa contre-enquête, le détective s'est rendu à Cannes afin d'interroger les principaux protagonistes. Très vite, son flair l'a mis sur une piste : Liliane Receveau, la femme de ménage de Mme Marchal, pourrait avoir menti sur son emploi du temps des dimanche 23 et lundi 24 juin 1991.

Au moment des faits, Mme Receveau, dont la vie amoureuse est assez agitée, partage l'existence d'un dénommé Pablo Cortés Mateo, immigré d'origine espagnole. Moreau l'a interrogé. L'homme

est affirmatif : « Le dimanche 23 juin 1991, ma compagne s'est levée à 7 h 30 (heure habituelle lorsqu'elle devait travailler), puis elle est partie en me disant qu'elle se rendait à La Chamade. »

De son côté, interrogée sur son emploi du temps, Mme Receveau a déclaré avoir passé la journée au lac de Sainte-Croix dans les gorges du Verdon, avec sa fille, son gendre et leur chien. Au total, un peu moins de quatre heures de route, aller-retour. La troupe serait partie tôt le matin, aurait déjeuné sur place, se serait promenée avant de rentrer dans la soirée. Ce dernier point étant confirmé par le concubin.

Toujours selon ce dernier, le lundi 24 juin au matin, Liliane Receveau lui aurait à nouveau affirmé qu'elle partait travailler à La Chamade. Problème : elle a livré une autre version aux gendarmes, affirmant que Mme Marchal lui aurait donné congé ce jour-là. Le motif ? Elle ne s'en souvenait pas très bien : un voyage ou la réception de quelqu'un.

Donc, selon Moreau, et contrairement aux affirmations de la femme de ménage, celle-ci était présente à La Chamade, le dimanche et le lundi. Ce jour-là, Mme Marchal attendait la visite de son amie Erica Serin, avec qui elle avait prévu de passer la journée au bord de la piscine. Or, toujours d'après Moreau, Mme Marchal, en dame du monde, ne pouvait recevoir son invitée sans qu'une cuisinière ne concocte un délicieux repas. Tâche habituellement dévolue à Liliane Receveau, fin cordon-bleu.

Plus accablant encore : selon son interlocuteur, le témoignage de Pablo Cortés Mateo recoupait celui de Salem El Ouaer, un ouvrier tunisien qui travaillait ce lundi avec Fabrice Ammeux, un autre ouvrier, à proximité de La Chamade. Mme Serin, après avoir sonné en vain, s'était adressée à eux en leur demandant s'ils avaient aperçu Mme Marchal.

Peu après la découverte du corps, les deux ouvriers avaient été entendus par les gendarmes. Ensuite, Salem El Ouaer, en situation irrégulière, avait filé en Tunisie. Mais en 1998, Moreau et Vergès l'avaient retrouvé dans son pays pour entendre son témoignage. Il leur a déclaré se souvenir qu'une femme âgée de trente-cinq à

quarante ans, blonde, s'était présentée le lundi 24 juin 1991 vers 9 h 15 à La Chamade. Plus tard, une autre femme était venue. Elle avait appelé. Quelqu'un de l'intérieur avait crié : « Qui est là ? »

Extraordinaires révélations ! Ainsi, Moreau établissait clairement que quelqu'un se trouvait à l'intérieur de la propriété ce lundi matin ! Ce qui pouvait signifier que Mme Marchal était peut-être encore vivante et que sa mort avait eu lieu non pas le dimanche 23, comme l'avaient affirmé les gendarmes, mais le lendemain. Or, ce jour-là, il est établi qu'Omar Raddad se trouvait à Toulon, dans sa belle-famille. C'est là qu'on l'avait arrêté pour être entendu, avant d'être mis en garde à vue et écroué.

En outre, Salem El Ouaer apportait deux précisions importantes. Tout d'abord, la femme aperçue le matin ressemblait fortement à la femme de ménage. Moreau lui avait présenté une photo. Ensuite, il avait également remarqué, un peu plus tard, que le portail était grand ouvert. Un 4×4 « noir, ou en tout cas de couleur foncée », était garé dans la cour de La Chamade. Au volant se trouvait un jeune homme blond d'une trentaine d'années.

De tout cela, il ressortait que Mme Receveau était présente sur les lieux, qu'elle avait crié « Qui est là ? » depuis l'intérieur de la propriété et qu'elle avait vraisemblablement favorisé l'entrée d'un 4×4 dans le domaine.

À ce stade du récit, Moreau marqua un temps d'arrêt comme pour entretenir le suspense. Littéralement accroché à ses lèvres, je buvais ses paroles, impatient de connaître la suite. Une question surgit spontanément de ma bouche :

— Si j'ai bien compris, la femme de ménage, présente sur les lieux ce jour-là, attendait une ou plusieurs personnes. Elle a ouvert le portail et il est entré – ou ils sont entrés – avec le 4×4. C'est bien ça ?

Moreau semblait apprécier ma sagacité. Il relança la balle.

— Combien d'empreintes ont-elles été trouvées sur la porte de la cave ? demanda-t-il.

— Deux empreintes masculines différentes entre elles.

— Vous avez la réponse.

— Quoi ! Vous voulez dire qu'il y avait deux hommes et que ce sont les assassins de Mme Marchal ?

Moreau savourait l'instant. Il opina.

— Qui sont-ils ? Vous les avez identifiés ?

Moreau marqua un temps d'arrêt, se redonna un coup de peigne, puis devint grave avant de déballer toute l'affaire. En réalité, Mme Receveau avait un amant surnommé « Pierrot le fou³ », marginal incontrôlable lorsqu'il avait bu. En un rien de temps, Moreau avait découvert qu'en 1983 « Pierrot le fou » avait été condamné à cinq ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris pour homicide volontaire. Il avait abattu un homme lors d'une rixe du côté de la porte d'Italie. À cela s'ajoutaient des vols, des cambriolages... Bref, un personnage peu recommandable. Lorsque Moreau avait interrogé la femme de ménage, elle avait déclaré : « Pierrot était avec moi le jour du crime. Il est venu avec nous au lac de Sainte-Croix. » Hum ! Au lac de Sainte-Croix ou bien à La Chamade ?

J'étais ébahi. Les morceaux du puzzle commençaient à s'assembler. Néanmoins, il en manquait un. Le deuxième larron, sans doute le conducteur du 4×4. Qui était-il ? Selon Moreau, probablement un dénommé Frédéric H., ancien toxicomane et ami de Pierrot le fou. À l'époque des faits, Frédéric H. travaillait dans une entreprise de fabrication et d'entretien d'aquariums dont il s'était fait licencié entre-temps. Moreau avait recueilli le témoignage du gérant de l'entreprise. Selon lui, le 24 juin 1991, Frédéric H. « aurait pu utiliser pour ses déplacements le 4×4 de la société ».

Tout s'enchaînait parfaitement. Le scénario s'échafaudait ainsi : la femme de ménage, présente à La Chamade ce jour-là, avait fait entrer Pierrot le fou ainsi que son complice, Frédéric H., avec le 4×4 de son entreprise

— celui que Salem El Ouaer avait aperçu dans la cour. Les deux hommes avaient massacré Mme Marchal avant de filer en désignant un faux coupable, Omar. Les policiers étaient tombés dans le

panneau. Omar Raddad, lui, avait été condamné. Terrible erreur judiciaire !

C'est à la lumière des découvertes sensationnelles de Moreau qu'il fallait comprendre la volonté de Vergès d'obtenir une comparaison entre les empreintes génétiques trouvées sur la porte de la cave et celles du fichier national. En procédant ainsi, la vérité nue sauterait aux yeux des enquêteurs. Les deux coupables, Pierrot le fou et son complice, seraient immédiatement identifiés.

J'étais abasourdi. Moreau, qui devait filer à un rendez-vous, me laissait KO debout. Par chance, nous étions convenus de nous revoir le lendemain. J'avais en main de sérieux arguments contre la culpabilité d'Omar Raddad. De quoi nourrir mon documentaire.



— Ça ne colle pas !

Au petit matin, je me suis réveillé avec ce cri du cœur. Durant mon sommeil, les thèses de Moreau s'étaient bousculées dans ma tête, confrontées avec ce que je savais du dossier. Il y avait de nombreux points d'achoppement, voire des invraisemblances. Il me fallait m'en expliquer au plus vite avec Moreau, tirer les choses au clair.

Dans l'après-midi, je le retrouve au bar d'un grand hôtel, place de la République. Nous reprenons point par point le scénario décrit la veille. Puis je l'assaille de questions.

— Avez-vous interrogé Fabrice Ammeux, l'autre ouvrier présent à proximité de La Chamade avec Salem El Ouaer ?

— Non, répond Moreau que je sens quelque peu embarrassé.

— Pourquoi ?

Moreau, évasif, marmonne qu'il n'a pas retrouvé sa trace.

— C'est curieux. Moi, je l'ai retrouvé. Très facilement, il est dans l'annuaire. Il a d'ailleurs accepté de me rencontrer.

De l'entretien que j'aurai plus tard avec M. Ammeux, il ressort les points suivants : le vendredi 21 juin, lui et Salem El Ouaer ont commencé un chantier dans une propriété voisine de La Chamade – des travaux de maçonnerie portant sur un branchement d'égout. M. Ammeux, maçon, avait sous ses ordres Salem El Ouaer, manœuvre, qu'il ne connaissait pas auparavant. M. Ammeux travaillait principalement à l'intérieur de la propriété. Il faisait de temps à autre des incursions à l'extérieur, sur le chemin, là où se trouvait la bétonnière activée par M. El Ouaer. Lequel, dans un mouvement inverse, apportait le béton à l'intérieur, mais aussi donnait un coup de main de temps à autre à son collègue maçon.

Qu'avait vu ce matin-là M. Ammeux ? Sa réponse est consignée dans le procès-verbal de ses déclarations aux gendarmes en date du 26 juin 1991, soit deux jours après la découverte du corps de Mme Marchal. L'ouvrier explique qu'une dame est venue le matin sonner au portail et klaxonner à plusieurs reprises. « Elle appelait aussi, mais je ne peux vous préciser ce qu'elle disait. » Nul doute qu'il décrit l'arrivée, en fin de matinée, de Mme Serin. Dans son souvenir, « la voiture était noire », « de petit gabarit, genre Renault 5 ». En réalité, la voiture de Mme Serin est une R5 bordeaux. De ce témoignage, il apparaît que les deux ouvriers – surtout M. Ammeux – n'étaient que des témoins intermittents des allées et venues sur le chemin de La Chamade et, par conséquent, devant le portail de Mme Marchal. Lors de notre entretien, Fabrice Ammeux ajoutera que Salem El Ouaer ne lui a pas confié avoir remarqué quelque chose de particulier. Il se montrera autrement prolix face à Moreau. Étonnant !

Mais revenons à mon entretien avec le détective. Mes questions semblent l'interloquer... Pour ma part, je suis surpris que celui qui se présente comme le roi de la contre-enquête bâtit des scénarios reposant sur des témoignages non contradictoires. Je continue donc à le maintenir sous le feu de mes questions.

— Avez-vous interrogé Mme Erica Serin, l'amie de Mme Marchal qui avait rendez-vous le lundi en fin de matinée à La Chamade ?

— Non, répond Moreau, sur la défensive, se demandant où je veux en venir.

— Pourtant, son témoignage est important. Vous affirmez que Mme Receveau jouait également le rôle de cuisinière et que, de ce fait, elle était naturellement présente le lundi à La Chamade pour la réception de Mme Serin. Or, Mme Receveau prétend le contraire. D'une part, parce que Mme Marchal lui avait donné son congé ce jour-là et, d'autre part, parce qu'étant cordon-bleu il lui arrivait exceptionnellement de préparer le dîner lorsque Mme Marchal recevait de grandes tablées. Hormis ces circonstances exceptionnelles, elle ne préparait pas le repas de Mme Marchal. Qu'en pense Mme Serin ? Confirme-t-elle ou infirme-t-elle la nécessaire présence de Mme Receveau pour ce déjeuner ?

Moreau a l'air décontenancé.

— Vous ne l'avez pas retrouvée ?

— Non.

— C'est curieux, son nom est dans l'annuaire. Je lui ai parlé ce matin au téléphone.

C'était exact. Dans la matinée, j'avais cherché et trouvé dans l'annuaire le numéro de téléphone de Mme Serin. Je lui avais proposé de participer au documentaire. Elle a refusé tout net. Par contre, elle a accepté de répondre à la question de la présence ou non de Mme Receveau à ce déjeuner. Voici sa réponse :

— Il faisait très beau. On se réjouissait de passer la journée toutes les deux au bord de la piscine. Rien de spécial n'avait été prévu. On mangerait des sandwiches, de la salade, des choses très simples. Cela nous arrivait souvent.

— Confirmez-vous avoir apporté ce lundi matin les journaux que Mme Marchal vous avait demandé d'acheter, *Nice-Matin* et *Le Figaro* ?

— Oui, je le confirme. Je les ai laissés dans la boîte aux lettres avant de repartir.

Déclaration conforme à sa déposition devant les gendarmes. Ce dernier point a son importance, pour la raison suivante : c'est Mme Receveau qui achetait habituellement les journaux le matin et les apportait en arrivant à son travail. Si celle-ci avait travaillé ce lundi, pourquoi Mme Marchal aurait-elle demandé à Mme Serin de les lui apporter ? Cela n'avait tout simplement pas de sens.

Deux autres contradictions apparaissent. Lorsque Erica Serin a appelé Mme Marchal le dimanche, celle-ci était sortie de la douche pour lui répondre. Or, c'était Mme Receveau qui répondait d'habitude au téléphone. Si elle était présente sur les lieux, pourquoi ne l'aurait-elle pas fait ? La situation s'y prêtait particulièrement. De même, pourquoi ce désordre sur le lit et dans la chambre ? Pourquoi ce plateau-déjeuner non lavé dans la cuisine ? C'était son travail de ranger tout cela.

J'observe que Moreau n'a pas recueilli les témoignages qui contredisaient sa thèse, notamment celui qui infirmait la présence de la femme de ménage à La Chamade, clé de voûte de sa démonstration. C'est à ce moment précis que les premiers doutes concernant les méthodes du détective se font jour dans mon esprit. Je me fais la réflexion suivante : « On dirait qu'il ne tient compte que des témoignages qui vont dans le sens qui l'arrange. Pas les autres. »

D'autres points, et non des moindres, me paraissent étonnants, voire suspects, dans son raisonnement concernant la femme de ménage. Le dimanche matin, celle-ci a déclaré à son concubin qu'elle partait travailler à La Chamade. Aux gendarmes, au contraire, elle a servi une autre version, celle du lac de Sainte-Croix. Moreau en a conclu qu'elle a menti aux gendarmes, mais pas à son concubin. C'était aller un peu vite en besogne, me semble-t-il. D'autant qu'elle a fourni plus tard des précisions : « Je suis allée au lac de Sainte-Croix avec ma fille, mon gendre et le chien. Il y avait également une autre personne : Pierrot le fou. C'était mon amant, mais je ne voulais pas que mon concubin, qui était jaloux comme une teigne, l'apprenne. » Entendus par les gendarmes, les autres acteurs ont confirmé ses dires.

Quelle est la bonne version ? À y regarder de près, la thèse de la présence de la femme de ménage à La Chamade, le dimanche et le lundi, semble fragile. Moreau prétend qu'elle y travaillait tous les jours de la semaine, week-end compris. Elle le conteste. Or, il n'apporte aucune preuve tangible de cette affirmation. À l'inverse, les agendas de Mme Marchal attestent que Mme Receveau était employée du lundi au vendredi matin, de 9 heures à 12 h 30. De plus, quelle valeur accorder au témoignage d'un cocu qui a tous les motifs de vouloir se venger ?

Autre faille dans l'histoire, cette femme qui, selon les dires de Salem El Ouaer, aurait crié de l'intérieur de la propriété : « Qui est là ? » À mes yeux, cela ne tient pas la route. Un crime a été commis, ou est sur le point de l'être, et l'un des complices demande tranquillement par-dessus le portail : « Qui est là ? » N'importe qui aurait pu se présenter au portail – un artisan, un ami, la société de surveillance, etc. – et attester par la suite avoir vu ou entendu cette femme. Autant signer son crime !

L'entretien au bar se prolonge. Moreau m'écoute contester ses arguments, les yeux ronds. Je vois bien qu'il me jauge : « Dans quel camp est-il, celui-là ? »

Je tente néanmoins de mettre les formes, et de ne pas perdre de vue mon objectif : obtenir sa participation et celle d'Omar Raddad au documentaire. Une opération de funambule.

Une autre question me démange : quel était le mobile ? Dans la version de Moreau, le crime a été préparé, prémédité, organisé. La femme de ménage fait entrer deux malfrats dans la propriété afin d'y tuer Mme Marchal. Pour quelle raison ? Bijoux, tableaux, coffre-fort... aucun objet de valeur n'a été dérobé dans la maison. Mme Marchal a reçu quatre coups de chevron à la tête et plus d'une dizaine de coups de couteau. Même les pires abrutis ne se livrent pas, sans raison et de sang-froid, à un tel massacre.

Un peu plus tard, me rendant à Cannes pour les besoins du documentaire, je rencontre la femme de ménage. Elle vit dans une HLM très modeste. Qu'aurait eu à gagner cette femme en se

rendant complice de l'assassinat de sa patronne ? Quant à Pierrot le fou, j'ai fini par le dénicher... dans un squat !

*

Moreau objecte que quelques objets – un magnétoscope, un vieux téléviseur... – ont disparu. Ni le rapport de la gendarmerie ni le fils de la victime ne l'ont confirmé. Qui plus est, difficile de croire que l'on s'acharne sur quelqu'un de cette façon pour un magnétoscope et un vieux téléviseur. Moreau en convient. C'est pourquoi, à ce moment, il sort l'artillerie lourde, très lourde.

— À qui profite le crime ? me demande-t-il, visiblement heureux de reprendre la main.

— Je ne sais pas.

— Qui a hérité de son immense fortune ?

— Son fils, Christian Veilleux.

— Exact.

Je reste là un bon moment, le souffle coupé, comme si j'avais reçu un coup de poing à l'estomac, essayant de réaliser toute l'étendue des révélations chocs de Moreau. D'après lui, le crime a été commandité par le propre fils de Mme Marchal, lequel avait besoin d'argent. On ne lance pas une telle affirmation à la légère. Il faut des preuves. Solides ! Lesquelles ?

Moreau se lance alors dans une longue tirade visant à étayer sa démonstration, laquelle s'appuie en grande partie sur un témoin retrouvé en 1995, soit quatre ans après les faits, lors de sa contre-enquête. Un certain Mimoun Barkani, ancien majordome de Mme Marchal, lui aurait alors déclaré avoir assisté à des scènes de violence entre le fils et sa mère. À tel point qu'un jour il avait dû intervenir, « alors que Christian Veilleux tentait d'étrangler sa mère ». Apprenant par les médias la mort horrible de Mme Marchal, Mimoun Barkani avait spontanément déclaré devant ses nouveaux employeurs parisiens : « Je sais qui l'a tuée. »

Témoignage accablant. À l'examen, il présente pourtant des failles. La première : Mimoun Barkani a attendu mars 1996, soit cinq ans après le crime, avant de faire part aux gendarmes de son point de vue. S'il déclare en avoir parlé à M^e Girard, premier avocat d'Omar Raddad, celui-ci n'a pas jugé utile d'en faire état devant la police ou la cour d'assises. La deuxième : Mimoun Barkani n'a pas non plus partagé son sentiment avec Latifa, la femme d'Omar Raddad, alors même que ce dernier est... son propre neveu. Autrement dit, voilà un homme qui a la possibilité d'enlever une sacrée épine du pied à un membre de sa famille, mais qui attend plusieurs années avant de se jeter à l'eau. Ajoutons que le fait d'appartenir à la même famille que le condamné rend également suspect le témoignage. Dernier point : M. Barkani a quitté le service de Mme Marchal en 1985. La Chamade n'était pas encore construite. Or, il prétend avoir été témoin de ces scènes à la villa.

Moreau lit le scepticisme sur mon visage.

— Rien d'autre à se mettre sous la dent ?

L'homme a de l'aplomb. Il ne se laisse pas démonter facilement. En toutes circonstances, il retombe sur ses pieds. Des arguments, il en a plein sa besace. Voici, soumis à ma critique, un échantillon de ceux qui visent à accréditer la thèse du meurtre commandité par le fils de Mme Marchal.

Concernant les relations entre la mère et son fils, Moreau considère qu'ils s'entendaient en fait assez mal.

— Elle le couva longtemps, mais leurs rapports ont empiré. Ghislaine Marchal supportait de moins en moins le laisser-aller de son fils Christian qui, à son goût, abusait un peu trop de son hospitalité. Mais il était fils unique.

Le détective reste assez vague sur l'abus d'hospitalité. Christian Veilleux habitait Paris, où il travaillait ; impossible donc pour lui de marcher en permanence sur les plates-bandes de sa propre mère. Il descendait de temps à autre à La Chamade, pour un week-end ou les vacances, mais guère plus. Quant aux questions de dissensions liées à des problèmes d'argent ou autres, personne dans l'entourage

familial ou parmi les proches de Mme Marchal ne les a confirmées. Interrogée par mes soins à l'occasion du documentaire, la femme de ménage, souvent placée aux premières loges, raconte : « Elle l'aimait beaucoup. Il fallait tout préparer quand il arrivait, être aux petits soins. » Elle reconnaît que « comme tout le monde il leur arrivait de s'engueuler, mais jamais rien de grave ». Pour le reste, la nature de leur relation est chaleureuse, affectueuse. La plupart des témoignages vont dans ce sens : Mme Marchal adorait son fils, qui le lui rendait bien. Christian Veilleux confiait : « Nous n'avions que dix-sept ans de différence. C'était plus qu'une mère, c'était une confidente. »

Moreau sent que, là encore, il peine à me convaincre. C'est alors qu'il fait état d'un autre témoin, retrouvé lui aussi en 1995. Il s'agit de Michelle Paysant, une femme que Christian Veilleux avait rencontrée lors d'un cocktail, peu avant le crime, et qu'il avait fréquentée. Selon Moreau, le fils de Mme Marchal aurait évoqué devant Michelle Paysant une réunion de famille houleuse au cours de laquelle des questions d'argent auraient été mises sur table. Seulement, renseignement pris, personne dans l'entourage familial ne confirme la tenue d'une telle réunion. Moreau lui-même est incapable d'apporter une quelconque précision, encore moins des preuves. Autre problème, de taille celui-là : la personnalité de Michelle Paysant. Celle qui se présente comme « colonel de la DGSE » – Direction générale de la sécurité extérieure, autrement dit les services secrets – n'est en réalité qu'une modeste employée de la préfecture qui passe ses journées à donner des coups de tampon.

Moreau prétend également que Christian Veilleux, arrivé sur les lieux le soir du crime, par avion, de Paris, aurait brûlé dans la cheminée le journal intime de sa mère, l'empêchant ainsi de « parler » et de révéler leurs conflits. Là encore, cette affirmation se heurte à une difficulté : les gendarmes ont pris des photos des lieux ; des traces de papiers calcinés dans la cheminée ne sont visibles sur aucun de ces clichés.

Moreau, qui n'est pas à une contradiction près, explique que Christian Veilleux a été « contrôleur de gestion de la société Giefca et qu'il est administrateur de la société Sareti (Société anonyme de

recherche, d'étude et de transactions internationales) ». Une situation professionnelle qui, en principe, lui assure des revenus confortables. Pour autant, selon lui, « peu après le verdict condamnant Omar Raddad à dix-huit ans de prison, Christian Veilleux s'est précipité pour exploiter une société à responsabilité limitée au capital de 50 000 francs. Le fondateur et gérant d'IFG Consultant, Christian Veilleux, s'efforce de faire fructifier l'héritage de sa mère ». Toutefois, on ne trouve aucune société « IFG » inscrite au registre du commerce avant 2006⁴. Qui peut croire que Christian Veilleux ait pu faire tuer sa mère pour créer une société au capital de 50 000 francs !

La fragilité, voire l'invraisemblance, des preuves avancées par Moreau ne l'a pas empêché de les étaler dans la presse ou sur les plateaux de télévision. Le 27 février 2001, invité sur le plateau de l'émission de Christophe Dechavanne « Ciel, mon mardi », il explique tranquillement que sa contre-enquête innocente le jardinier et oriente les soupçons vers celui qu'il appelle, sans le nommer, « l'héritier unique » – donc le fils.

Christian Veilleux saisit aussitôt la justice. En décembre 2001, l'animateur vedette et le détective privé se retrouvent côte à côte devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris, poursuivis en diffamation. Moreau s'y présente comme un « mercenaire moral » au service d'une cause, celle de l'innocence d'Omar Raddad, et revendique une « médiatisation nécessaire » pour faire avancer cette mission. Il n'a pas recueilli de preuves démontrant l'implication du fils de la victime de Mme Marchal, précise-t-il, mais « un faisceau de présomptions contre d'autres membres de son entourage ». De son côté, Christophe Dechavanne reconnaît avoir « un poil » dérapé en reprenant à son compte la thèse de l'enquêteur. M^e Kiejman, l'avocat de la famille, reprochera à ce dernier de pratiquer la « confusion des genres » entre l'information et le divertissement, mais également de faire passer la recherche de l'audience avant celle de la vérité. Cependant, ses flèches seront dirigées essentiellement vers Moreau, qualifié « d'agent moteur des contrevérités et des à-peu-près sur la place publique » qui contribuent à la « substitution d'une décision médiatique (l'innocence

d'Omar Raddad) à la décision judiciaire (sa culpabilité)⁵ ». Le verdict tombe le 29 janvier 2002 : 5 000 euros d'amende pour le détective, 2 000 pour l'animateur. Motif : diffamation envers Christian Veilleux.



Si l'on revient sur le fond du dossier, une autre invraisemblance saute aux yeux. M. Veilleux, consultant financier et administrateur de société, à qui l'on peut prêter une intelligence normale, aurait confié à deux pieds nickelés, Pierrot le fou – un alcoolique notoire – et Frédéric H. – un toxicomane –, la lourde tâche de tuer sa propre mère. Qui peut croire en une telle affabulation ?

Pour autant, grâce au travail de propagande de Moreau auprès des médias, ce Pierrot le fou était devenu, aux yeux de beaucoup, le nouveau suspect n° 1 du crime de Mougins. Impossible, dans le cadre du documentaire, de ne pas l'interviewer pour connaître sa version des faits. Mais où le trouver ? Je n'avais qu'une indication assez vague. Il habitait, m'avait-on dit, une maison bleue

– un squat en réalité – au bord d'une route.

Nous sommes à la mi-septembre 2008. Je descends sur la Côte d'Azur avec un cameraman, Philippe, pour procéder aux interviews. Nous roulons dans la banlieue de Cannes à la recherche de l'habitation de Mme Receveau, avec qui nous avons rendez-vous. Soudain, dans un virage, nous dépassons une maison bleue, légèrement en retrait d'une route assez large. Celle de Pierrot le fou ? Cela me semble trop beau. Marche arrière toute ! Nous voici devant.

La maison semble plutôt coquette, avec son auvent de vigne vierge, son petit jardin et son barbecue sur le côté. Tout a l'air bien rangé. On dirait la maison d'un ménage heureux et sans problèmes qui, le dimanche midi, fait cuire des saucisses avec des amis. Le meurtrier de Mme Marchal vivrait donc là ? Je sors de la voiture et m'avance. Sur mes gardes, compte tenu de la réputation du personnage – au téléphone, Mme Receveau m'avait incité à la plus

grande méfiance : « S'il a bu, il est capable de n'importe quoi. Il a déjà tué quelqu'un ! »

Il est convenu que Philippe reste en retrait pour intervenir en cas de grabuge.

Je quitte la route et m'engage d'un pas hésitant dans l'étroit sentier qui mène à la porte d'entrée. Pas un bruit. Je frappe. La porte s'ouvre. Devant moi, un petit bonhomme trapu au visage parcheminé, les yeux bleu délavé, portant une casquette sur la tête. Il sourit – d'une dentition sommaire. Je lui tends la main. Il la saisit et m'écrase les phalanges.

— Je vous attendais, glisse-t-il.

Comme je marque l'étonnement, il rit :

— Le téléphone arabe !

Un appel en provenance de Mme Receveau, je suppose.

— Puis-je vous parler ?

Il me propose d'entrer. À l'intérieur, il fait sombre. Un vrai coupe-gorge. Pas question de me risquer là-dedans.

— Je suis avec Philippe, le cameraman, lui dis-je en montrant la voiture.

Il jette un œil. Il a l'air à jeun, dans de bonnes dispositions. De mon côté, je n'ai qu'une envie, m'éloigner de la maison.

— J'attrape une veste et j'arrive, dit-il.

Ouf !

Nous voilà près de la voiture. Après avoir fait les présentations, j'explique à Pierrot le rôle de Philippe, l'objectif du documentaire et les différents aspects de notre travail.

— Êtes-vous d'accord pour que l'on vous interviewe ?

— Pas de problème ! répond-il.

Reste à trouver le lieu. Le jardin ? Trop près de la route, trop bruyant. Pierrot indique un parc assez tranquille un peu plus loin.

Nous montons en voiture. Moi, devant à côté du chauffeur. Lui, juste derrière moi. Tout le long du voyage, alors que nous bavardons gentiment, je ne peux m'empêcher de penser qu'il a peut-être un couteau dans la poche et que, dans un accès de folie furieuse, il va me trancher la gorge.

Le parc, ça ne convient pas. Philippe le juge trop bruyant. C'est alors que Pierrot suggère... le cimetière. Un endroit idéal selon lui. Je sursaute. Mais Philippe semble d'accord :

— Très calme, en effet.

Nous arrivons sur le lieu. Seul problème : le gardien nous explique que l'on ne peut y réaliser d'interview sans autorisation de la mairie. Autant dire qu'il nous faudra une semaine avant de l'obtenir. Voyant notre embarras, il nous propose la petite cabane qui jouxte sa loge. Elle sert à entasser le matériel. Allons-y !

On écarte les balais, les seaux, des bouts de ferraille... Pierrot s'installe en face de moi, à un mètre de distance environ. Il est très calme. N'empêche que je n'en mène pas large. À tout moment, il peut me sauter dessus ! Philippe, derrière moi, à un mètre de distance lui aussi, n'aura pas le temps d'intervenir.

L'interview peut commencer. Pierrot le fou martèle qu'il est marginal. « 100 % marginal. »

— J'aime pas qu'on m'emmerde, ajoute-t-il.

Je comprends très vite que nous aurons de sérieux problèmes au montage car son élocution est en grande partie incompréhensible. De fait, il faudra le sous-titrer. D'après Moreau, « à jeun, son phrasé est appliqué, sa syntaxe impeccable⁶ ». Ce jour-là, Pierrot est à jeun. Je me demande si nous avons rencontré le même bonhomme.

Pierrot raconte son parcours. Il est issu d'une famille aisée de la Nièvre. Enfant, il venait en vacances dans la région. Ses frères et sœurs se sont tous fait une belle situation, mais lui était à part. Marginal. Il a un CAP de pâtissier, mais il a fait toutes sortes de métiers, comme peintre en bâtiment. La liberté est son bien le plus précieux.

— Vous buvez beaucoup, Pierrot ?

— Ça m'arrive.

— Et dans ce cas-là, vous perdez la tête ?

— Ça m'arrive.

— C'est ce qui s'est passé lors de votre bagarre, à Paris, qui vous a valu plusieurs années de prison ?

Je marche sur des œufs, ne sachant trop si ce sombre épisode de sa vie ne va pas le mettre en rage. Mais non, il reste calme et n'élué aucune question.

— J'ai tué un mec à Paris en défendant un copain à qui il voulait piquer l'argent de sa paie. Il a voulu me tuer. C'était lui ou moi. Ça a été lui. J'ai pris cinq ans pour homicide volontaire.

Il marque un temps de réflexion, puis reprend :

— En fait, c'était involontaire, j'étais complètement bourré.

À sa sortie de prison, à la fin des années 1980, il vient s'installer dans la région, fait des petits boulots, puis rencontre Liliane Receveau.

On s'approche du sujet.

— Pierrot, êtes-vous allé à La Chamade ?

La réponse est nette, sans hésitation :

— Oui, deux fois. La première fois, c'était le 1^{er} mai. J'ai déménagé une chambre pour remettre les meubles dans une autre pièce. J'ai travaillé pendant une heure. Mme Marchal m'a donné 200 francs.

— Et la seconde fois ?

— Je suis allé chercher Liliane avec sa voiture. C'était ma maîtresse. À l'époque, elle vivait avec Pablo Cortés. J'ai eu un différend avec lui. Il savait que je sortais avec elle.

Pierrot confirme que, le 23 juin, il était au lac de Sainte-Croix avec Liliane, son gendre et sa fille.

— Même que j'ai eu une discussion avec un gars de Saône-et-Loire, je l'ai reconnu à l'accent.

À propos du meurtre, Pierrot s'énerve :

— Je suis sûr et certain que ce n'est pas moi !

C'est le moment que je choisis pour sortir l'arme fatale. Je l'ai préparée.

— Pierrot, vous le savez, il y a des gens qui pensent et même qui répandent l'idée que vous seriez le meurtrier de Mme Marchal. Il y a un moyen très simple de prouver votre innocence.

— Lequel ?

— Il suffit de réaliser un test ADN. On pourra ainsi le comparer aux empreintes trouvées sur la porte de la cave. Seriez-vous d'accord ?

— Oui, répond-il sans hésiter une seule seconde.

— On y va ?

— On y va.

C'est le point que je voulais vérifier. Oui ou non, était-il prêt à se livrer à un tel test ? Nous avons roulé jusqu'à un laboratoire d'analyses que j'avais repéré au préalable. Je connaissais déjà l'issue. En France, un test ADN ne peut se faire que dans un cadre strictement légal. Par exemple, lors d'une instruction judiciaire. Encore faut-il qu'elle soit ordonnée, ce qui n'était évidemment pas le cas. Au laboratoire, Pierrot tape du poing sur le bureau de l'hôtesse d'accueil, laquelle sursaute de peur.

— Je veux faire un test ADN !

Alerté, le directeur intervient pour le calmer. Impossible, explique-t-il. Pour les raisons que je viens d'évoquer. Qu'importe, Pierrot le fou, coupable idéal, jeté par Moreau à la vindicte populaire du fait de son passé, se tient à la disposition de la justice.

J'arrive à la fin de ce second entretien avec Moreau. À mes yeux, le grand détective, roi de la contre-enquête, a perdu beaucoup de

son aura. En l'écouter emboîter des approximations pour les faire coller à sa thèse, j'ai ressenti un malaise grandissant. Un mot m'effleure les lèvres : manipulation. Je suis pourtant à cent mille lieues d'imaginer l'ampleur de ce que je vais découvrir.

L'ENQUÊTEUR ENQUÊTÉ

Fin 2008. Le documentaire a été tourné et diffusé sur NT1. Ni Moreau, ni Omar Raddad ou son avocat n'ont voulu y participer. Moreau invoqua le fait que « notre *timing* n'était pas en accord avec son plan média ». Omar, joint deux fois au téléphone, n'a pas non plus donné suite. La première fois, début septembre, nous étions en plein ramadan ; il ne pouvait, disait-il, prendre une décision, il fallait attendre. Un peu plus tard, une équipe est descendue à Toulon pour l'interviewer. La rencontre a eu lieu, mais pas l'interview. Omar Raddad venait de changer d'avocat. M^e Sylvie Noachovitch était désormais chargée de porter son affaire devant la Cour de révision. Nous l'avions invitée. Elle n'a pas répondu.

De mon côté, j'ai tourné la page pour me consacrer à l'affaire Guy Georges. Omar Raddad est sorti de mon esprit, le détective aussi. Ce n'est que récemment, lors de la préparation de ce livre, que je repris le dossier et que le personnage de Moreau m'interpella à nouveau. De temps à autre, j'apercevais son regard ténébreux à la une des médias, je l'entendais dénoncer des enquêtes bâclées, je le voyais partir en guerre contre l'injustice, claironner qu'il allait s'attaquer à telle ou telle affaire. Jamais avare de confessions. « Dans la profession, expliquait-il à *Libération*, on se fond toujours dans le paysage. Sur le terrain, je suis méconnaissable. » Un jour baroudeur sur la Côte d'Azur, un autre jour camionneur, ou encore faux acheteur de Cartier à Vintimille. Il exerce « un métier d'action et d'aventure », le rêve de ses seize ans. Il est confronté à de très gros intérêts, vit dangereusement, a échappé à des attentats. Je ne peux m'empêcher de lire tout ça avec un certain scepticisme. Je repense à cette inquiétude qui semble l'habiter. Qui est-il au fond, ce

chevalier blanc des causes perdues ? L'idée me vient de gratter un peu.

Quelques coups de fil passés dans le milieu des détectives m'apportent des réponses assez embarrassées. Le spécialiste français autoproclamé de la contre-enquête n'a pas très bonne presse. Pas d'attaque personnelle du côté de Christian Borniche, fils du célèbre policier Roger Borniche, qui a repris l'agence de recherches privées créée par son père. Mais il me fait comprendre qu'il « a fallu faire un sacré ménage pour moraliser la profession, séparer le bon grain de l'ivraie ». Christian Borniche vise en particulier ces formations privées, plus ou moins agrémentées, qui fleurissent un peu partout et font payer très cher les futurs Sherlock Holmes. « C'est pourquoi nous avons créé un enseignement universitaire, avec diplôme validé par l'État », poursuit Roger Borniche.

Je comprends vite qu'un schisme a séparé deux camps qui se détestent cordialement. D'un côté ceux qui prônent une profession réglementée, bien encadrée, agissant dans la transparence. Et de l'autre une nébuleuse qui ne permet pas d'écarter certains margoulins, affairistes de tout poil, agissant dans l'ombre avec des méthodes douteuses, loin de celles d'une police officieuse.

Je comprends vite également que mes interlocuteurs ont catalogué Moreau. L'un d'entre eux, qui a suivi des cours à l'école où il enseigne, me raconte son désarroi. « Lorsque je me suis inscrit au cours de la police nationale, j'ai parlé de Moreau comme d'un privé de référence. On m'a ri au nez. Je tombais des nues. » Un autre voit en lui « un requin qui rôde autour des procès et promet à des gens dans la détresse des résultats extraordinaires ».

Bon, d'accord ! Mais, concrètement, que lui reproche-t-on ? Après tout, il a peut-être fait avancer certaines enquêtes, non ? On me répond par des « Grattez un peu » ou des « Si vous cherchez vous trouverez ». Des formules toutes faites qui ne m'avancent pas d'un pouce. C'est alors que quelqu'un, au cours d'une conversation, murmure cette phrase sibylline :

— Cherchez donc en 1976.

— 1976 ?

— Je ne vous en dirai pas plus, conclut-il en raccrochant.

Diabole, qu'a-t-il bien pu se passer cette année-là ? Je remue tout ça, pose quelques questions à droite et à gauche, sans résultat. J'en conclus qu'on me mène en bateau. Je m'apprête à laisser tomber lorsque l'un des filets que j'ai lancés ramène un poisson, un gros poisson. Sous forme d'un article paru le 13 avril 1977 dans *Le Bien public*, quotidien de la Côte-d'Or. Il évoque un détective privé beaunois mis en cause dans une affaire d'extorsion de fonds par le tribunal de Dijon. » Incroyable, il s'agit de Moreau, le chevalier blanc.

Originaire de Bourgogne, le sémillant détective a toujours déclaré à qui voulait l'entendre qu'il avait mené des études de droit en vue de devenir magistrat. Puis, la vocation de détective l'ayant appelé, il n'avait pu y résister. Les études de droit, à voir... La vocation de détective, c'est certain ; il n'a pas dix-neuf ans qu'il exerce déjà cette profession. Au tribunal, il explique que le fait d'acquitter la taxe professionnelle serait la seule formalité à accomplir pour être détective privé. Mais le problème vient surtout des méthodes qu'il emploie : expéditives !

L'histoire est la suivante : une femme de Dijon, dont le fils est mort dans des conditions à la fois louches et dramatiques – carbonisé au volant de sa voiture –, fait appel au déjà fringant Moreau pour trouver des indices, des témoins, voire des coupables. L'enquête de gendarmerie n'a pas abouti, mais des éléments nouveaux permettraient de rouvrir le dossier. Pour cela, la famille verse une coquette somme au détective.

Moreau se rend au domicile d'une femme qui a connu le jeune homme, et qu'il soupçonne d'être mêlée à l'affaire. Il est accompagné d'une amie et prend, écrit le journal, « la précaution, avant de se présenter, de se grimer : fausse moustache et lunettes de soleil ». Son but est de se livrer à un chantage pour obtenir des renseignements. « Il se fait donc passer pour un jeune voyou sorti de prison et indique à son interlocutrice qu'un certain X, ami de la jeune femme et du défunt, lui aurait fait des révélations, lui disant en particulier qu'elle savait quelque chose sur l'affaire. » Moreau, qui a

un couteau à cran d'arrêt dans sa poche, se fait plus explicite : « Je garderai le silence à condition que vous me serviez une somme de 2 000 francs. » Il repart dans un crissement de pneus.

La jeune femme prévient aussitôt les gendarmes. Le temps d'être cueilli, Moreau ne chôme pas. Il envoie deux lettres anonymes, l'une à la jeune femme, l'autre à son mari, dans lesquelles il menace de les dénoncer à la police pour complicité de meurtre. Quand on l'appréhende, on trouve sur lui une fausse carte professionnelle – barrée tricolore – qu'il s'est fabriquée de toutes pièces. Direction la maison d'arrêt de Dijon.

Au procès, nullement démonté, il explique qu'il a le « feu sacré » pour cette profession. À la barre, il s'évertue à donner une image sympathique de lui-même et du métier qu'il a choisi d'exercer par amour. « Bouffi d'orgueil, a répliqué le substitut, il a voulu se croire supérieur à toutes les polices, il a prétendu qu'il visait un haut intérêt, celui de la justice. Mais quelle autorité pouvait sortir des procédés qu'il utilisait, du chantage, des mensonges, des guets-apens et des traquenards ? »

Une erreur de jeunesse ? Rien n'est moins sûr. Le 2 décembre 2008, la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) est saisie par M. Patrick Lobaune, député de la Drôme, des manquements à la déontologie dont se serait rendu coupable un certain « RMM » en sa qualité d'enquêteur privé. Créée en 2000, la Commission se définit comme une autorité administrative indépendante chargée de veiller au respect de la déontologie des personnes exerçant, sur le territoire de la République, des activités de sécurité : police, gendarmerie nationale, douanes...

Les amateurs de faits divers se souviennent sans doute de l'affaire Dany Leprince qui s'est déroulée le 5 septembre 1994 dans la Sarthe. Ce jour-là, la police découvre les corps de Christian Leprince, de sa femme et de deux de leurs fillettes sauvagement assassinés à leur domicile. L'un des enfants, une petite fille de deux ans, échappa miraculeusement au massacre.

Dany Leprince, le frère de Christian, voisin de celui-ci, se voit accusé par sa femme et leur fille aînée d'être l'auteur des crimes.

Dans un premier temps, Dany Leprince avoue, puis se rétracte avant de nier en bloc. Sa femme, dit-il, a fait un faux témoignage. En réalité, elle serait l'auteur des faits.

En 1997, Dany Leprince est condamné pour ce quadruple assassinat à une peine de réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une peine de sûreté de vingt-deux ans. Pour le reste de la famille (hormis sa femme), aucun doute, il s'agit d'une erreur judiciaire. Moreau se voit mandaté par cette même famille pour mener la contre-enquête en vue d'obtenir une révision de la condamnation. À cet effet, il reçoit 18 000 euros. Une somme importante que la mère de Dany Leprince a dû emprunter. Qu'offre-t-il en contrepartie ?

La Commission écrit que son dossier de contre-enquête ne comporte que « quatre maigres pages faisant état de six auditions non signées et de surcroît sans intérêt par rapport à celles figurant dans le dossier d'instruction ». Qui plus est, « le dossier ne comportait pas davantage de précisions utiles sur le lieu du crime et ses abords immédiats ». « En 2007, une première plainte est déposée par Dany Leprince contre Moreau pour abus de confiance. Elle sera abandonnée au profit d'une autre, déposée en 2008 par le même Dany Leprince et par son père pour violation du secret professionnel. M^e Claude Llorente, leur avocat parisien de l'époque, s'en explique : « Moreau avait diffusé sur son blog des informations confidentielles, issues du dossier pénal. C'est, de l'avis même de l'Union fédérale des enquêteurs de droit privé, contraire à la déontologie d'un détective. » Selon la Commission, il diffuse également des informations défavorables à la thèse de l'erreur judiciaire, donc à son ancien client. Et ce, alors même qu'« un supplément d'information ordonné par la commission de révision des condamnations pénales était toujours en cours ». Par ailleurs, Dany Leprince affirme que le détective « exerce de façon illégale la profession », n'étant pas muni, selon lui, « de l'agrément préfectoral exigé par les textes se rapportant à cette activité ».

Rendant son avis, la Commission parle de « violation flagrante de l'obligation de loyauté », de « diffusion d'informations transmises ou recueillies à titre confidentiel ». Elle conclut que « RMM s'est incontestablement rendu coupable d'un manquement à la

déontologie professionnelle ». Concernant le droit d'exercer, elle précise que le principal établissement de RMM étant situé à Chalon-sur-Saône, un agrément de la préfecture de ce département est nécessaire en même temps qu'une simple autorisation pour chaque bureau secondaire, Lyon et Paris en l'occurrence. Or, le 11 mars 2009, jour de son audition par la Commission, « RMM a déclaré ne pas être muni de cet agrément ». « En méconnaissant cette règle élémentaire de la profession, l'intéressé s'est donc rendu coupable d'un comportement constitutif d'un manquement déontologique et, le cas échéant, d'un délit pénal⁷. » Rien de moins !

Dans un courrier adressé le 17 novembre 2009 au secrétaire général de la Commission, le procureur de la République de Chalon-sur-Saône précise que Moreau dispose d'un agrément pour exercer l'activité professionnelle de détective privé depuis... le 30 avril 2009. Agrément valable pour l'établissement de Chalon, mais non pour ceux de Paris et de Lyon. Contactées, les préfectures de ces deux villes ont confirmé que Moreau ne disposait pas d'un tel agrément. En témoigne ce courrier électronique du 28 janvier 2011 qui m'a été adressé par la préfecture de Paris : « Monsieur, en réponse à votre demande d'information, M. Roger-Marc Moreau n'est pas autorisé sur Paris à exercer l'activité d'agent de recherche privée⁸. »

Dans son courrier, le procureur de Chalon lançait également ce pavé dans la mare : « Le tribunal de grande instance de Chalon-sur-Saône a déjà eu à statuer sur des plaintes déposées à l'encontre de cette personne. » De quelles plaintes s'agit-il ? Celle de 1976 ou d'autres ? Tirons sur ce nouveau fil.

Moreau a toujours déclaré que l'affaire Omar Raddad ne lui rapportait pas un centime. Difficile à vérifier. Sachant qu'il se paie largement en buzz médiatique, on veut cependant bien le croire. Une chose est sûre, l'argent ne rentre pas dans les caisses. Pour preuve, les nombreuses casseroles qu'il traîne derrière lui.

En avril et mai 2006, le tribunal de grande instance de Chalon, saisi par l'Urssaf, le Trésor et le Service des impôts des entreprises, prononçait la liquidation judiciaire de Roger-Marc Moreau. Au total, le montant total des créances déclarées s'élevait à plus de 275 000

euros. L'Urssaf considère que Moreau l'a « trompée en employant des manœuvres frauduleuses » et en organisant depuis « quinze années son insolvabilité ». Le détective ayant remis en cause la décision du tribunal, la cour d'appel de Dijon ouvrait en 2007 une procédure de redressement judiciaire. Moreau se trouve dans l'obligation de rembourser 25 000 euros par an. On comprend que, dans cette perspective, il facture au prix fort : 18 000 euros pour six auditions inconsistantes !

D'autres créanciers ont obtenu d'être placés en liste d'attente. C'est le cas de M. Alain G. qui, en septembre 2006, a déposé plainte pour escroquerie et abus de confiance. En 2002, cet homme a perdu son fils dans des conditions épouvantables. Il demande à Moreau d'effectuer une contre-enquête. Celui-ci empoche un chèque de 3 811 euros et disparaît de la circulation. Le 14 avril 2009, devant la chambre civile du tribunal de grande instance de Chalon, l'avocat de Moreau fait valoir que son client « n'a jamais signé aucun document contractuel concernant cette affaire et qu'il a de surcroît restitué la somme perçue ». Il rejette donc la créance. Mais le tribunal ne l'entend pas tout à fait de cette oreille. Moreau, qui ne conteste pas l'encaissement du chèque établi à son ordre, soutient avoir restitué la somme. Le tribunal note qu'il n'est « cependant pas en mesure de justifier de la réalité de cette restitution, dont la charge lui incombe par application de l'article 1315, alinéa deux du code civil ». Au final, la créance est admise au passif. Pour l'instant, M. Alain G. n'a revu qu'une petite partie de la couleur de l'argent. D'autres n'ont pas cette chance ! En 2005, après la mort de leur fils dans des conditions douteuses, un couple breton fait appel à ses services. Il attend toujours la restitution des 8 000 euros versés, sans que l'ombre d'une parcelle d'enquête leur soit parvenue.

*

Combien sont-ils, dans la détresse, vulnérables, anéantis par la disparition ou la mise en accusation d'un être cher, à se faire plumer par des individus qui rôdent comme des vautours autour de la chair

fraîche ? Impossible de répondre à cette question. Il n'existe pas de statistiques. La liste est probablement longue.

Prenons maintenant le cas du second détective impliqué dans l'affaire Raddad, un dénommé Bernard Naranjo qui officie dans le sud de la France. Moreau a été engagé par Raddad lui-même, alors que Naranjo l'a été par M^e Baudoux, son premier avocat, sous la tutelle du prince Moulay Hicham, neveu du roi Hassan II.

Depuis le début de l'affaire, Naranjo n'a eu de cesse de sortir de son chapeau des scoops plus extravagants les uns que les autres. En 1994, il rapporte les dires d'un témoin qui assure avoir vu Mme Marchal en compagnie d'un autre Omar. En 1995, il déclare avoir trouvé l'assassin de Mme Marchal sous le nom d'Alain Vilas Boas, ancien détenu de la prison de Clairvaux – un certain Mohammed Moumen, citoyen marocain, aurait fait des révélations dans ce sens. Puis c'est l'arme du crime qui est découverte dans des rochers près de Cannes, sur les indications d'une vieille connaissance, Pablo Cortés Mateo, ancien concubin de la femme de ménage. Dernière élucubration en date, en novembre 2010, la piste du sosie d'Omar Raddad. « Les éléments que j'ai découverts et confiés aux autorités judiciaires sont susceptibles de le blanchir définitivement », confie à la presse le Rouletabille provençal. Ce à quoi Omar Raddad lui-même répond : « C'est n'importe quoi », rappelant qu'il avait déjà été question d'un second Omar.

Naranjo tient à souligner qu'il a agi « par conviction ». Il oublie cependant de préciser qu'au même moment Harris International, sa société – d'origine étrangère –, était mise en redressement judiciaire. Quand on tire le diable par la queue, on peut toujours miser sur un bon scoop pour attirer le chaland.

Qui est ce Naranjo ? On le retrouve le 17 octobre 2000 devant le tribunal de grande instance de Montpellier, lorsqu'il comparaît pour « usurpation de titre, diplôme ou qualité ». Il s'est vu chargé par un avocat d'une enquête de moralité – un comble ! – sur l'ex-épouse du client de cet avocat. Le tribunal précise que « M. Naranjo, qui avait à l'époque des problèmes financiers, désirait obtenir des résultats rapides car ses honoraires, fixés à 30 000 francs, ne lui seraient

réglés qu'au vu du résultat de son enquête ». Pour atteindre son but, Naranjo s'est fait passer, successivement, pour un inspecteur des impôts, un agent de la sûreté, un représentant de la caisse d'assurance maladie... Le tribunal a estimé « l'infraction particulièrement grave, dès lors qu'elle a été commise par un professionnel des enquêtes ». Naranjo, qui a été déclaré coupable des faits qui lui étaient reprochés, fut condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis et à une interdiction d'exercer la profession d'agent privé de recherches pendant deux ans. Peine confirmée en appel !

Bas les masques ! Voici donc le vrai visage de ceux qui se présentent comme les rois de la contre-enquête.

Examinons à notre tour en détail les méthodes de travail de Moreau, « défenseur des causes légales, morales et légitimes », donneur de leçon aux policiers responsables, selon lui, d'enquêtes bâclées.

■

« La saga Moreau-Leprince rebondit le 14 janvier 2010 devant la 17^e chambre du tribunal de grande instance de Paris. Renversement de situation, c'est au tour de Moreau de poursuivre Mlles Sophie H. et Agnès B. pour diffamation. Que leur est-il reproché ? En 2008, Sophie H. a créé un blog de soutien à son cousin Dany Leprince. Elle s'en prend à Moreau qui, par « voie de médias et site Internet, pour soigner sa publicité », se revendique toujours de l'affaire alors qu'il a été congédié depuis plusieurs années. Elle affirme également que « le travail dont il se réclame comportait de graves inexactitudes, qu'il n'a servi à rien, puisqu'il a fallu tout reprendre pour le valider devant la Commission des révisions ». Quant à Mlle Agnès B., sur ce même blog, elle a ni plus ni moins traité Moreau de « rigolo ».

Examinant les faits, le tribunal confirmera que Moreau « n'a été en mesure de produire qu'un seul document écrit de trois pages consignant six auditions de témoins [...] toutes datées du même jour

(9 juin 2005), alors qu'il avait été saisi de l'affaire plus de quatre ans auparavant ». Le tribunal constate également un point capital : « Aucune des auditions n'a été signée par les personnes concernées [...] alors que seule la signature de ces documents pouvait leur conférer du crédit aux yeux des autorités appelées à en être ultérieurement saisies. » En fin de compte, les deux prévenues seront relaxées et Moreau débouté de ses demandes.

Si l'on évoque en détail l'affaire Leprince, c'est qu'elle jette un éclairage saisissant sur les méthodes de Moreau, également appliquées dans l'affaire Raddad. Le privé prétend recueillir des témoignages, mais les intéressés ne les signent pas. Ces témoignages n'ont donc aucune valeur juridique. Le risque de manipulation est évident. En réalité, rien ne prouve que les personnes ont tenu les propos consignés.

Et c'est bien ce qui se passe dans l'affaire Raddad. Les documents en ma possession, soit l'ensemble des auditions, ne sont pas signés. On comprend qu'avec de tels procédés on puisse faire dire ce que l'on veut à qui l'on veut. Prenons l'exemple de Pablo Cortés Mateo. Cet homme ne baragouine que quelques mots de français. Les gendarmes, qui l'ont auditionné lors de la pseudo-découverte de l'arme du crime dans les rochers, ont dû faire appel à un interprète pour comprendre ses propos. Pourtant Moreau les retranscrit, clairs comme de l'eau de roche, à charge contre son ex-compagne, la femme de ménage. « Je la soupçonne d'être complice du meurtre de sa patronne et d'avoir fait endosser le forfait au jardinier. »

L'ensemble des témoignages, par une sorte de glissement progressif, vise à accréditer la thèse de la culpabilité de Pierrot le fou et de sa supposée complice, Liliane Receveau. Pour les besoins de la cause, la femme de ménage devient cuisinière, puis l'on trouve des témoins qui attestent qu'elle travaillait les week-ends. Sans jamais fournir l'ombre d'une preuve. Moreau procède par allusions, qu'il place dans la bouche des uns et des autres. La femme de ménage aurait subi des opérations chirurgicales esthétiques après le crime. Ce qui supposerait qu'elle aurait touché beaucoup d'argent. On voit bien le lien avec le crime. Qui raconte cela ? Un obscur

patron d'un misérable rade de la banlieue de Cannes. Où sont les preuves, les factures, les attestations recueillies par Moreau ? Aucune. Le patron de l'entreprise qui employait Frédéric F., le supposé complice toxicomane de Pierrot le fou, explique qu'à l'époque des faits la voiture de fonction de ce dernier était en panne et que, pour cette raison, il « avait pu utiliser le 4×4 de la société ». C'est facile à vérifier. Il existe des registres. Aucune recherche n'a été menée.

Tout le reste est à l'avenant. Le summum étant atteint avec le témoignage, présenté comme décisif, de Salem El Ouaer. Comparons la version donnée par celui-ci aux gendarmes le 26 juin 1991, deux jours après la découverte du cadavre, et l'histoire livrée par Moreau le 2 octobre 1998. Un pur chef-d'œuvre. L'objectif est d'accréditer la thèse de la présence de la femme de ménage sur les lieux du crime. Cette allégation est essentielle car, à défaut, tout le reste de l'échafaudage s'écroule.

On se souvient que Fabrice Ammeux, l'un des deux ouvriers travaillant à proximité de La Chamade, a déclaré avoir vu le lundi matin une femme arriver au volant d'une R5, appeler au portail et klaxonner. Mme Serin, sans aucun doute. Salem El Ouaer déclare lui aussi avoir entendu quelqu'un sonner. En revanche, il ne se souvient pas de la présence d'une femme, mais d'un homme blond d'environ trente-cinq ans ; en outre, il déclare avoir entendu une femme crier de l'intérieur de la propriété : « Qui est là ? »

Que sait-on avec certitude des allées et venues à La Chamade, ce lundi 24 juin ? Il est acquis que Mme Serin arrive vers 11 h 30. C'est une femme blonde. D'où, sans doute, la confusion de M. El Ouaer, occupé à ce moment-là à la bétonnière. Après avoir appuyé en vain sur l'interphone, elle lance des appels par-dessus le portail. « Ghislaine ! Es-tu là ? » ou quelque chose dans ce genre. Il est probable qu'avec le bruit de la bétonnière, l'ouvrier tunisien n'ait pas pu entendre les mots exacts prononcés par Mme Serin. Il prétend avoir entendu quelqu'un, de l'intérieur de la propriété, lancer par-dessus le portail : « Qui est là ? » Il suffit de jeter un coup d'œil aux photos des lieux pour se rendre compte que ça n'a pas de sens. Le portail n'est pas opaque mais constitué de barreaux. Si la femme de

ménage – ou toute autre personne – s’était trouvée derrière ce portail, quel motif aurait-elle eu de demander « qui est là ? », puisqu’elle pouvait distinguer son interlocuteur sans la moindre difficulté ?

M. El Ouaer précise que le jeune homme conduisait « une Volvo rouge ressemblant à une Land Rover ». Or, dans l’après-midi, le docteur Delemotte est venu dans son 4×4 Niva Lada rouge. Et Mme Koster possède une Audi, voiture qui peut être confondue avec une Volvo.

Toujours selon son audition devant les gendarmes, « l’après-midi, deux dames sont entrées dans la propriété ». C’est tout à fait exact. Mme Pascal et Mme Jacquot sont à La Chamade, accompagnées de l’homme de la société de surveillance. Par conséquent, ce témoignage ne révèle rien de bien extraordinaire. On note seulement des erreurs d’appréciation – homme blond/femme blonde, « Es-tu là ? »/« Qui est là ? », Lada rouge/Land Rover rouge – liées à la situation d’un homme occupé à travailler à côté d’une machine bruyante.

Voyons maintenant la même histoire dans la version qu’en donne Moreau, sachant que ce dernier a la nécessité de faire apparaître la femme de ménage dans le tableau. Dans la nouvelle version, cette femme – dont El Ouaer n’avait jamais parlé auparavant – arrive comme par enchantement « aux alentours de 9 h 15 », ce qui correspond à peu près à son heure habituelle d’embauche. Pour qu’il n’y ait pas de confusion possible, Salem El Ouaer/Moreau en fait une description assez précise : « C’était une personne d’environ trente-cinq à quarante ans, elle avait des cheveux couleur jaune un peu gris. » Et, pour enfoncer le clou, il explique un peu plus loin qu’il s’agit bien de la femme qu’il avait pu apercevoir le vendredi précédent à La Chamade. Il ajoute même qu’elle ressemble à la photo de la personne que lui présente le détective. Celle de Mme Receveau.

Quant au jeune homme blond, on le retrouve derrière le volant du 4×4 – qui n’est plus rouge, mais noir – stationné dans la cour. M. El Ouaer « n’a pu voir son profil ». Mais, chose extraordinaire, ne

distinguant que sa nuque, il a quand même pu remarquer qu'il « avait une trentaine d'années, ses cheveux étaient clairs et il portait des lunettes de soleil ». Tout le portrait de Frédéric H., le complice présumé de Pierrot le fou (cf. Annexe 2, p. 216).

Entreprise de mystification qui vise à impliquer de petites gens, dont un pauvre bougre alcoolique, dépourvus de moyens de riposte. En aucun cas la femme de ménage, à qui sa patronne avait donné congé, n'était présente sur les lieux. Elle n'a donc pu ouvrir le portail à deux guignols qui, non contents de massacrer Mme Marchal pour d'obscurcs raisons, auraient pris sa main pour la forcer à écrire par deux fois avec son propre sang le nom d'un faux coupable, Omar en l'occurrence, sans oublier de lui faire commettre une faute d'orthographe. Tout cela avant de concevoir un scénario pour film noir, dans lequel le ou les assassins cherchent à laisser croire que la porte de la cave a été fermée de l'intérieur par la victime, alors qu'elle l'a été de l'extérieur par un savant dispositif. Question imagination, Moreau est un champion. Pour fermer la porte, explique-t-il, « il suffit de se munir de simples sangles. L'assassin a dû avoir le temps de s'équiper. Si l'on met le lit de camp derrière la porte, et que l'on appuie la barre de fer contre l'armature, rien n'empêche de contourner l'ensemble avec la sangle ou la ficelle. Les bouts doivent alors être posés au sol de manière à ce que la porte puisse être fermée sans inconvénient ⁹. » Ben voyons ! Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? Encore une fois, qui peut y croire ?

LA STRATÉGIE ROYALE

C'est peu de le dire, la pseudo-contre-enquête de Moreau a eu une influence considérable sur la perception du crime de Mougins par l'opinion publique. Nombreux furent les acteurs, journalistes, avocats, animateurs télé abusés par les conclusions du détective, qui les reprirent à leur compte – partiellement ou en totalité – ou les relayèrent dans les médias.

Aujourd'hui, Sylvie Noachovitch s'en réfère directement à sa pseudo-contre-enquête. Jacques Vergès lui-même avait bâti sur celle-ci sa requête en révision, arguant qu'il y avait là des faits nouveaux susceptibles de faire rouvrir le dossier. Le « salaud lumineux » sait frapper les imaginations avec des formules chocs. Tout le monde a encore en mémoire sa « sortie » sur les marches du palais de justice de Nice, devant les caméras de télévision : « Il y a cent ans, le peuple s'est levé pour défendre l'honneur d'un petit officier juif, il faut maintenant défendre l'honneur d'un petit jardinier marocain. » Avec ce seul trait, Vergès a réussi à se mettre l'opinion dans la poche et à faire oublier qu'il venait de perdre le procès. Chapeau, l'artiste !

Pour faire aboutir sa demande de révision, il enflamma également les imaginations en évoquant ces ADN masculins, mêlés au sang de la victime, qui ne correspondraient pas à celui d'Omar Raddad. Ajoutant : « Omar s'est prêté sans hésiter à l'analyse de son ADN. Aurait-il eu cette attitude s'il avait été coupable ? »

Essayons d'y voir clair dans ce théâtre d'ombres. Que signifie exactement la découverte de traces d'ADN masculins sur la porte de la cave où a été écrite l'inscription « OMAR M'A TUER » ? Si l'on interroge les uns et les autres autour de soi, on obtient plusieurs types de réponses.

1) On a trouvé des empreintes digitales sur la porte. Ce ne sont pas celles d'Omar Raddad.

2) Quelqu'un a laissé une trace de sang, mélangé à celui de Mme Marchal.

3) Sous la trace de sang laissée par Mme Marchal, il y a une empreinte qui n'est pas celle d'Omar Raddad.

La réalité est plus complexe. Pour comprendre, prenons un exemple. Si l'on effectue des prélèvements sur la porte de votre cave, il est vraisemblable qu'on y trouvera des empreintes digitales : les vôtres, celles du chauffagiste, d'un ou de plusieurs ouvriers qui ont effectué des travaux, d'un ou de plusieurs de vos amis qui vous ont aidé à déménager... Mais aussi des empreintes dites de contamination : postillons, crachats, salive, sueurs. Ce sont ces dernières, et non les premières, qui ont été retrouvées sur les portes de la cave de La Chamade. Dans des proportions infimes.

Maintenant, imaginons qu'un crime soit commis dans votre cave. Des traces de sang, provenant par exemple des mains de la victime, sont retrouvées sur la porte. On pourra dire que, parmi les traces génétiques présentes sur cette même porte, certaines sont mêlées au sang de la victime. Peut-on en conclure pour autant que les ouvriers, vos amis ou vous-même soyez coupables du meurtre ? Pas du tout. Les empreintes peuvent remonter à Mathusalem et n'avoir aucun rapport avec le meurtre.

Le même raisonnement s'applique au crime de Mougins. Les empreintes de contamination peuvent appartenir aux nombreuses personnes qui sont descendues dans cette cave pour diverses raisons. Sans compter qu'au procès, journalistes, avocats et magistrats se sont penchés dessus. C'est pourquoi la Commission de révision a abouti à la conclusion suivante : « Si la découverte d'empreintes génétiques masculines sur les deux portes et sur le chevron constitue un élément nouveau, il est impossible de déterminer à quel moment, antérieur, concomitant, postérieur au meurtre, ces traces ont été laissées. »

Vergès affirme à la face du monde que, si Omar Raddad avait été coupable, il ne se serait jamais prêté au test. Mais pour M^e Kiejman, avocat de la famille, il s'agit d'un écran de fumée lancé par « l'avocat du diable ». Car, en réalité, le jardinier ne courait aucun risque. « Personne ne pouvait croire qu'Omar Raddad, qui, au surplus, ne sait pas écrire, pouvait être son propre accusateur. » Le fait de trouver ou non son ADN sur la porte ne présume en rien de sa culpabilité ou de son innocence. Omar Raddad aurait pu descendre dans la cave trois semaines ou six mois avant les faits, pousser la porte avec sa main ou y déposer une goutte de sueur. On aurait peut-être trouvé ses empreintes, mais sans pouvoir en tirer une conclusion. Aussi, lorsque M^e Vergès lance : « Omar s'est prêté sans hésiter à l'analyse de son ADN. Aurait-il eu cette attitude s'il avait été coupable ? », il gruge l'opinion. Pierrot le fou, le coupable idéal, a lui aussi accepté de se prêter à un prélèvement d'ADN. « Aurait-il eu cette attitude s'il avait été coupable ? »

Quant au chevron, également expertisé pour trouver des traces d'ADN, il faut se rappeler le contexte de sa découverte, donc revenir à la scène de crime. Peu avant la découverte du corps de Mme Marchal, la cave a fait l'objet de travaux liés à la piscine. Des gravats sont entassés dans des poubelles et des matériaux de chantier traînent çà et là : tuyaux métalliques, chevrons, planches, tuyaux plastiques, gravats. Sur le sol, un chevron de bois brut long de soixante-dix centimètres et de sept centimètres de section maculé de sang attire l'attention des gendarmes.

Le meurtrier s'est servi de ce morceau de bois pour agresser Mme Marchal à plusieurs reprises au visage. Quatre coups au moins lui ont été assenés. Concernant les blessures à la tête, l'autopsie révèle qu'« une plaie pariéto-frontale droite laisse voir les os du crâne, une plaie sapitale et deux plaies pariétales gauches, une plaie en région frontale gauche à bords francs, présence de sang coagulé au niveau des sourcils, des ailes du nez et de la lèvre supérieure ». Et sur les membres inférieurs : « érosion, ecchymoses, mains et avant-bras maculés de sang, une fracture du 5^e métacarpien gauche et la section incomplète de la dernière phalange du médus ». Face à l'avalanche de coups, Mme Marchal a

cherché à se protéger en portant les mains au visage. Sa prothèse dentaire a volé en éclats. On la retrouve sur le sol. Elle porte également des blessures au cuir chevelu. Un doigt est fracturé, un autre quasiment sectionné.

Dans l'agression, le chevron joue un rôle majeur. La main ou les mains du meurtrier l'ont saisi pour frapper sauvagement Mme Marchal. Sa signature est dessus. On se dit qu'il suffit de relever les empreintes et l'affaire est réglée, le coupable identifié. Hélas, ce n'est pas si simple. De l'analyse faite sur le chevron émane une seule certitude : il est maculé du sang de Mme Marchal, conséquence de ses blessures à la tête. Pour le reste, on ne peut rien prouver. Pourquoi ? D'abord parce qu'un chevron en bois brut est fait d'une matière rugueuse. Quand on pose ses doigts sur ce genre de matière crénelée, on n'obtient pas un dessin précis de l'empreinte. Un examen d'empreintes de bonne qualité se fait en relevant une cinquantaine de points caractéristiques, que l'on compare ensuite à ceux des empreintes de la personne mise en cause. Mais il faut dix-sept points caractéristiques identiques pour que l'on considère qu'il s'agit de la même personne. Or, sur le chevron de bois, du fait même de sa matière rugueuse, les empreintes n'auraient pas été exploitables, c'est pourquoi les enquêteurs ont choisi le prélèvement ADN. Nous reviendrons sur ce point. Même constat à propos du tube galvanisé retrouvé près de la porte d'entrée de la cave.

Revendiquer, en vue d'une révision, la découverte de traces infimes d'ADN sur le chevron n'avait en réalité rien de nouveau. Des analyses avaient déjà été effectuées en 1991. Or, on vient de le voir, elles étaient inexploitables. Au cours du procès devant la cour d'assises, il était déjà acquis que l'on n'avait pas retrouvé l'ADN d'Omar Raddad sur le chevron. Ni le sien, ni celui d'une autre personne. Rien de nouveau donc sous le soleil.

Toujours dans l'optique de la révision, à la recherche d'un élément nouveau susceptible de convaincre la cour, Vergès a ressorti de sa besace la question de l'expertise graphologique. Celle-ci avait déjà fait l'objet de débat houleux lors du procès.

La richissime veuve avait-elle désigné son agresseur avant de mourir ? Pour résoudre l'énigme de ce roman noir, le juge avait mandaté un expert en graphologie. Il devait répondre à la question suivante : les inscriptions accusatrices en lettres de sang « OMAR M'A TUER », très nettes sur la porte de la cave à vin et « OMAR M'A T », penchées et à peine lisibles sur celle de la chaufferie, étaient-elles écrites de la main de la victime ? L'autre hypothèse, celle que soutient Vergès, était celle d'une « manipulation faite au nom de la morte avec son sang ». Avec pour objectif de faire porter le chapeau à Omar Raddad.

Première certitude, le sang qui a servi aux inscriptions est bien celui de Mme Marchal. Aucun doute sur ce point – les analyses l'ont confirmé. Dès lors, deux solutions sont possibles. Soit Mme Marchal, agonisante, agenouillée, le front appuyé sur la porte – on distingue très nettement sous les inscriptions une tache laissée par une chevelure ensanglantée – puise dans son propre sang pour écrire le nom de son meurtrier. Soit le ou les meurtriers prélèvent dans le corps de Mme Marchal, comme dans un encrier, le sang qui sert à désigner le faux coupable, Omar.

L'expert graphologue se prononce à partir de la forme des lettres, établit des comparaisons – similitudes ou différences – entre l'écriture de Mme Marchal et celle des messages retrouvés sur les deux portes. Pour ce faire, il dispose de plusieurs documents ayant appartenu à la victime : agendas, mots croisés, fiches cartonnées... Il est également descendu dans la cave pour examiner les inscriptions. Sa conclusion ? C'est bien Mme Marchal qui a écrit les deux messages.

Pour arriver à ce résultat, il se fonde sur plusieurs constats. Les caractères ont été écrits par une main non gantée, ce qui exclut un tiers. Pour la première inscription « OMAR M'A TUER », « les lettres sont nettes, les *ductus*¹⁰ sont nets, structurés, les traits sont issus du

sang qui se trouvait sur un doigt, probablement l'index ». Elle a été réalisée par une personne agenouillée, tandis que la seconde l'a été par une personne allongée. « La forme des lettres, la forme de l'apostrophe nous indiquent clairement que les deux mentions émanent d'un même scripteur. » L'empreinte d'une main gauche sur la porte de la chaufferie est celle d'une main dont le médium est raccourci, ce qui correspond à la phalange quasi arrachée de Mme Marchal. Dans les deux cas, l'expert note qu'il s'agit du graphisme d'une personne souffrante, s'affaiblissant progressivement sur le plan physiologique, de la première porte vers la seconde porte. Par ailleurs, contrairement à l'hypothèse du scénario machiavélique cher à Vergès, il exclut également que l'on ait pu forcer ou accompagner la main de Mme Marchal.

Après avoir pris connaissance de ce rapport accablant pour leur client, M^{es} Girard et Baudoux, les premiers avocats d'Omar Raddad, demandent aussitôt une contre-expertise. C'est leur droit le plus strict. Le juge d'instruction, M. Renard, accède à leur demande et ordonne une nouvelle expertise graphologique. Hélas, celle-ci se révèle encore plus accablante. Dans son rapport de contre-expertise du 18 septembre 1991, le second expert fournit de nombreux exemples de similitudes entre les deux écritures. Avant de conclure : « Les inscriptions sont bien de la main de Ghislaine Marchal. Chacune des lettres de question, de la moins significative à la plus significative, se retrouve dans l'écriture de cette dernière. Cela nous autorise à dire que Mme Ghislaine Marchal a, de sa propre main, porté les deux inscriptions. »

Lors du procès devant la cour d'assises, tout le travail de Vergès va consister, non pas tant à démolir au bulldozer les deux expertises en question que la graphologie elle-même en tant que prétendue science. « La France est le seul pays en Occident à accepter la graphologie », pointe Vergès. Et déjà, il fait entrer son propre procès dans l'Histoire. Première comparaison avec l'affaire Dreyfus. « La France, clame-t-il dans le prétoire, a fêté le centenaire de l'affaire Dreyfus : on lui fait faire une dictée, le graphisme correspond ; M. Bertillon, qui l'examine, nous indique que c'est la même personne qui a fait la dictée et le bordereau, avec quelques différences, mais

dans cette affaire, on était plus rigoureux et Bertillon, devant les difficultés, se remet au travail et nous apprend que l'écriture a été déguisée. Poursuivant ses investigations, il nous indique que c'est Dreyfus qui a cherché à maquiller son écriture, il nous dit qu'il en a la certitude. Voilà comment débute une erreur judiciaire. Les experts qui suivent confirment les dires de Bertillon. Or, l'enquête a révélé que c'était Estherhazy. Mais Dreyfus était le suspect idéal. Cette affaire a marqué l'inutilité de la graphologie dans la police scientifique. Jamais elle ne pourra aboutir à une certitude. »

Comment M^e Vergès aurait-il réagi si la première expertise ou la seconde avait été favorable à son client ? On ne le sait pas. Toujours est-il que, lors de la demande de révision, il va revenir à la charge en réclamant une nouvelle expertise. Or, les nouveaux experts vont partiellement marcher dans ses pas en refusant de comparer des lettres formées avec un doigt, voire deux, sur un support vertical, les portes, avec des lettres tracées au stylo sur un support horizontal, factures, grilles de mots croisés, etc. Selon eux, cela revient à nier par avance le caractère scientifique d'une quelconque comparaison. D'une certaine manière, ils rejettent la possibilité d'attribuer ces inscriptions à Mme Marchal ou à quelqu'un d'autre. Vergès triomphe : « Ce n'est pas l'écriture de Ghislaine Marchal », tempête-t-il.

Il en faut davantage pour démonter son adversaire, Georges Kiejman. Les nouveaux experts rejettent-ils pour autant l'attribution faite par d'autres à Mme Marchal ? interroge-t-il. Sa réponse : « Non, car non seulement, ils ne la rejettent pas, mais tout ce qu'ils notent en amont de la comparaison, à laquelle ils se refusent, met en lumière que Mme Marchal est, à l'évidence, le seul auteur possible des écritures figurant sur la porte. » Car les experts ont relevé de « nombreux éléments compatibles avec une écriture de Mme Marchal, tandis qu'ils n'en ont relevé aucun susceptible de conduire à une incompatibilité ». Parmi les exemples de compatibilité, relevons : des caractères écrits avec une main non gantée, la banalité de la faute d'orthographe accomplie par plusieurs personnes lors des tests, l'empreinte d'une main gauche sur la porte de la chaufferie est celle d'une main dont le médium est raccourci –

ce qui correspond à la phalange quasi arrachée de Mme Marchal –, l'écriture au doigt n'a été possible qu'avec une main dotée d'ongles courts

– ce qui était le cas des ongles de Mme Marchal –, etc. M^e Kiejman en conclut que tout cela « conforte et, en tout cas, ne contredit en rien la certitude que le scripteur était bien Mme Marchal ».

Le 17 octobre 2002, la chambre criminelle de la Cour de cassation siégeant comme Cour de révision pointerait que les nouveaux experts en écriture « n'ont ni l'un ni l'autre examiné les portes servant de support aux écritures, mais ont travaillé sur des photographies » et qu'ils n'excluent pas que « Ghislaine Marchal soit l'auteur des inscriptions incriminées, mais estiment en effet qu'il est impossible de l'affirmer ou de l'infirmer ». Pour la cour, « l'élément nouveau ainsi invoqué n'est pas de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné ». Fermez le ban !

Après plusieurs heures consacrées à l'examen des éléments remis par Vergès, l'avocat général prenait la parole pour livrer ses conclusions. « Les arguments tirés d'une contre-enquête à sens unique, déclara-t-il, ne peuvent aujourd'hui plus qu'hier, devant la Commission de révision, vous convaincre qu'il existe des faits nouveaux ou des éléments inconnus de nature à affaiblir ou contredire ceux qui ont fondé l'opinion des premiers juges. » Et, enfonçant le clou, il ajoutait : « Pour Omar Raddad, il n'y a pas de faits nouveaux convaincants. Contre Omar Raddad, il y a des charges. Cela suffit pour qu'une révision soit impossible, aussi je suis au rejet. »

Un vrai coup de massue pour l'accusé, à qui la cour donnait en dernier la parole : « Je le jure, c'est pas moi, j'ai toujours dit que j'étais innocent. J'ai fait plusieurs grèves de la faim. On a violé la vérité. La France ne mérite pas ça. » Et, levant la main droite vers le ciel : « Je suis à prêt à mourir pour la vérité. »

Après avoir délibéré, la cour rejetait la requête en révision d'Omar Raddad. Tous les points avancés par la défense comme autant de faits nouveaux – mises en cause de Liliane Receveau et

de Christian Veilleux, date du meurtre, blocage de la porte, inscriptions accusatrices, analyses génétiques – n'étaient pas reconnus comme tels par la cour. Dès l'annonce du verdict, Vergès expliquait aussitôt qu'il irait devant la Cour européenne des droits de l'homme. Ajoutant : « Je suis très optimiste. »

*

« Très bon orateur mais avocat médiocre », selon Georges Kiejman, la réputation iconoclaste de Jacques Vergès n'est plus à faire. Fils d'une mère vietnamienne et d'un père réunionnais, résistant, anticolonialiste, ancien membre du parti communiste, ami de Pol Pot, c'est l'homme des paradoxes et, dit-on, l'avocat des causes perdues. À son trophée de chasse, le nazi Klaus Barbie, les terroristes Carlos, Anis Naccache, Magdalena Kopp, les membres d'Action directe, mais aussi le préfet Bonnet, Robert Boulin, Roger Garaudy, Simone Weber, Louise-Yvonne Casetta – la trésorière du RPR... Récemment, on l'a vu se rendre en pèlerinage en Côte d'Ivoire, accompagné de Roland Dumas, pour soutenir Laurent Gbagbo, déclaré perdant par les urnes à l'élection présidentielle.

On peut tout dire de l'avocat du diable, sauf qu'il est un imbécile. A-t-il pu être dupe des méthodes de Moreau ? Ce serait faire insulte à son intelligence que de le croire. Aussi est-il intéressant de revenir sur les circonstances qui ont présidé à son entrée dans ce dossier.

En 1991, l'arrestation d'Omar Raddad, citoyen marocain, fait grand bruit dans son pays natal. Elle est vécue comme une tache sur le drapeau national. Assez rapidement, le prince Moulay Hicham, neveu du roi Hassan II, intervient en apportant son soutien à l'accusé et sa famille. Sur ses recommandations, M^{es} Baudoux et Girard, deux avocats niçois, sont choisis pour assurer la défense du jardinier. Leurs résultats étant perçus comme insuffisants, un remplaçant du barreau de Toulon, M^e Jean-Claude Guidicelli, est pressenti pour leur succéder. Latifa Raddad, la femme d'Omar, souhaite accélérer son entrée en piste. Mais, rapidement, le Toulonnais quitte le navire. Impossible pour lui de reprendre à son

compte la thèse de la dictée sous la torture avancée par ses deux confrères. C'est tout simplement « rocambolesque ». En conséquence, déclare-t-il, « Je ne participerai pas à une défense diabolique ! Ce n'est plus une couleuvre à avaler, mais un boa et un arbre. » Exit M^e Guidicelli.

Un peu plus tard, pour faire entendre sa cause, Omar Raddad entreprend une grève de la faim. Il espère être libéré. Mais le juge refuse la mise en liberté demandée par M^{es} Baudoux et Girard. Dans son livre, Omar Raddad évoque un vieux monsieur incarcéré avec lui qui trouve ce refus scandaleux : « Il n'y a aucune raison de te maintenir en détention ! Ton dossier est vide ! Comment un juge peut-il se permettre une chose pareille ? Jamais je n'ai vu ça ! » Le vieux monsieur met en doute l'efficacité de ses avocats. D'après Raddad. « C'est à ce moment-là qu'il [lui] a parlé de M^e Vergès. » Il écrit son nom sur un papier, précisant : « C'est l'un des plus grands avocats français. »

Raddad remet le papier à son père qui, accompagné de M. Cherif – un richissime homme d'affaires de Mougins – , rencontre Vergès à Paris. « C'est de cette façon que M^e Vergès est devenu mon avocat », écrit encore Omar.

Vergès et les deux avocats locaux semblent disposés à travailler ensemble. Mais, soudainement, les choses se gâtent. Resurgit le désaccord de fond sur la question de l'auteur de la fameuse inscription : « OMAR M'A TUER ». Vergès est persuadé que c'est le meurtrier lui-même qui a écrit cette phrase. Baudoux et Girard pensent qu'il a obligé Mme Marchal à l'écrire. « Je craignais qu'un tel désaccord entre des avocats qui défendaient la même cause fasse mauvaise impression au procès », commente l'accusé. Son cœur balance, mais il faut trancher : il désavoue les avocats niçois. Vergès se retrouve seul dans l'arène.

À quelques jours du procès, il récupère un dossier brûlant et complexe. La partie qui s'annonce n'est guère facile. En face de lui, M^e Henri Leclerc, un redoutable adversaire. De Vergès on attend toujours des éclats, des provocations, des phrases assassines qui laissent sans voix la partie adverse. Comment l'avocat de Barbie, de

Carlos va-t-il s'en sortir, lui qui est adepte d'une défense de rupture qui « le conduit à narguer ses juges, à cracher son mépris pour une justice qu'il récusé et finalement à accuser ses accusateurs¹¹ » ? Précisément, il ne s'en sort pas. La plupart des observateurs présents lors des débats sont d'accord sur un point : Vergès n'a pas été bon. Il est apparu éteint. Il n'était pas là, présent, combatif comme on pouvait l'attendre. Maurice Peyrot écrit dans *Le Monde* que sa combativité est apparue seulement « après plus d'une semaine d'audience ». Et dans *Le Quotidien de Paris*, Sandrine Biclot écrit : « Que penser d'un avocat qui ne contre-attaque pas, qui ne se mêle que de loin aux discussions d'experts, qui n'a pas un regard pour son client et qui n'appuie pas les témoignages en sa faveur ? Est-il un saboteur ? »

Maurice Huleu, ancien chroniqueur judiciaire à *Nice-Matin*, interviewé lors du documentaire, évoque les erreurs stratégiques de la défense. Le dossier ne manquait pas de doutes et d'incertitudes, explique-t-il. Face à un adversaire aussi coriace et talentueux que l'avocat des parties civiles M^e Henri Leclerc, qui marquait des points à chaque intervention, M^e Vergès, au lieu de se battre au corps à corps, arguments contre arguments, témoins contre témoins avec l'accusation, a « rejoué, volontairement ou non, la fable du lièvre et de la tortue ». Il « a laissé gendarmes, médecins légistes, experts en écriture développer leurs théories tout à loisir, donnant presque l'impression par moments de se désintéresser du procès ». Un exemple : pour contester les approximations des médecins légistes sur l'heure et la date du décès, « Jacques Vergès s'est contenté de la déposition d'un médecin-conseil de compagnie d'assurances dont personne n'a tenu compte ». Autre exemple : pour éclaircir la question essentielle du blocage de la porte, la façon dont elle avait été barricadée, il aurait fallu que les jurés puissent juger sur pièces, il aurait fallu demander un transport sur les lieux. « Il ne l'a pas demandé. » Enfin, tout au long du procès, il a encouragé Omar Raddad à faire appel à un interprète, ce qui a considérablement allongé les débats. Or, lorsqu'en dernier lieu la parole a été donnée à l'accusé, les jurés ont eu la stupéfaction de l'entendre s'exprimer

dans un français très correct. « C'est pas moi qui ai tué Mme Marchal, je l'aimais comme ma mère... » Erreur psychologique !

En réalité, M^e Vergès avait tout misé sur sa plaidoirie. « Elle tint ses promesses, note Maurice Huleu, mais il était trop tard, la conviction du jury était faite. » Selon lui, ce sont les inscriptions sanglantes qui ont emporté la conviction des jurés. Le président a fait apporter dans le prétoire les fameuses portes de la cave à vin et de la chaufferie de la villa. « Lorsque chacun a pu voir de ses propres yeux ces deux messages posthumes, le premier tracé d'une main encore ferme et le second marqué des stigmates de l'agonie, on a senti basculer ces cinq femmes et quatre hommes que le sort avait désignés pour être des juges. »

Dès lors, ultime soubresaut du soldat Vergès mis KO dans le prétoire, le recours à l'Histoire, devant le palais de justice de Nice, face aux caméras de télévision et à « un parterre de journalistes parisiens acquis à sa cause. » Maurice Huleu observe que M^e Vergès est apparu plus à l'aise comme tribun que comme avocat. « J'ai eu le sentiment, dira-t-il, qu'il n'avait accepté cette affaire que pour pouvoir comparer le petit jardinier marocain au jeune capitaine juif devant les caméras de télévision. »

Vergès, « ce maître de l'ombre », possède l'art de capter la lumière. Lors de l'affaire Carlos, il réussit, en faisant diversion, à faire oublier le terroriste le plus recherché de la planète. À peine saisi du dossier, il dépose une requête devant le Conseil de l'Europe, au motif que son client avait été enlevé « illégalement » par les services secrets français. Un comble ! Puis, au procès, ce sont d'obscurs documents secrets de la Stasi qui, au bon moment, font surface, mettant en cause le militant marxiste Vergès. On en oublie Carlos, les bombes posées un peu partout en Europe, la terreur qu'il a semée. L'affaire Carlos devient l'affaire Vergès. Dans le dossier Klaus Barbie, écrit Gilles Perrault dans *Le Monde*, « avec le cynisme jovial qui fait son charme, il choisit une solution époustouflante : il nie carrément qu'il y ait eu évasion ». Il s'agit de faux policiers allemands repartis d'un hôpital avec trois évadés. Une affaire attestée par des documents d'archives. « L'audace du procédé coupe le souffle », poursuit Gilles Perrault.

En réalité, le coup d'éclat de Vergès, stigmatisant le racisme sur les marches du palais de Nice, se situe dans la droite ligne de ses provocations. L'avocat des causes perdues ne défend pas un accusé, réduit au rôle de faire-valoir ou de martyr, mais une cause. La cause arabe, le tiers-monde, l'internationalisme, l'anticolonialisme, etc. Jamais là où on l'attend, Vergès soutient par exemple que Klaus Barbie ne renvoie pas au nazisme, mais aux tortures commises par l'armée française.

Reste que ses clients eux-mêmes ont bien du mal à saisir la complexité du personnage et de ses stratégies. L'efficacité de sa défense est rarement au rendez-vous. « Tous ses clients ont un point commun, ironise une journaliste, ils ont été condamnés au maximum¹². » L'affaire Raddad ne fera pas exception. Selon cette même journaliste : « Là où le célèbre avocat passe, la cause trépasse. » Une phrase à double sens. Digne de Vergès, ce Janus aux deux visages !



« Omar est innocent », scande *Le Matin du Sahara*, peu après le procès. Les accusations de racisme proférées par Vergès rencontrent un formidable écho au Maroc. La presse s'enflamme, des pétitions circulent pour demander la révision du procès. Pour autant, Vergès a perdu des plumes dans la bataille. Sa cote est sérieusement à la baisse. « La condamnation du jardinier, observe Stephen Smith dans *Libération*, entache l'image de M^e Vergès au Maroc, d'autant qu'il a imposé sa stratégie de défense au prix d'une rupture avec les premiers avocats d'Omar, Georges Girard et Gérard Baudoux. »

Au même moment, une autre partie se joue dans les coulisses du pouvoir. Celle qui oppose Hassan II, roi du Maroc, à son neveu le prince Rouge Moulay Hicham, symbole de la modernité et enfant terrible du royaume. « Impulsif, brouillon, capricieux », le prince suit des études brillantes dans les meilleures universités américaines. Diplômé d'architecture, de sciences politiques et relations

internationales à Princeton et Stanford : tout l'inverse de son cousin, le futur Mohammed VI, qui étudie sagement à Rabat.

Entre le roi et le jeune prince fougueux, les relations ne sont pas au beau fixe, c'est le moins qu'on puisse dire. Le premier accrochage date de 1992. Moulay Hicham, qui accompagne Hassan II à Riyad, se voit interdire l'accès au roi Fahd, contrairement à son cousin. Furieux, humilié, le prince quitte sur-le-champ l'Arabie saoudite. L'année suivante, il publie dans *Jeune Afrique* un article sur les relations entre le Maroc et les États-Unis, sans autorisation de son oncle. Insolence suprême, crime de lèse-majesté ! Puis, toujours sans autorisation, il prend publiquement la défense d'Omar Raddad – une cause qu'il sait populaire –, choisit des avocats et un détective.

Alors que Vergès foule le sol marocain, Moulay Hicham contacte Paul Lombard, qui fut l'avocat de sa mère lorsque celle-ci porta plainte à Paris contre Hassan II. Il s'agissait de récupérer des bijoux que le roi avait fait placer sous scellés dans un coffre parisien. Il le fait venir à Rabat en compagnie de M^e Baudoux. Tous les trois discutent d'une stratégie en vue d'obtenir une révision du procès. La priorité est de renvoyer M^e Vergès à ses chères études¹³.

Quelques jours plus tard, Abdeslam Raddad, le père d'Omar, reçoit à Nice la visite d'un émissaire envoyé par Moulay Hicham. « Le prince a décidé de t'aider. » Le vieil homme n'en croit pas ses oreilles. Puis, un beau jour, le prince lui-même débarque sur la promenade des Anglais pour s'entretenir avec Abdeslam, logé depuis trente ans dans un foyer Sonacotra. L'altesse et le smicard font quelques pas ensemble sur la Riviera.

Peu après, le père rend visite à son fils en prison. Il lui transmet les ordres du prince. « Fais ce que je dis. » Après quelques hésitations, Omar accepte. Vergès sur la touche ? « C'est compter sans l'épouse d'Omar, les médias et, *in fine*, le roi. » Le 7 mars, Latifa Raddad, en conflit avec son beau-père, renouvelle sa confiance à M^e Vergès, « présentant la constitution des nouveaux défenseurs comme une exigence du prince Hicham ».

Dans la foulée, Vergès et Latifa s'embarquent pour le Maroc où ils participent à une émission de télévision sur la chaîne 2M, propriété de l'un des gendres du roi. « Le lendemain, bien qu'il ne veuille pas le confirmer, Jacques Vergès est longuement reçu par Hassan II, qui le charge de reprendre l'affaire en main. »

Pendant ce temps, à la maison d'arrêt de Grasse, une partie de bras de fer s'engage. Le jardinier reçoit la visite de plusieurs émissaires de chaque camp. Les fonctionnaires du roi poussent Omar à conserver Vergès au détriment des autres avocats. Or, dans ce cas de figure, « le père menace de renier son fils, alors que, faute de reprendre Vergès, l'épouse menace de quitter son mari ». Dilemme cornélien. L'ordre des choses en ce bas monde finit par être respecté. Le prince s'incline devant le roi. À la mi-mars, M^e Baudoux est dessaisi du dossier.

Avec le roi du Maroc, M^e Vergès discute stratégie, mais aussi gros sous. En octobre 2008, le journaliste marocain Mehdi Sekkouri Alaoui réalise une interview d'Omar Raddad, qu'il rencontre à son domicile à Toulon. Il confirme l'entretien entre Hassan II, Vergès et Latifa Raddad et ajoute que le roi « aurait pris en charge une bonne partie des frais d'avocat ». Il a également soutenu financièrement la famille de Raddad¹⁴. Vergès a beau déclarer : « Je suis un aventurier, je n'ai jamais eu envie de carrière. Il faut faire ce qu'on a envie de faire, à l'ébahissement des gens », n'empêche ! L'aventure a un prix. Il faut faire tourner la boutique, une officine sise à l'étage d'un hôtel particulier parisien. À l'intérieur, témoigne Pascale Nivelles, journaliste à *Libération*, un petit « palais de géants, sculptures africaines, serpent en cristal offert par Cheyenne Brando, une statue cadeau d'Omar Bongo, des auteurs classés sur les rayonnages¹⁵ ». De bienveillantes orchidées, ses fleurs préférées, veillent sur le musée, légèrement grisées par la fumée des havanes, dont il fait bonne consommation.

Son ancienne associée, Isabelle Coutant-Peyre, l'a vu « revenir fataliste » de sa longue éclipse – dans les années 1970, Vergès a disparu de la circulation pendant huit ans

– « et fauché ». « Il se passionnait pour de petites affaires de droit commun, disant que dans tout dossier, il y a un roman. [...] Après, avec le procès Barbie, il est devenu prétentieux. » Depuis, « Vergès pratique l'art d'être Vergès, l'avocat du diable ». Pourquoi ? « Les amis de Carlos ne sont pas assez nombreux, cela ne peut être l'activité principale d'un cabinet », répond-il amusé, lâchant une bouffée de cigare¹⁶. Faute de grives, on mange des merles. Et dans l'affaire Raddad, il y a de quoi grignoter.

Qui engage Moreau, et à quel prix ? Ce n'est pas très clair. Dans son rapport daté du 20 octobre 1994, et portant cachet de l'Agence d'assistance pour la défense des droits domiciliée au 59, avenue Victor-Hugo à Paris – on l'a vu, il n'a pas l'autorisation pour exercer à cette adresse – et à Chalon-sur-Saône – il obtient une autorisation en avril 2009 –, Moreau écrit qu'il agit « au nom et pour le compte de M. Omar Raddad ». Un peu plus loin, il précise : « M^e Jacques Vergès, avocat à la cour [...] nous requiert pour la sauvegarde des droits et intérêts de M. Omar Raddad. » Pourtant, peu avant, Vergès déclarait dans *Le Figaro* du 3 février 1994 : « Je ne suis pas un avocat américain. Je n'engage pas de détectives. » Mystère !

Sous les ors du palais royal marocain, quelle est la stratégie adoptée par le roi et l'avocat tiers-mondiste pour nettoyer la tache sur le drapeau national ? L'objectif est d'obtenir à tout prix la révision du procès. Mais comment ? Après de longues palabres, la réponse tombe sous le sens : en jouant la carte de l'opinion publique contre l'institution judiciaire. Grâce à sa sortie sur les marches du palais de justice de Nice, Vergès a déjà fait une partie du chemin. Des intellectuels se sont mobilisés, les sondages montrent que l'opinion publique est favorable au jardinier marocain. Il faut donc enfoncer le clou. Dans cette perspective, l'appui des médias se révèle indispensable.

De l'autre côté, celui de Moulay Hicham, on est arrivé à la même conclusion. On joue donc la même carte. Stratégie à deux têtes qui explique la montée en puissance du thème « L'enquête a été bâclée, elle a été menée complètement à charge contre Omar », « Des pistes ont été délibérément négligées par les enquêteurs¹⁷ ».

Parallèlement, on martèle que la contre-enquête menée par Moreau apporte des révélations importantes. On serait sur le point de découvrir le vrai coupable. La production de nouveaux témoignages, d'alibis fragiles de proches de la victime, vise à accréditer la thèse du scénario diabolique. Pour saper l'enquête des gendarmes, la désinformation est de rigueur. Ainsi, en 1995, un quotidien explique qu'« aucune recherche d'empreintes n'a été effectuée sur le chevron ». On l'a vu, la recherche a été faite, mais elle n'a rien donné, ce qui est très fréquent dans les affaires criminelles. Même chose pour le lit, et pour la barre de fer. « À ces négligences, poursuit l'auteur de l'article, s'ajoutent d'autres éléments qui ne laissent pas d'étonner, comme l'absence de traînées de sang entre la porte de la cave et le local de la chaufferie (six mètres cinquante). »

Reportons-nous aux constatations faites par les gendarmes à leur arrivée dans la cave :

1) « Sur le sol, devant la porte, des gouttes de sang ont formé une tache. »

2) « Le matelas à carreaux orange et marron est maculé de sang. Il en est de même d'un sachet en plastique, qui se remarque sous le lit, et *du sol, particulièrement imbibé*. Mais aussi d'autres objets, tels un carton quelque peu écrasé, des palettes de bois adossées aux murs et un rouleau de laine de verre emballé dans un plastique. »

3) « Le plafond et les murs de la chaufferie sont revêtus d'un isolant, taché de sang sur sa base à deux endroits. *Le bâti est brut de maçonnerie, poussiéreux comme le reste du sol et particulièrement maculé de sang*. La chaussure gauche, *souillée et sanglante*, se trouve à même le sol. »

Pas de sang dans la cave ! Qui tire les ficelles en coulisse ? On le devine.

Autre volet tactique : entretenir l'affaire dans la mémoire des citoyens. C'est l'une des conditions de la stratégie choisie, celle de la conquête de l'opinion. Pour cela, il faut transformer l'affaire Omar

Raddad en un feuilleton à rebondissements qui tient le public en alerte et, si possible, en haleine. Quand le soufflé retombe, on rallume le feu. C'est ainsi que les deux limiers en compétition vont, à intervalles réguliers, alimenter la chronique en « déclarations fracassantes ». Ici un nouveau témoin, là une découverte essentielle, là encore un sosie... on sort les grands classiques du magasin. Découverte de l'arme du crime, révélations d'un prisonnier, existence d'un second Omar... On l'a vu, Naranjo, dont le prince Moulay Hicham a loué les services, ne s'est pas privé de lancer ces ballons de baudruches dans le ciel médiatique. Du buzz, un bobard, et ça repart.

De son côté, l'attelage Moreau-Vergès n'a pas été en reste non plus. Brefs rappels. En juin 1994, l'avocat présente aux médias une certaine Mme Clarks, citoyenne néo-zélandaise, voisine de Mme Marchal. Au moment du crime, cette femme aurait remarqué la présence d'une fourgonnette à proximité du domicile de la victime. À l'intérieur, elle aurait aperçu un chevron identique à celui qui a servi à tuer Mme Marchal et... des traces de sang. Un frisson s'empare de la presse. On a trouvé l'arme du crime ! En réalité, la camionnette appartenait à un brave sexagénaire, voisin de Mme Clark. Elle contenait de vieilles planches et des gravats en provenance d'un chantier, mais pas de chevron et encore moins de sang. Personne ne l'avait jamais volée ni déplacée.

Dans le même registre, on aura également droit au témoignage de Mme Tomas, gardienne d'une propriété voisine de Mme Marchal. Le dimanche 23 juin en soirée, vers 18 h 30-19 heures, elle aurait remarqué la présence d'une grosse voiture devant le portail de La Chamade. Immatriculée en Suisse, précisera-t-elle. Diable ! Serait-ce la voiture de l'assassin, ou de son complice ? La piste suisse avec son cortège de clichés – comptes en banque secrets, blanchiment, trafic de drogues – surgit au grand galop dans l'imagination. Hélas, il s'agissait tout simplement de la voiture – immatriculée en Suisse, en effet – de Mme Koster, inquiète, comme on le sait, du silence de Mme Marchal et venue aux nouvelles.

Là encore, on pourrait multiplier à l'infini les exemples de témoignages ou de déclarations fracassantes : l'alibi de la femme de

ménage cuisinière, le témoignage de Salem El Ouaer – l'ouvrier qui aurait tout vu –, l'implication certaine de Pierrot le fou, etc. « Les gens que nous soupçonnons ont des antécédents lourds avec la justice, explique Moreau. Aujourd'hui, la réponse est à portée de main. » Le soufflé retombe assez vite, mais l'objectif est atteint : garder l'opinion en éveil.

Vergès et Moreau ont tout intérêt à réécrire régulièrement un nouveau chapitre de l'histoire pour faire durer le plaisir. L'un en tire des revenus confortables qui lui permettent de s'offrir les meilleurs havanes, l'autre se paie en retombées médiatiques. L'affaire Omar a propulsé Moreau sur le devant de la scène. Son nom est devenu indissociable de celui d'Omar Raddad. Chaque fois qu'il sort un scoop de son chapeau de prestidigitateur, l'information est reprise par les médias. L'un et l'autre savent pertinemment que la Cour de révision ne peut accepter comme des faits nouveaux un salmigondis de pseudo-révélation rocambolesques.

Omar Raddad comprend, sans doute, qu'il est devenu un objet marketing. D'où sa décision, à l'automne 2008, de débarquer Vergès. Explication officielle : le célèbre avocat, trop accaparé par la scène médiatique, a négligé le terrain judiciaire. Sans le soutien d'Hassan II, le « salaud lumineux » a sans doute perdu de son éclat. Le royaume a fini par le lâcher. Il fait aujourd'hui l'acteur sur des planches de théâtre. Un rôle répété pendant de longues années dans les prétoires et qui lui va comme un gant. C'est avec Sylvie Noachovitch que Moreau entonne désormais une vieille rengaine, dont on connaît les couplets par cœur : « Ça avance », « On a bon espoir cette fois d'être entendus », « Je sens qu'à la chancellerie, il y a de l'intérêt pour ce dossier », « Les conseillers de Mme Alliot-Marie [*alors garde des Sceaux*] me contactent souvent », « Un jour on saura la vérité », « Les coupables sont à portée de main », etc. Bref, sans négliger leur business, ils entretiennent leur client dans l'illusion.

En dépit des apparences, le dernier rebondissement en date n'est pas de nature à contredire cette vision des choses. Bien au contraire, il la conforte. Début mai 2011, Sylvie Noachovitch obtient du parquet de Grasse qu'un expert analyse le profil génétique des

deux empreintes d'ADN et que celles-ci soient versées au fichier FNAEG pour comparaison. Que faut-il en attendre ? Pas grand-chose en réalité. D'une part, comme le précise Bruno Badré, porte-parole du ministère de la Justice, parce qu'il existe « un certain nombre d'aléas ». En effet, encore faut-il que « l'ADN soit exploitable, qu'il y ait un élément de comparaison et donc des profils enregistrés au FNAEG qui correspondent aux ADN qu'on va récupérer ». Or, d'une part, l'ADN a été trouvé en quantité infime, d'autre part rien ne permet de croire, comme l'affirme Sylvie Noachovitch, « qu'on va enfin connaître le meurtrier ». Il faudrait pour cela que son ADN se trouve dans le fichier. Pure poudre aux yeux, qui confirme la volonté d'occuper la scène médiatique avec l'objectif de mobiliser l'opinion.

Moreau est paraît-il un grand admirateur de Conan Doyle, le père de Sherlock Holmes. On veut bien le croire. Grâce à son imagination fertile, il a construit un roman. Ce premier scénario diabolique est tout droit sorti de son esprit. Hélas ! Quel mauvais polar ! Son histoire de faux coupable et le bricolage des preuves qui va de pair ne tiennent pas la route. Pour l'instant, l'élève n'arrive pas à la hauteur du maître. Passons maintenant au deuxième scénario diabolique. Sera-t-il plus crédible ? Après avoir vu à l'œuvre un détective déguisé en romancier, nous aurons cette fois un romancier qui, pour les besoins de la cause, s'est transformé en détective.

SCÉNARIO DIABOLIQUE N° 2 :

LES FORCES DE L'OMBRE

LA CONSTRUCTION D'UN INNOCENT

« J'ai été indigné au moment du verdict, car j'avais la certitude que cet homme était innocent. Cette injustice retentissait sur tout le corps social¹⁸. » Jean-Marie Rouart, journaliste, homme de lettres et directeur du *Figaro littéraire*, lance ce cri du cœur à l'issue du procès qui a vu Omar Raddad condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle.

Le futur académicien n'a rien d'un rond-de-cuir qui se contenterait de paroles tout en restant bien au chaud dans son fauteuil. Il agit, entre en résistance, décide de se battre pour la cause du jardinier marocain bafoué par la justice française. Non seulement il mobilise une quarantaine de personnalités, écrivains pour la plupart, qui réclament un nouveau procès, mais lui-même va mouiller la chemise en menant l'enquête. Il se rend sur place « pour vérifier, interroger des témoins, rencontrer des magistrats ». Dans un livre, *Omar, la construction d'un coupable*¹⁹, qui sort quelques mois après le procès, il retranscrit ses observations, réflexions et conclusions sur l'affaire. Son enquête, qu'il qualifie lui-même de « minutieuse », lui fait retrouver le goût du journalisme d'investigation et le sens premier de son métier : « Essayer de donner un peu de justice à des gens qui n'ont pas la parole ». Marchons sur ses traces.

L'un des points importants examinés par Jean-Marie Rouart concerne l'emploi du temps de Mme Marchal le dimanche 23 juin en fin de matinée. On se souvient qu'elle passe un dernier appel téléphonique un peu avant midi et qu'elle est attendue pour déjeuner à 13 heures chez les Koster. Rouart confirme ce déjeuner. « Elle ne s'y rend pas », écrit-il. Jusque-là, tout le monde est d'accord. Mais il ajoute : « Cela n'inquiète pas outre mesure Mme Koster qui met ça

sur le compte de l'étourderie. » Une phrase étonnante dans la bouche d'un journaliste d'investigation qui prétend mener une enquête minutieuse.

Ghislaine Marchal a confirmé le matin même sa venue pour le déjeuner des Koster, mais elle a surtout l'habitude d'être à l'heure. Voici un extrait de l'interview que Mme Koster a donnée au *Figaro* le 27 janvier 1993. « Elle était très ponctuelle et je me suis étonnée de ne pas la voir venir. J'ai rappelé chez elle, mais ça ne répondait pas. Ensuite, j'ai fait appeler toutes les heures. À 18 heures, inquiète, je me suis rendue moi-même devant La Chamade. » Des propos que Jean-Marie Rouart traduit par « étourderie ». De quoi craindre pour la suite.

Le romancier prend-il son envol et, avec lui, quelques libertés avec la vérité, ou bien l'enquêteur Rouart ne connaît-il pas le dossier ? À moins que le président du comité de soutien ne se voile la face. Dans quel but ? Peut-être parce que les gendarmes, se fondant sur deux éléments objectifs, ont abouti à la conclusion que l'heure du crime se situe entre 12 heures et 13 h 30. Premier élément objectif : Mme Marchal était encore vivante à 11 h 50 puisqu'elle a passé un coup de fil depuis La Chamade. Les listings de France Telecom l'attestent. Deuxième élément objectif : Mme Koster, constatant l'absence de son amie, fait appeler La Chamade vers 13 h 30. Deux horaires qui ne signent pas automatiquement l'heure du crime, mais qui constituent néanmoins une indication très forte. Or, ce jour-là, Omar Raddad se trouve précisément à proximité de La Chamade. En faisant l'impasse sur l'intervention précoce de Mme Koster, Jean-Marie Rouart élargit en quelque sorte les mailles du filet. Si Colette Koster n'a pas téléphoné à La Chamade, si elle met l'absence de son amie sur le compte de l'étourderie, il devient plus difficile de baliser l'heure du crime. Après 13 heures, l'emploi du temps d'Omar Raddad est connu. Il n'est pas discutable ni discuté. Par contre, entre 12 et 13 heures, il y a matière à débat. Revenons sur cet intervalle de temps, point clé de l'accusation, qui pose la question de l'alibi du futur accusé.

Ce dimanche 23 au matin, Omar Raddad est seul à son domicile de sa résidence du Lotus au Cannet. Un modeste immeuble à la façade couleur ocre. Sa femme, qui vient d'accoucher d'un deuxième enfant, se repose depuis deux semaines dans sa famille à Toulon. Le jardinier arrive au mas Saint-Barthélemy, propriété de Mme Pascal distante d'environ quatre cents mètres de celle de Mme Marchal. Jean-Marie Rouart écrit : « À 8 h 15, Omar se trouve devant la grille de fer forgé du mas. Il ouvre le portillon avec sa clé et le referme. Il s'avance dans l'allée bordée de cyprès en poussant son vélomoteur. Après l'avoir garé contre le mur sous un vieil olivier, il gagne le cabanon [...] où est entreposé le matériel de jardinage. » Omar prend les outils dans le hangar dont il a la clé et travaille toute la matinée. « Il commence par creuser autour d'un muret de pierre. Le soleil monte dans le ciel, la chaleur devient plus forte. » Sa présence sur les lieux est confirmée par Mme Pascal, qui l'aperçoit à plusieurs reprises ce matin-là. Un peu plus tard dans la matinée, Arlette Boisson, fille de Mme Pascal, et son mari Roland Boisson arrivent également à la propriété. Ils saluent Omar qu'ils connaissent depuis plusieurs années.

Ce matin-là, Omar vaque donc à ses occupations. Mais ensuite ?

« À midi, Omar, discrètement comme d'habitude, va déjeuner. Il a décidé de rentrer chez lui. » Rouart présente comme un fait acquis que le jardinier soit rentré chez lui pour déjeuner. Alors que, on va le voir étape après étape, les choses sont loin d'être aussi simples et que, en bon enquêteur, il convient de les soumettre à la contradiction.

Deux hypothèses, décisives pour la suite des événements, s'affrontent. En quittant le mas Saint-Barthélemy vers midi, Omar Raddad prend-il la direction de La Chamade ou bien descend-il, comme il l'affirme, vers son domicile du Cannet pour déjeuner ? Il lui faut environ dix minutes à vélomoteur pour rejoindre son immeuble. Pour l'accusation, cela ne fait aucun doute : il va chez Mme Marchal. Pour la défense, il file chez lui.

Lorsque le lundi 24 en fin d'après-midi, les gendarmes découvrent le cadavre de Mme Marchal et l'inscription sanglante « OMAR M'A TUER » sur la porte de la cave, ils cherchent tout naturellement à savoir qui est Omar. On n'en connaît qu'un dans l'entourage de Mme Marchal. Un jardinier également employé par Mme Pascal. Mais que viendrait-il faire dans cette histoire ? Personne n'en a la moindre idée. Les gendarmes souhaitent évidemment l'auditionner. Ils se rendent à son domicile. Nous sommes mardi. La veille, au petit matin, Omar est parti à Toulon rejoindre sa femme et ses enfants. Le procès-verbal précise qu'il est recherché non pas comme l'auteur d'un crime en fuite, mais en tant que témoin important. La brigade de recherches de Toulon l'interpelle au domicile de sa belle-famille.

Omar raconte dans son livre qu'il se trouve sur le balcon quand il voit les gendarmes, mais qu'il ne pense pas qu'ils viennent pour lui. Il les observe tourner pendant une demi-heure sous l'appartement. Les gendarmes, qui finissent par frapper à la porte de la belle-famille, découvrent « un homme du Rif, très beau Berbère » mesurant environ un mètre quatre-vingts. Ils lui demandent de les suivre. Omar ne cherche pas à fuir, n'oppose aucune résistance, accepte sans difficulté de les accompagner. Ils diront avoir été frappés par son calme qui ne reflète pas du tout l'attitude d'un criminel.

Au commissariat, Omar nie être mêlé de près ou de loin au crime de sa patronne. Les gendarmes lui montrent des photos. C'est là, dit-il, qu'il a compris que Mme Marchal était morte. Il décrit sa matinée du dimanche puis donne des détails sur son emploi du temps à l'heure du déjeuner, heure probable du crime pour les gendarmes. « À 12 heures, ou peut-être 12 h 05, explique-t-il, je suis rentré déjeuner chez moi. En chemin, je me suis arrêté à une boulangerie, la première sur mon chemin, celle qui a des marches. Comme les clients étaient nombreux, j'ai fait la queue pour acheter une demi-baguette », explique-t-il. Il fournit également des détails précis sur le prix des pâtisseries.

Il y a deux boulangeries à Mougins. Pendant son audition, deux gendarmes se rendent avec Omar Raddad à celle qu'il leur indique,

celle qui a des marches. Dans sa déposition, il a donné d'autres précisions sur son passage à la boulangerie. « Je n'ai parlé à personne dans cette boulangerie. C'est une dame qui m'a servi. Elle est jeune et gentille, j'ignore si c'est la patronne, je ne me souviens pas de la couleur de ses cheveux. Je ne me souviens plus comment la boulangère était habillée. Il était midi cinq lorsque j'ai pris mon pain. Elle était seule à servir, mais il y avait un homme dans le local derrière le comptoir. Je n'ai pas fait attention à la tenue vestimentaire de cet homme, je ne peux donner aucun renseignement sur son signalement. »

Les gendarmes interrogent le personnel de la boulangerie. Ce jour-là, deux vendeuses servaient au magasin et non une seule comme l'affirme Omar. L'une d'entre elles connaît le jardinier. Mais elle ne se souvient pas lui avoir vendu du pain. L'autre non plus. En revanche, un détail leur revient à l'esprit. Ce jour-là, vers midi, elles se sont trouvées en rupture de pain. Au point qu'une cliente habituelle a dû patienter une quinzaine de minutes dans le magasin en attendant la prochaine fournée. Elles s'en souviennent, car elle a demandé à téléphoner à son fils pour qu'il vienne la chercher. Pour passer son appel, elle est venue derrière le comptoir.

Questionnée, la cliente confirme. « Mon fils m'a demandé de l'attendre. J'ai dû rester dans la boulangerie environ quinze minutes. » Elle connaît Omar Raddad. L'a-t-elle vu ? « Je suis formelle sur le fait que je ne l'ai pas vu dans ce magasin. » Un autre point n'est pas confirmé : la présence d'un homme « dans le local derrière le comptoir ». Les deux vendeuses et le propriétaire des lieux, patron de la boulangerie, certifient qu'aucun homme ne se trouvait dans le magasin ce jour-là. Lui-même était dans un autre de ses commerces. À la boulangerie, personne n'a vu Omar. C'est gênant. Son premier alibi n'est pas confirmé.

Omar bluffe-t-il ? Dans son livre, Jean-Marie Rouart reste très discret sur cet épisode. Il se contente de décrire la vendeuse « de taille moyenne, brune, aux lèvres rouges ». Il est vrai qu'il calque sa position sur celle d'Omar Raddad, qui affirmera plus tard qu'il ne s'agissait pas de cette boulangerie-là, mais de l'autre, « celle qui n'a pas de marches ». Revirement étonnant, puisque lui-même a guidé

les gendarmes vers le lieu. Pourquoi l'enquêteur de terrain Jean-Marie Rouart ne s'est-il pas rendu sur place ? Pourquoi le journaliste d'investigation qui retrouve la fraîcheur du métier n'a-t-il pas interrogé le gérant et le personnel des deux boulangeries ? Une enquête minutieuse...

Les mêmes questions concernant Omar surgissent à propos d'un témoignage décisif. « Quelques instants plus tard, écrit Rouart, il arrive chez lui, avenue de Grasse. Comme d'habitude, il entre avec son vélomoteur dans la cour. Là, il croise le gérant du magasin Casino, qui habite au même étage que lui et qui a un fils de trois ans, du même âge que le sien. » Omar est plus précis encore : « Je suis arrivé vers 12 h 15 au pied de mon immeuble Le Lotus. J'ai arrêté le moteur de ma mobylette devant la porte d'entrée. Je suis descendu de mon engin et, tout en le maintenant, j'ai ouvert la porte avec ma clé. » Il s'agit du portail donnant accès à la cour de l'immeuble. Il ajoute : « J'ai aperçu le gérant du Casino, mais il m'a croisé rapidement. »

Une question toute simple surgit immédiatement à l'esprit. M. Jean-Pierre Gaye, le gérant du magasin Casino, était-il à cet endroit, à l'heure dite ? S'il l'était, cela enlèverait une sérieuse épine dans le pied de l'accusé. Impossible en effet pour lui de commettre un crime vers midi à La Chamade et de se trouver quinze minutes plus tard chez lui, à la résidence du Lotus. Impossible.

L'affaire Omar Raddad aurait pu s'arrêter là. Précisément parce qu'il n'y aurait pas eu d'affaire, l'alibi du suspect étant confirmé. Or, M. Gaye, le gérant du Casino, confirme s'être trouvé sur les lieux à cette heure-là. Omar Raddad est-il pour autant innocenté ? Non. Car, première faille dans sa version, M. Gaye ne l'a pas vu. Les deux hommes se connaissent, ils sont voisins de palier. Après tout, dirons-nous, cela arrive tous les jours. J'aperçois quelqu'un qui, lui, ne me voit pas. Dans ce cas précis, les choses sont plus compliquées. D'une part, la cour de l'immeuble – elle n'est pas très grande – est déserte, mais surtout, deuxième faille, à aucun moment, M. Gaye n'a été seul ce jour-là. Dans un premier temps, vers 11 h 45, il est descendu avec sa femme et son fils promener le chien. La promenade dure environ quinze minutes. De retour dans

l'immeuble, le couple rencontre un ami, M. Pascal Villeneuve-Gallez. Ils discutent et conviennent de déjeuner ensemble.

Voici les explications données aux gendarmes par M. Gaye : « Pascal est parti avec mon fils pour acheter deux baguettes de pain, tandis que ma femme et moi avons rejoint notre magasin par la réserve afin de prendre de la nourriture. Dès que nous sommes sortis du magasin, nous avons attendu environ une minute avant que Pascal ne revienne avec notre fils. Il devait être aux environs de 12 h 10, 12 h 15 [*heure d'arrivée d'Omar Raddad*]. Pascal, mon fils et moi-même sommes montés directement à son appartement. Nous ne sommes pas ressortis avant 15 heures-15 h 30. Je n'ai pas souvenir, durant ce laps de temps – et j'en ai déjà parlé avec mon épouse –, d'avoir croisé Omar dans le hall de l'immeuble. Pendant que nous attendions Pascal et notre fils dans la cour, nous n'avons rencontré absolument personne. »

Des propos confirmés devant les gendarmes par M. Villeneuve-Gallez : « Lorsque je suis sorti du Lotus pour me rendre à la boulangerie, Jean-Pierre Gaye était avec sa femme, son fils et leur chien. Lorsque je suis revenu de la boulangerie, Jean-Pierre était en compagnie de sa femme, alors qu'ils sortaient de la réserve. À aucun moment, je ne l'ai vu seul. Pendant le temps où je suis sorti de chez moi pour aller à la boulangerie et en revenir, je n'ai absolument pas rencontré Omar Raddad. »

Si l'on reprend les choses, Omar Raddad dit croiser le gérant du Casino, mais pas sa femme ou son fils qui l'accompagnent. En revanche, ni M. Gaye, ni sa femme, ni leur ami ne remarquent la présence d'Omar Raddad, qu'ils connaissent tous les trois. Est-ce possible ? Lors de l'enquête menée pour le documentaire, cette question m'a véritablement taraudé. Je n'ai cessé de la tourner dans tous les sens. Que le lecteur se figure, comme je l'ai fait, la scène suivante. Un homme qu'il connaît traverse une cour d'immeuble déserte à l'exception de lui-même et de trois autres personnes. L'homme vous voit, mais vous ne le voyez pas, pas plus que ne le voient les trois autres personnes qui sont avec vous et qui le connaissent également. Quelle est votre conclusion ? Pour ma part,

je pense que c'est impossible. L'une des trois personnes l'aurait forcément remarqué.

Là encore, que faut-il penser ? Que Raddad a tenté un coup de poker en partie réussi, puisque le gérant du Casino se trouvait à cet endroit ? Quelle pourrait être l'autre explication, sachant qu'il n'a été vu par aucune des trois personnes ? Jean-Marie Rouart esquive en grande partie les questions essentielles posées par cet épisode. Dans son livre, il reprend l'interview que Jean-Pierre Gaye donnera plus tard à *Libération*, dans laquelle il confirme sa présence sur les lieux, tout en ajoutant : « Je ne me souviens pas avoir croisé Omar, ce qui ne veut rien dire d'ailleurs. Parfois, on ne fait pas attention à des visages familiers. » Certes ! Mais Rouart efface des personnages de la photo. En l'occurrence, deux adultes et un enfant qui tous les trois connaissent Omar Raddad. Drôle de méthode !

Dans sa déposition, Omar Raddad évoque également un autre homme, résident de la copropriété, qu'il connaissait également de vue et qu'il aurait croisé en arrivant dans la cour de l'immeuble. Hélas, malgré les vagues provoquées par l'affaire, il ne s'est jamais manifesté. Les gendarmes ont interrogé tous les habitants de l'immeuble. En vain !

Jean-Marie Rouart esquive également un autre témoignage qui met à mal les dires de Raddad. Celui des époux Biliotti, qui habitent au deuxième étage de l'immeuble Le Lotus et dont le balcon donne sur la rue. Ce dimanche, le couple attend la visite de leur fille et de leur belle-famille. Témoignage de Marie-Maryse Biliotti : « J'ai guetté l'arrivée de ma fille sur mon balcon, qui donne sur l'avenue de Grasse, de 11 h 30 à 12 h 45-12 h 50. Je n'ai jamais quitté ce balcon. Je peux vous affirmer, et je suis formelle, que durant ce laps de temps je n'ai absolument pas vu Omar Raddad arriver sur son cyclomoteur. » Un peu plus tard, vers 12 h 45, Jean Biliotti descend à la rencontre de la belle-famille qui vient d'arriver. « Je suis formel, le cyclomoteur de M. Raddad ne se trouvait pas à l'endroit où les locataires garent leur engin. Il y avait une Vespa et une moto, mais pas celui de M. Raddad. »

Au procès, M. Biliotti, un homme âgé, se montre assez élogieux envers l'accusé, quelqu'un de doux et gentil qu'il connaît bien. Il confirme qu'il n'a pas vu son cyclomoteur dans la cour intérieure, mais ne confirme pas être descendu accueillir sa famille. Il s'est simplement assuré du bon fonctionnement de l'ascenseur.

— Les gendarmes vous ont interrogé dans la semaine du meurtre, vous aviez donc un souvenir très fort, fait remarquer M^e Leclerc.

— Oui, c'est exact, répond M. Biliotti.

— Le témoin a été entendu par des gendarmes, intervient M^e Vergès, mais ce qui compte c'est que dans le procès-verbal le témoin dit : « On ne l'a pas vu et il n'est pas venu. » Or, aujourd'hui, il déclare : « On ne l'a pas vu, mais il est peut-être venu. »

— Vous avez raison, maître, c'est ce que je voulais dire, acquiesce Biliotti.

À la barre, sa femme confirme également ne pas avoir vu l'accusé. Mais elle s'embrouille dans les horaires. Elle a eu une hémiplégie, explique-t-elle. Après plusieurs revirements, elle affirme qu'elle était bien sur son balcon de 11 h 30 à 12 h 45.

Comment interpréter ces deux témoignages ?

1) Ils n'ont pas vu Omar parce qu'il n'est pas venu ?

2) Il est venu, mais ils ne l'ont pas vu ?

À ce stade, si l'on résume, le jardinier affirme avoir quitté le mas Saint-Barthélemy vers midi, être passé prendre du pain à la boulangerie, où on ne l'a pas vu, avoir ensuite croisé le gérant de Casino, qui ne l'a pas vu non plus. D'autres témoins présents sur les lieux ne l'ont pas remarqué. Au total, six à sept personnes étaient susceptibles de l'apercevoir. Mais aucune n'a distingué sa silhouette, son visage ou même sa mobylette.

Chez lui, Raddad se prépare un sandwich, qu'il mange en regardant « Le Juste Prix » à la télévision. Puis il écoute de la musique arabe à la radio. De fait, l'émission télévisée est bien programmée à cette heure-là, mais Omar a l'habitude de la regarder, ce qui ne prouve donc pas grand-chose. Plus intéressante est la question que Jean-Marie Rouart a le mérite de poser : « Pourquoi éprouve-t-il le besoin de rentrer chez lui pour si peu de temps ? Le plus souvent, surtout en période de ramadan, il déjeune à peine d'un morceau de pain, assis sur un matelas au bord de la piscine, avant de s'accorder un moment de sieste. » Il pose la question, mais n'apporte aucune réponse. De fait, pourquoi, en plein ramadan, serait-il descendu déjeuner chez lui, alors qu'en temps ordinaire il déjeune sur place lorsque sa femme est absente ?

Poursuivons. « J'ai ensuite repris mon vélomoteur et j'ai fait exactement le même trajet qu'à l'aller. » Omar oublie de préciser devant les gendarmes un détail de poids qui lui reviendra en mémoire quelque temps plus tard. Un coup de téléphone qu'il a donné à 12 h 51 à sa femme depuis une cabine. « Sur le chemin du retour, j'ai appelé ma femme, d'une cabine téléphonique proche de chez moi, pour lui confirmer que je viendrais le lendemain à Toulon comme convenu. »

Au même titre que le témoignage de M. Gaye, l'histoire de l'appel téléphonique représente un sacré casse-tête. Examinons en détail cet épisode. Lors de sa garde à vue, Omar Raddad ne parle pas de ce coup de téléphone donné le midi et susceptible de l'innocenter. À deux reprises, il évoque un coup de fil, mais le situe le soir. Les gendarmes entament des recherches. France Telecom leur adresse les listings des communications établies à partir des cabines proches du domicile d'Omar Raddad. Aucun appel à destination de Toulon n'est enregistré. Les gendarmes élargissent leurs investigations à la journée tout entière. Ils découvrent un appel enregistré à 12 h 51, le 23 juin 1991 à destination d'Aïcha Chérachni, belle-mère de l'inculpé. Appel passé depuis la cabine à carte 407 située rue Franklin-Roosevelt au Cannet, sur le chemin du trajet entre Le Lotus et La Chamade. La communication a duré deux

minutes et dix-sept secondes. Aucun autre appel n'a été passé ce jour-là vers la belle-famille.

Cet oubli prouve-t-il sa bonne foi ? Évidemment ! clament les défenseurs de l'accusé. Avec un argument frappé de bon sens : si Omar Raddad avait voulu se constituer un faux alibi, il n'aurait pas attendu que les gendarmes découvrent eux-mêmes, après avoir épluché des quantités astronomiques de relevés téléphoniques de nombreuses cabines publiques, cette communication téléphonique. Ce mensonge involontaire prouve donc qu'il dit la vérité.

Pourtant, là encore, les choses ne sont pas si simples. Lorsque les gendarmes interrogent la belle-famille, ils obtiennent des réponses diverses et variées. Sa bellesœur, Laziza Chérachni, confirme oralement un appel téléphonique le soir. Mais lors de la rédaction du procès-verbal, elle fait machine arrière, évoque des pertes de mémoire et reste floue sur l'heure. Sa sœur, Latifa, femme d'Omar, entre alors à l'improviste dans la salle et lance à son intention : « Souviens-toi, il nous a téléphoné avant 13 heures, avant que l'on parte manger chez tonton. » Omar Raddad ne mentionnera cet appel téléphonique que par écrit au juge d'instruction le 2 juillet 1991, soit une semaine après sa garde à vue.

En réalité, rien ne prouve qu'Omar Raddad soit l'auteur de cette communication. Quelqu'un de son entourage a pu téléphoner à la famille ce jour-là. Mais il est possible aussi qu'il en soit l'auteur, même s'il paraît étrange qu'il ne s'en soit pas souvenu, alors qu'il se remémore parfaitement le prix des gâteaux à la boulangerie. N'importe qui peut avoir une absence. Admettons donc maintenant que ce soit lui. L'appel a lieu à 12 h 51. S'il s'est rendu à La Chamade vers 12 h 05, il a disposé d'un peu moins de quarante-cinq minutes pour commettre le crime. Un délai largement suffisant. En conséquence, à moins que quelqu'un ne se manifeste, témoignant avoir vu l'inculpé dans cette tranche horaire, il n'a pour l'instant aucun alibi.

Omar Raddad sort de la cabine téléphonique, remonte sur sa mobylette, refait le trajet inverse et réapparaît au mas Saint-Barthélemy vers 13 h 05 ou 13 h 10. « Tu es déjà de retour,

Omar ? », lui lance Arlette Boisson, la fille de Mme Pascal, étonnée de le voir reprendre son travail si tôt.

Mme Boisson déclare à la barre : « J'étais étonnée qu'il soit là, je lui ai parlé et il m'a dit que le matin il était arrivé en retard et qu'il rattrapait ce temps. Je ne sais pas quelle heure il était exactement. »

En principe, Omar aurait dû reprendre le travail à 13 h 30. Il explique qu'il veut rattraper le retard du matin. Il serait arrivé à 8 h 15, donc avec un retard d'un quart d'heure qu'il veut compenser le midi. Là encore, on est face à un point épineux. Car le jardinier a varié dans ses déclarations aux gendarmes. Une première fois, il affirme qu'il est arrivé à 8 heures au mas Saint-Barthélemy. Une seconde fois, il dit qu'il était 8 h 15. Pour autant, dans les deux cas, il maintient être parti de chez lui à 7 h 45. Comme il y a environ dix minutes de trajet... Au procès, Mme Pascal expliquera : « Il est arrivé un peu en retard le matin parce qu'il avait prévu de rentrer chez lui pour déjeuner. Il m'a fait cette déclaration lorsque je lui ai demandé, après le déjeuner. » Mme Pascal se fonde sur les dires d'Omar et non sur ses propres constatations. Elle ne l'a pas vu partir déjeuner le midi – elle pensait que, selon son habitude, il était resté sur place – ni arriver le matin.

Dans sa déposition, Nicole Jacquot, la gardienne de Mme Pascal, affirme qu'« Omar Raddad ne récupérait jamais entre midi et 13 heures », qu'il « n'était pas du genre à faire des heures supplémentaires » et qu'il « ne reprenait jamais son travail avant 13 h 30 ». Omar est-il réellement arrivé en retard ou bien a-t-il inventé cette histoire pour justifier le fait qu'il soit réapparu un peu après 13 heures, après s'être rendu à La Chamade ?

À cet instant, peu après le déjeuner, survient un événement important. M. Roland Boisson croise Omar, le trouve amaigri et les traits tirés. Persuadé qu'il n'a pas mangé, il lui prépare un sandwich et une glace. La scène se déroule un peu après 13 heures. Dans son livre, Jean-Marie Rouart – on ne sait sur quelle base – la déplace « vers 14 heures-14 h 30 ». Il la décrit ainsi : « Roland Boisson descend de la terrasse et il offre une tartine au beurre et une glace au chocolat avec une cuillère et une serviette en papier.

Celui-ci le remercie. Son comportement est semblable à celui des autres jours, respectueux, mais peu expansif. » Pourtant, il est évident que l'on peut interpréter très différemment cette scène. Si Omar est dans cet état, amaigri, les traits tirés, c'est peut-être qu'il n'a pas mangé. Et peut-être aussi qu'il revient de La Chamade. Il est peu probable qu'on se sente dans son assiette si l'on vient de commettre un crime quelques minutes auparavant. Mais dans la bouche de Rouart, son comportement devient « normal » !



Personne ne voit Omar sur la route qui le mène à son domicile, mais personne ne le voit non plus sur le chemin qui mène à La Chamade. C'est ce qui ressort en premier lieu. Jusqu'à ce que plusieurs personnes retrouvent la mémoire. C'est d'abord M. Christian Vellard qui se souvient s'être trouvé en compagnie d'un ami, Jean-Claude Goldstein, sur le chemin de La Chamade, le dimanche 23 juin entre 11 h 45 et 12 h 15. Impossible qu'ils n'aient pas vu passer Omar Raddad. Les deux avocats du jardinier bondissent sur le témoignage. « Cela veut dire que l'assassin se trouvait déjà à l'intérieur de la propriété avant 11 h 45, et alors ça ne peut être Omar puisqu'il a quitté son travail vers 12 h 05. Ou qu'il est arrivé après 12 h 15 et il lui est impossible de commettre le meurtre [...], de se rendre à Cannes et de téléphoner²⁰. »

C'est ensuite Mme Pascal qui se souvient d'un coup de fil anonyme reçu le 24 juin 1991, tard dans la soirée, peu après sa première audition par les gendarmes. Une voix d'homme : « Ah ! Il en a fait de belles votre jardinier. Elle l'a écrit avec son sang. » L'inconnu raccroche.

Mme Pascal dit recevoir cet appel alors que la nouvelle du meurtre n'a pas été communiquée. Quelqu'un était donc au courant. C'est bien la preuve qu'il s'agit d'un coup monté. Du fait de sa proximité avec la victime, Mme Pascal a été interrogée à plusieurs reprises par les gendarmes. Mais cet appel mystérieux ne lui revient en mémoire que mi-décembre, soit six mois après les faits. « Il s'agit

d'une déficience, expliquera la vieille dame au procès, je ne pensais pas que c'était important. »

Le problème de ces deux témoignages, c'est qu'ils arrivent tardivement, très tardivement, ce qui les rend suspects. Ils surviennent plusieurs mois après les faits et alors que souffle dans l'opinion un vent favorable à Omar. Beaucoup de gens – c'est le cas de Mme Pascal – ne peuvent croire à la culpabilité du jardinier. Pour cette femme, qui a connu et apprécié son père, il est tout simplement impossible que le gentil, calme et réservé Omar ait commis un tel crime. Impossible !

Le reste de la famille, ou encore des voisins comme M. Cherif, sont sur la même longueur d'onde. Les milliardaires de Mougins prennent fait et cause pour le jardinier marocain. C'est la révolution. Il faut sauver le soldat Omar ! Le vent de la révolte arrive aux oreilles des gendarmes, qui décident de placer tout ce petit monde sur écoute. Ça papote et ça complot. Multiples coups de fil entre la famille Raddad, femme et belle-sœur, Mme Pascal, les avocats et certains journalistes spécialisés dans le fait divers. Vellard et sa femme font également partie de la croisade. On s'organise. Une rencontre a lieu au mas Saint-Barthélemy. « Mme Pascal, observe Maurice Peyrot dans *Le Monde*, est apparue aux yeux de la justice comme une émule de Miss Marple, menant avec sa famille, des avocats et des journalistes, une enquête parallèle pour innocenter le jardinier. »

M^e Leclerc s'appuiera en partie sur ces écoutes téléphoniques pour rejeter la demande de mise en liberté d'Omar Raddad. Pour lui, elles montrent « l'activité acharnée et désordonnée d'un certain nombre de personnes pour créer un mouvement d'opinion publique favorable à Omar Raddad ».

Nul doute que Mme Pascal et d'autres ont été animés par de nobles sentiments envers Omar Raddad. Quoi de plus naturel que de venir en aide à ceux pour qui l'on a de l'estime ou que l'on aime. Rien à voir avec la démarche de l'autre témoin, Christian Vellard, un retraité de soixante ans, fantasque et attiré par la lumière des projecteurs. On le voit sur TF1, il se répand dans la presse, au

procès il amuse la galerie. « Il n'a rien d'autre à faire », dira un autre témoin. Ses déclarations varient. La date du 23 juin ? Pas sûr, mais « à 90 %, c'est à la fin du mois de juin ». Le créneau horaire ? Au départ, entre 11 h 45 et 12 h 15. Il se réduit à 12 heures-12 h 15. Puis voilà qu'il déclare s'être également trouvé vers midi à la boulangerie dans laquelle Omar Raddad dit avoir acheté du pain. Personne ne l'a vu. Quant à Jean-Claude Goldstein, l'ami supposé être en sa compagnie sur le chemin de La Chamade, c'est simple, il n'a rien vu.

Par la suite, Christian Vellard va s'illustrer de multiples façons. D'abord en répandant le poison du soupçon sur un pauvre bougre qui habite dans une caravane à proximité de La Chamade. Gilbert Foucher, au chômage, souffrant de troubles psychiatriques, a été condamné à deux reprises pour agression et contrebande. Un nouveau coupable idéal ! Vergès, le défenseur des humbles et des opprimés, va se charger de lui tailler un costard sur mesure. Foucher, explique-t-il en substance aux jurés, a fait l'objet de traitements psychiatriques, il déteste les femmes et la richesse. On comprend où il veut en venir. Le grand pourfendeur de la graphologie s'étonne qu'on ne lui ait pas demandé d'écrire « OMAR M'A TUER ». Lui-même a constaté des similitudes entre l'écriture de M. Foucher et celle de Mme Marchal. Par chance, M. Foucher était au Maroc au moment des faits. Sinon, nul doute qu'on aurait livré son nom en pâture !

Qui se ressemble s'assemble. On retrouve le même Christian Vellard mêlé aux rocambolesques aventures du détective Naranjo. Une affaire savoureuse. Naranjo, toujours en quête d'un bon coup, repère un certain Popov, qui n'a qu'un seul tort dans la vie : se prénommer Omar. On l'a compris, c'est celui que Mme Marchal fréquentait en secret et bien entendu celui qu'elle a désigné dans ses inscriptions. Le meurtrier ! La piste du second Omar fera grand bruit avant que le soufflé ne retombe aussi rapidement. Une piste fumeuse comme les autres. Naranjo n'a pas monté le coup tout seul. Un autre conjuré l'assiste : Christian Vellard métamorphosé en photographe. Caché derrière une haie, il était chargé de flasher M. Popov. Sans doute espéraient-ils vendre les photos à *Paris Match* !

Difficile, donc, d'accorder du crédit à ces témoignages. À l'évidence, personne n'a vu Omar Raddad ce dimanche entre 12 heures et 13 heures. Jean-Marie Rouart survole allègrement toutes les zones d'ombre et la complexité de l'alibi d'Omar Raddad. Dans son livre, il accorde quelques lignes au témoignage de M. Vellard et guère plus aux autres.



« C'est un homme lumineux, sans ressentiment. » Jean-Marie Rouart, pourtant grand arpenteur des méandres de l'âme humaine et de ses noirceurs dans ses livres, dresse un portrait sans contraste d'Omar Raddad. Jusqu'à voir en lui, dira-t-il, « une figure christique ». Lui, l'homme de droite, le libéral, franchit le Rubicon et se convertit au rousseauisme de gauche. L'homme est bon, c'est la société qui le pervertit, le mal n'existe pas.

Aveuglé par l'amour qu'il porte à son champion, il oublie que tout homme a sa part d'ombre. Du bout des lèvres, il concède pourtant qu'Omar Raddad avait des problèmes d'argent et qu'il était dévoré par une passion : le jeu. Il admet qu'Omar aime jouer avec les machines à sous et que le jeu « au départ simple distraction, qui lui donnait l'illusion de devenir riche, est devenu une passion ». Mais il modère aussitôt : « Est-ce assez pour dire que le démon du jeu l'habite ? » Rouart laisse entendre que derrière tout cela se cachent peut-être d'autres problèmes. Un racket, par exemple ? De fait, face à ses besoins grandissants d'argent, ses employeurs lui ont posé la question. On verra plus loin la réponse d'Omar. En tout cas, lui-même n'a jamais donné corps à cette hypothèse. Une chose est sûre – et Rouart le reconnaît –, la répétition des problèmes d'argent empoisonne ses rapports avec sa femme. La joie de retrouver ses enfants va être contrariée par les explications qu'il va de nouveau avoir avec sa femme. Car, « pendant son absence à la maternité, il a retiré à la Caisse d'épargne un million de centimes, toutes leurs économies ». Toutes leurs économies ! Cet argent s'ajoute à celui emprunté à ses employeurs. Où est-il passé ? « Il ne veut pas le dire. » Sa femme, excédée, s'en est ouverte à Mme Pascal. C'est

peut-être aussi pour manifester son mécontentement qu'elle est partie à Toulon. Rouart admet tout cela, mais il ne fouille guère davantage. De peur de perdre la foi ?

Pourtant, l'enquête l'a montré, Omar Raddad avait de sérieux problèmes d'argent. Au moment des faits, deux loyers des mois d'avril et mai étaient impayés, alors que sa femme supposait qu'il les avait réglés. Elle-même avait dû payer avec retard le loyer de mars. La famille Raddad loue l'appartement du Lotus depuis décembre 1988. Mais, devant la répétition des retards de règlements, le propriétaire avait demandé à la gérante de l'agence immobilière de récupérer l'appartement. Lors de son audition, celle-ci avait confirmé : « Omar Raddad a toujours eu des difficultés pour payer le loyer. »

L'examen des comptes du couple montre que ceux de Latifa sont bien gérés, faiblement créditeurs sans jamais être en débit. Tandis que ceux d'Omar révèlent des fluctuations importantes depuis les deux années précédentes. « Juillet 1989, 19 000 francs sont retirés. En août, 35 000 francs. En mai 1990, 13 500 francs. En août, 14 000 francs », relèvent les enquêteurs. Au total, près de 80 000 francs seront retirés en un an. À quoi ont-ils servi ? La famille vit chichement, sans voiture, et dépense le minimum pour son intérieur ou ses vêtements.

Pour se justifier, Omar explique à sa femme – et ensuite aux gendarmes – qu'il envoie de l'argent au Maroc. Mais une commission rogatoire internationale menée au Maroc révèle que le compte bancaire d'Omar Raddad est « créancier de la somme de 2 750 francs et n'est plus mouvementé depuis novembre 1990, date à laquelle la somme de 7 095 francs a été débitée ».

Omar ne parle jamais à sa femme de ses transactions bancaires. « Quand j'ai demandé à Omar pourquoi les loyers de mars et avril 1991 n'étaient pas réglés et ce qu'il faisait de l'argent, explique-t-elle aux gendarmes, il m'a répondu qu'il avait envoyé un mandat sur son compte au Maroc. Il me disait que l'argent déposé sur son compte était des économies qui nous serviraient plus tard. »

Omar déclarera également avoir emprunté à son père 4 500 francs pour acheter des affaires pour la naissance du deuxième enfant – né en mai 1991 – et payer le loyer. Mais son père contestera lui avoir prêté cet argent. Mis devant ses contradictions Omar répond alors qu'il empruntait de l'argent à des amis à Cannes. Qui ? Impossible de le savoir.

Dans son livre, il revient sur certains de ces points. Mais les explications qu'il fournit ont une caractéristique commune : elles ne sont pas vérifiables. À propos des 80 000 francs retirés de son compte, voici ce qu'il écrit. « En réalité, cet argent appartenait à mon frère Mohammed qui, n'ayant pas lui-même de compte parce qu'il travaille au noir, dépose son argent sur mon compte. Chaque fois qu'un proche retournait au pays, il me demandait donc de retirer pour lui de l'argent qu'il envoyait à la famille. » Aucune trace, invérifiable !

À propos d'un bijou appartenant à sa femme, une chaîne en or de quarante-deux grammes, qui a disparu de l'appartement alors qu'elle était à la maternité et dont elle soupçonne la revente par son mari, il se dit désorienté. L'accusation tombe au moment où il est en prison. Après réflexion, il lui revient en mémoire qu'il était au Maroc au moment des faits. Un détenu le conseille alors : « La première chose à faire lorsqu'on est accusé à tort est de retrouver ce qu'on faisait au moment du prétendu délit. Le tampon que les policiers ont remis sur ton passeport lorsque tu as passé la frontière est une preuve indiscutable de ta présence au Maroc. » Omar poursuit à l'intention du lecteur : « Quand le juge m'a fait venir dans son bureau, quelques jours plus tard, j'étais donc persuadé que c'était pour reconnaître son erreur. » Sous-entendu : « Il a bien vu le tampon sur mon passeport. » Mais Omar Raddad oublie de préciser au lecteur la chose suivante : quand on lui a demandé de montrer son passeport, celui-ci avait disparu ! Son alibi est invérifiable.

Où passe l'argent dépensé par Raddad ? Dans son rapport, le capitaine Cenci, responsable de l'enquête, note : « Dans le but d'étayer les causes des difficultés financières d'Omar Raddad, nous avons orienté nos recherches dans les milieux du jeu ; plus particulièrement les salles de machines à sous. C'est ainsi que nous déterminons rapidement qu'Omar Raddad a le vice du jeu. »

Interrogés, le directeur du Croisette-Casino de Cannes ainsi que bon nombre des employés de l'établissement déclarent reconnaître Omar Raddad, un habitué des lieux. On le reconnaît également au Ruhl, un casino de Nice où il avait ses habitudes, mais qu'il a cessé de fréquenter.

Interrogé par le juge d'instruction, Omar Raddad minimise sa passion pour le jeu : « Il m'est arrivé effectivement d'aller jouer aux machines à sous. En général, je ne jouais que 100 ou 200 francs et je réinvestissais en jeu le produit de mes gains. [...] Il m'arrivait d'y aller une ou deux fois par semaine, parfois plus du tout pendant un mois. »

Au contraire, la plupart des témoignages, une vingtaine, recueillis par les enquêteurs auprès des employés du casino évoquent une fréquentation assidue. Extraits : « Dès la première parution de l'article de *Nice-Matin*, j'ai immédiatement reconnu, comme bon nombre de mes surveillants, un client habituel des machines à sous », « À mon avis, c'est un joueur qui misait journallement entre 500 francs et 1 500-2 000 francs », « Il fréquentait notre établissement quatre à cinq fois par semaine », « C'était un client habituel », « Je l'ai souvent vu aux machines progressives à 5 francs. »

De son côté, sa belle-sœur a confirmé ses sorties nocturnes. « Dans les semaines où je suis restée chez Latifa, j'ai pu constater qu'Omar sortait au moins trois fois par semaine. Il partait vers 19 h 30 pour rentrer vers 23 heures ou minuit. » Omar expliquera qu'il rendait visite à des amis. Qui ? On ne sait pas. Invérifiable !

Omar Raddad, « figure christique » selon Rouart, fréquentait-il les prostituées ? Au cours de sa garde à vue, il le confirme. La semaine précédant le meurtre, raconte-t-il, il a eu deux relations sexuelles payées 700 francs chaque passe. Les gendarmes procèdent à des recherches et retrouvent deux femmes qui tapinent sur la Croisette. La première dit l'avoir croisé à plusieurs reprises, mais n'avoir jamais eu de rapports sexuels avec lui. Elle se souvient de son regard expressif. L'autre prostituée, Fatima Baghdadadi, définit Omar Raddad comme « un homme froid, pas très clair, un peu déséquilibré dans sa tête, agressif ». Lors de son audition, elle relate la relation mouvementée qu'elle a eue avec lui. « Il est venu un samedi ou un dimanche matin à 6 heures pour me demander si j'étais d'accord pour faire l'amour pour 200 francs. À ce tarif, j'ai refusé. Il est reparti fâché et énervé. Vingt minutes environ après, il est revenu pour me dire qu'il ne trouvait pas d'autre fille et qu'il était d'accord pour la somme de 300 francs. Comme il n'avait pas de véhicule, pour lui rendre service et ainsi m'en débarrasser, j'ai accepté de lui faire l'amour dans mon véhicule ; chose que je ne fais pas habituellement. Il m'a même demandé de lui faire l'amour dans un couloir d'immeuble. Il était très pressant et excité. »

La suite de son témoignage est à l'avenant, peu flatteur pour Omar Raddad. Fatima Baghdadadi explique que son client lui a remis les 300 francs. Elle lui a passé un préservatif qu'il a ensuite jeté par la vitre de la voiture pour dissimuler qu'il avait joui. Elle précise : « C'est à ce moment-là qu'il m'a dit : « Rends-moi mes sous, je n'ai pas joui. » Pour faciliter son départ, je lui ai fait croire que j'appelais un ami qui me protégeait. Le client a remis son pantalon pour partir à pied. Je sentais qu'à un moment donné, il voulait m'agresser. Je pense qu'il voulait très certainement tirer un deuxième coup sans préservatif ou reprendre son argent. En tout état de cause, il était très bizarre et très excité nerveusement. » Quelques jours plus tard, Omar l'accostera à nouveau. Elle l'enverra balader. « Il est reparti, toujours à pied, en colère. »

Devant le juge d'instruction, Omar Raddad revient totalement sur ses déclarations et nie farouchement la fréquentation des prostituées. Ces propos, explique-t-il dans son livre, il les a tenus sur

le coup de la fatigue. « Après plusieurs heures d'interrogatoire, j'étais tellement fatigué que je ne répondais plus aux questions que l'on me posait que par oui ou par non, un peu au hasard, parce que je pensais que c'était le moyen d'en finir plus vite. C'est pour cette raison que j'ai répondu oui, lorsque les gendarmes ont demandé si je fréquentais les prostituées. » Admettons, chacun sait que les conditions de garde à vue sont difficiles et que n'importe qui peut craquer et avouer n'importe quoi. Les exemples ne manquent pas.

On pourrait croire Omar Raddad s'il ne rajoutait cette énormité qu'il va répéter au procès. Interrogé par le président sur sa fréquentation des prostituées, il prétend ignorer comment « on dit "prostituée" en français ». « Allons, allons, je comprends que vous n'employiez pas le mot "péripatéticienne", lui lance le président. Mais, que l'on m'excuse, une pute, vous savez ce que c'est ! » Réponse d'Omar : « C'est un mot que j'ai entendu, mais je ne savais pas ce qu'il signifiait. »

Selon lui, lors de la garde à vue, les gendarmes lui ont montré des journaux de charme. C'est là qu'il a compris. Omar veut sans doute passer pour un agneau, un homme sans tache. Pourtant sa version est contredite par quelqu'un de son propre camp. L'une des auditions recueillies par Moreau concerne précisément Fatima Baghdadadi. D'après son rapport, il précise l'avoir interrogée le 8 février 1995 à 23 h 15, sur le boulevard Alexandre-III. Que dit-elle ? Elle confirme avoir eu dans ses clients un homme dont le signalement correspondait à Omar Raddad. « Cet homme [...] est venu me voir une première fois, mais il n'est pas parvenu à avoir de rapport sexuel. Il m'a demandé le remboursement de la somme de 300 francs qu'il m'avait versée préalablement. J'ai refusé catégoriquement. Quelque temps après, ce monsieur est revenu me voir, mais, échaudée, j'ai préféré ne pas aller avec lui. » En somme, Fatima Baghdadadi confirme la déposition faite par Omar aux gendarmes.

En réalité, le but poursuivi par Moreau n'est pas tant de nier la fréquentation des prostituées – il ne s'agit pas en soi d'un péché mortel, même s'il est punissable selon le Coran – que de gommer l'image désastreuse que son témoignage laisse entrevoir de la

personnalité d'Omar. Car Fatima Baghdadadi a décrit aux gendarmes la face sombre de la figure christique qui illumine Rouart.

Après son arrestation, Omar Raddad a été examiné par le docteur Roure, un psychiatre, et un psychologue, le docteur Courbet. L'un et l'autre ont décrit un sujet présentant une parfaite maîtrise de son contrôle émotionnel. « Ne perdant à aucun moment le fil de l'entretien, faisant preuve d'un sens logique indiscutable », observe le psychiatre. Réserve, d'un caractère méfiant, mais ne présentant pas de troubles psychiatriques ni de tendances à la mythomanie ou au mensonge pathologique. Le second note également un bon contrôle émotionnel, ne présentant pas de signes dépressifs. Un homme normal en somme. Le docteur Courbet note que, « quand il ne travaille pas, il fait le marché, dort, joue avec son fils aîné. De temps en temps, il rendait visite à son beau-frère à Cannes où il a quelques amis. Il aime regarder la télévision, jouer aux dominos, écouter des cassettes de musique arabe ». Au procès, la plupart des témoins parleront d'un homme calme, bon père de famille, aimant ses enfants, sérieux, non violent.

Dans ce tableau idyllique, la description faite par Fatima Baghdadadi fait tache. Le bon père de famille, doux, prévenant, calme, fait place à quelqu'un d'« agressif », de « colérique », « froid, pas très clair, un peu déséquilibré dans sa tête ». On voit tout de suite le danger : Omar peut perdre la tête. Et s'il peut la perdre une fois...

C'est pourquoi le nettoyeur Moreau surgit pour effacer tout cela. Il va s'employer à gommer les aspérités de ce témoignage. Revue et corrigée par ses soins, Fatima Baghdadadi livre une version édulcorée. Toute allusion à une violence potentielle est niée. « Je précise que cet homme, contrairement à ce qui est affirmé dans le procès-verbal rédigé par les gendarmes, ne s'est jamais montré ni "violent", ni "froid", ou "déséquilibré dans sa tête" », déclare la péripatéticienne. Ouf ! La première partie de ses déclarations aux gendarmes était exacte, mais pas la seconde. Ce procès-verbal, explique-t-elle, elle l'avait signé sans le relire, car les méchants gendarmes ne l'avaient pas laissée en prendre connaissance. Pour autant, elle n'a pas davantage signé l'audition de Moreau !

Le détective infirme donc l'affirmation de son client selon laquelle il ne fréquentait pas les prostituées. Au fond, ce n'était pas si grave puisque sa femme elle-même lui donnera l'absolution. Au juge, elle déclare : « Vous m'apprenez dans quelles conditions Omar a eu une relation avec une prostituée. Cela ne me surprend pas. Il a eu raison d'aller voir cette prostituée, puisque je n'étais pas là. »



Quelles ont été les répercussions de sa passion pour le jeu dans la vie quotidienne d'Omar Raddad et de sa famille ? On l'a vu, sa femme est excédée et lui-même est aux abois. Un besoin de plus en plus pressant d'argent se fait sentir. Pour y répondre, le jardinier n'a d'autre solution que de demander de plus en plus souvent des avances à ses deux employeurs, Mme Pascal et Mme Marchal. À l'insu de sa femme, puisque celle-ci déclare lors de son audition par les gendarmes : « Je n'ai jamais vu Omar revenir à la maison avec de l'argent en me disant qu'il s'agissait d'une avance qu'il avait demandée. À mon avis, il n'a jamais demandé d'avance à Mme Pascal et Mme Marchal. »

Omar Raddad travaille trois journées par semaine – lundi, mercredi et samedi – chez Mme Pascal. Une journée, le vendredi, chez Mme Marchal. La première le rémunère à la journée – 400 francs –, la seconde au mois. Mme Pascal : « Depuis qu'Omar était à mon service, je le payais à la fin de sa journée de travail. Cela jusqu'à ce qu'il me demande des avances et où je n'avais plus à le payer du fait qu'il m'était redevable. J'ai consenti ces avances à Omar peu de temps avant que Mme Marchal soit tuée. » Toutes les deux tiennent une comptabilité détaillée des versements effectués. Les paiements sont donc faciles à vérifier. Les investigations démontrent que la première mention d'une avance accordée par les deux femmes apparaît en juillet 1990. Mais, à l'approche de l'été 1991, les choses s'accélèrent.

Le 1^{er} avril 1991, Mme Pascal lui avance tout le mois. Le 5 juin, elle lui fait une avance de 2 200 francs. « Omar m'a présenté une

quittance de loyer en me disant qu'il avait besoin de 2 200 francs pour régler ce loyer. Je me suis fait la réflexion qu'Omar savait parler et se faire comprendre quand il le voulait. Je lui ai donné cet argent en numéraire, en lui expliquant qu'il n'était pas bon pour lui de commencer à demander des avances. » Un peu plus tard, dans la semaine du 17 au 23 juin, Omar revient à la charge. « Il n'était plus le garçon timide et calme que je connaissais. Il voulait une somme similaire à la première, m'expliquant qu'il devait envoyer de l'argent à sa mère au Maroc. J'ai refusé... Omar ne me semblait plus le même. » Roland Boisson, le gendre de Mme Pascal, assiste à la scène.

Aux sommes versées par Mme Pascal s'ajoutent celles de Mme Marchal, elle aussi sollicitée. Le 7 juin, elle lui avance 1 000 francs pour fêter la naissance de son deuxième enfant. Une semaine plus tard, le 14 juin, Omar vient la voir et lui demande 2 500 francs. Liliane Receveau, la femme de ménage raconte. « Le vendredi 14 juin 1991, Omar s'est présenté à la fenêtre de la chambre, c'est-à-dire à la porte vitrée qui était ouverte. Mme Marchal s'est levée et Omar est entré dans la pièce. Par discrétion, je suis allée dans l'antichambre. J'ai entendu la conversation. À un moment donné, j'ai vu Mme Marchal se rendre vers le secrétaire puis revenir vers Omar. Je l'ai entendue dire : "Tu n'auras que 1 500 francs, il faut que je donne 1 000 francs à Liliane." J'ai entendu Omar insister et lui dire : "Non, donne-moi 2 500 francs pour mon loyer ! Donne-moi encore des sous !" » Mme Marchal lui accorde 1 500 francs tout en lui faisant remarquer qu'il a « bien entamé son mois ».

Au total, à la mi-juin, Omar a touché entre 4 700 francs et 6 900 francs²¹. À quoi lui a servi cet argent, sachant que c'est sa femme qui a réglé le loyer ? Omar répond qu'il a envoyé un mandat à sa mère au Maroc. Interrogé, le directeur du bureau de poste atteste « qu'aucun mandat international n'a été envoyé à partir du Cannet-Rocheville par M. Omar Raddad durant le premier semestre 1991 ».

Les deux femmes entretiennent des liens quasi-filiaux avec Omar et sa famille. Son propre père, Abdelsam Raddad, arrivé en France en 1962, a longtemps travaillé pour Mme Pascal avant de passer le flambeau à son fils, en 1985. Omar vient d'arriver en France. Né

dans le Rif, il est le cadet d'une famille de six enfants, trois garçons et trois filles. Sa mère, dont il est très proche, élève les enfants. Le père revient pour les vacances. Omar ne va pas à l'école, vit de petits boulots : commerce, jardinage... C'est un garçon réservé, voire timide. Certains disent sombre et taciturne. L'inverse de sa femme, d'origine sahraouie, née à Toulon, pétillante, volubile, intelligente. Omar l'a rencontrée en 1987, deux ans après son arrivée en France. Ils se marient. Karim, leur premier enfant, naît à la fin de la même année. Après le mariage, le couple habite un studio que Mme Pascal leur a trouvé près de chez elle. Pour qu'il puisse régulariser sa situation, elle lui fait un contrat de travail à durée indéterminée. C'est là qu'il rencontre une femme très élégante et distinguée qu'il a vue arriver en Rolls : Ghislaine Marchal. Elle lui propose de venir travailler chez elle une journée par semaine.

Toutes deux ont beaucoup d'affection pour Omar. C'est pourquoi ces demandes répétées d'argent les inquiètent. Mme Pascal : « Dans la même période, j'ai reçu un appel téléphonique de Mme Marchal, qui m'a dit qu'elle avait sermonné Omar lorsqu'il lui avait demandé une avance. » Mme Marchal apprécie le travail d'Omar, mais se montre « exaspérée par le fait qu'il lui sollicite des avances. Elle m'avait dit qu'il ne fallait pas se laisser faire, pour son bien à lui. » D'un commun accord, elles décident de ne plus accorder d'avance au jardinier. Néanmoins, elles s'interrogent : aurait-il des ennuis ? Roland Boisson, le gendre, lui pose la question : « J'ai demandé à Omar Raddad s'il ne faisait pas l'objet de menaces d'extorsion de fonds, qu'il devait me le dire. Ce à quoi il a répondu : "Mais non, mais non, j'ai un compte au Maroc, j'ai envoyé de l'argent là-bas." J'ai eu la sensation qu'il ne me disait pas la vérité, car il me faisait peur. »

M. Boisson, Mme Pascal et Mme Marchal ignorent que le jeu dévore leur protégé et qu'il l'oblige, en catimini de sa femme, à demander des avances de plus en plus fréquentes. Rouart en conclut que ce n'est pas le jeu et la fréquentation des prostituées qui font d'Omar Raddad un meurtrier. Il a raison. Mais, en estompant les reliefs de sa personnalité, en le présentant systématiquement comme une victime, Rouart donne l'impression d'éviter les sujets qui

fâchent. En lui enlevant sa part d'humanité, il le rend suspect. « Qui est cet homme parfait, quasiment sans défaut ? se demande-t-on. C'est impossible, ça cache quelque chose. » À propos des prostituées, il laisse entendre qu'il s'agit de témoignages destinés « à jeter l'ombre nécessaire sur la personnalité trop simple du jardinier ». Pourquoi ne pas reconnaître qu'Omar fréquentait des prostituées ? C'est le cas de millions de gens dans le monde, ce qui ne fait pas d'eux des assassins.

En réalité, la personnalité d'Omar Raddad est sans doute plus complexe que l'écrivain veut bien le laisser entendre. Il semble rusé, possédant l'art de se faufiler comme une anguille à travers les obstacles, tout en retournant les situations à son avantage. On ne m'a pas vu à la boulangerie. C'est normal, ce n'était pas la bonne. Je ne peux pas avoir volé les bijoux, j'étais au Maroc. Je dois le prouver ? Ah ! mon passeport a disparu.

On retrouve la même ambiguïté avec la question de la langue française. Lorsque Omar est interrogé par les gendarmes, il répond sans problème en français aux questions posées. L'interrogatoire donne lieu à une dizaine de feuillets dactylographiés qu'il signe. Quelque temps plus tard, volte-face, il écrit au juge d'instruction qu'il n'a pas bien compris les questions, qu'il lui faut un interprète. Ses avocats montent au créneau. Ils y voient un motif d'annulation de la procédure.

Dans son livre, Omar explique qu'il parlait peu le français, qu'il comprenait mal ce que lui demandaient les gendarmes et qu'ils refusaient de le croire. Ils auraient donc écrit ce qu'ils voulaient sur les procès-verbaux. Qu'en est-il exactement ? D'un côté, M^e Girard, son avocat, confirme que son français est sommaire. Mais sa femme donne un autre son de cloche. À la maison, dit-elle, la famille parlait arabe et français. Elle ajoute que son mari se débrouille très bien en français, même s'il a parfois du mal à répondre. « Ce que dit ma femme est faux, rétorquera Raddad. Elle n'a jamais dit que nous parlions en français entre nous. » Pourtant, les entretiens avec le psychiatre et le psychologue se sont déroulés en français. Tous les deux ont confirmé qu'il s'exprimait convenablement avec une pensée correcte. « Pourquoi n'avez-vous pas fait appel à un

interprète ? », a demandé M^e Leclerc au psychologue. « Je n'en ai pas eu besoin. L'accusé comprenait et parlait suffisamment le français. » Au procès, M^e Vergès fera appel à un interprète, ce qui prolongera considérablement les débats. Les jurés et l'assistance pensent qu'Omar ne parle pas, ou très peu, français. Mais, à la fin du procès, il surprend tout son monde en s'exprimant de façon assez claire dans cette langue. Beaucoup y ont vu de la part de la défense une stratégie de victimisation.

LE MYSTÈRE DE L'HOMME EN VERT

« Cassante », « arrogante », « assez pingre » : dans son livre, Jean-Marie Rouart dresse un portrait peu amène et parfois contradictoire de Mme Marchal – que, par ailleurs, il n'a pas connue. Auprès de qui s'est-il informé ? Mystère. Il ne le dit pas. On sait seulement qu'il n'a pas eu de contact avec la famille.

« On la respecte, on ne l'aime pas », affirme Rouart. Il ajoute que c'est une « grande égoïste ». Ce qui ne l'empêche pas, deux lignes plus loin, de rappeler qu'elle a prêté un studio à la famille Raddad. Omar lui-même loue sa générosité. Dans son livre, il le rappelle à plusieurs reprises. « Mme Marchal était si gentille avec nous que nous avions le sentiment, Latifa et moi, d'être traités comme ses enfants, plus que comme de simples domestiques. » Au nouvel an, elle pense à leurs étrennes ; lors de la naissance de leur fils Karim, elle fait apporter à l'hôpital des cadeaux à la mère et à l'enfant avant d'organiser chez elle une réception pour toute la famille. Même chose à la naissance du second enfant. « J'ai appris depuis qu'on la disait très près de ses sous. Elle s'est pourtant toujours montrée généreuse avec nous. »

Dans le portrait dessiné par Rouart, l'insinuation et le fiel, marques de l'impuissance, ne sont jamais loin. Ainsi écrit-il que les relations entre Omar et Mme Marchal « ont toujours été sans ambiguïté ». Mais il ajoute aussitôt : « Autant qu'a pu le montrer l'enquête : mais quelle confiance faire à une enquête aussi lacunaire ? » On lit le message entre les lignes : le jardinier était peut-être l'amant de Mme Marchal. C'est une « veuve riche et secrète », précise-t-il. Veuve et riche, sans aucun doute. Secrète ? D'après son fils, elle était plus discrète que secrète. Mais l'évocation d'un « secret » a l'avantage de faire galoper l'imagination et de

nourrir un mystère. La riche veuve cachait sans doute quelque chose. Un amant, une visite cachée, une double vie... Le recours au secret est toujours pratique !



Qui donc est Jean-Marie Rouart, et qu'est-il venu faire dans cette histoire ? Si Mme Marchal a « l'arrogance des grands bourgeois », l'écrivain n'a sur ce point rien à lui envier. Né à Neuilly-sur-Seine, il appartient à une dynastie d'artistes – peintres, poètes et musiciens – riche et célèbre. Henry Lerolle, son arrière-grand-père, était un peintre réputé, collectionneur et ami de Degas, Manet, Renoir et de nombreux impressionnistes. L'une de ses filles épousa Eugène Rouart, fils d'industriel et collectionneur. Parmi ses aïeux, on trouve Julie Manet, fille de Berthe Morisot et nièce d'Édouard Manet, ainsi que Paul Valéry. Le jeune Jean-Marie grandit à Montparnasse dans « un appartement sombre et exigu ». À chaque visite chez son grand-père et ses cousins, il observe « la richesse qui coule à flots ». Méprise-t-il cette caste sociale à laquelle il appartient, comme Mme Marchal, dont il dit : « Elle est cassante, moins avec le petit personnel [...] qu'avec les gens de son rang social » ?

Le jeune Rouart est un garçon torturé qui se destine à la littérature. En attendant la gloire, il collabore à différents journaux, dont *Le Magazine littéraire*. Plus tard, il devient directeur du *Figaro littéraire*. Revenant sur son parcours, sa consœur au *Figaro*, Anne Muratori, le décrit comme « un hussard tourmenté », adolescent meurtri, hanté par l'angoisse de n'être rien, de ne pas exister et qui se laissait fasciner par le goût du désastre, la tentation du néant. Une « nature complexe, pleine de trous d'ombre et de contradictions ». Fasciné par l'échec – il échoue cinq fois au baccalauréat – et taraudé par l'angoisse de vivre²².

Jusqu'à l'âge de trente ans, Rouart se considère comme un « raté », un « écrivain maudit ». Son premier livre sera refusé treize fois. Il confie : « L'impossibilité d'écrire a été pendant dix ans mon calvaire secret. » Et puis arrive le drame : le succès, la

reconnaissance de la société qu'il méprisait étant enfant. À trente-trois ans ! Les médailles tombent, les unes après les autres : prix Interallié, Renaudot, Chateaubriand... sans compter la Légion d'honneur. La respectabilité ! On le compare à Stendhal, Barrès ou encore Drieu la Rochelle. Pas moins !

En 1998, le voilà devenu, à cinquante-quatre ans, le plus jeune académicien français. Il sera intronisé dans la magnifique salle de l'Hôtel de Ville décorée par une fresque peinte par son arrière-grand-père. La boucle est bouclée. « Aussi loin que l'on scrute votre arbre généalogique, c'est au génie que l'on se heurte. » Dans son discours d'introduction, Hélène Carrère d'Encausse caresse le « hussard tourmenté » dans le sens du poil. Sans doute se pâme-t-il sous l'effet.

Revisitant son œuvre, elle rappelle à quel point les titres, ô combien pessimistes, de ses livres – *La Femme de proie*, *Le Voleur de jeunesse*, *Le Goût du malheur*... –, révèlent sa conception profonde de l'existence. « Il est impossible d'aimer et d'être aimé : tel est le sens caché de vos livres. » Elle rappelle également sa fascination pour le malheur, les perdants, les vaincus de la vie qui lui a notamment inspiré sa *Noblesse des vaincus*²³.

« Pour autant, poursuit Mme Carrère d'Encausse, vous n'ignorez pas la vie réelle et vous avez consacré du temps et de l'attention à un homme misérable, tout à l'opposé de vos personnages de roman, un jardinier maghrébin accusé de meurtre. » Témoin inattendu, Omar Raddad, perdant et vaincu de la vie, écoute ce discours académique en compagnie de son avocat, Jacques Vergès, et de l'inénarrable Moreau, qui parvient toujours à se glisser sur la photo.

Dans son discours-fleuve, Hélène Carrère d'Encausse passe au scanner les aspects de la personnalité de Rouart. Mais c'est peut-être Anne Muratori, sa consœur, qui lit le mieux dans son âme. « Son mal de vivre est sans remède », écrit-elle. « Il semble nous dire que l'existence ici-bas n'est tolérable que transcendée par une grande idée qui nous dépasse. » Cette grande idée, le nouvel immortel la découvre dans l'injustice vécue par le jardinier marocain, à la fois « étranger, démuné, déraciné, en butte constamment à

l'honorabilité des grandeurs d'établissement ». Rouart, trop lucide sur les vanités humaines, rêve sans doute d'entrer dans l'Histoire autrement qu'avec une épée et un habit vert, que le temps aura tôt fait de jaunir. « Voltaire défendait Calas, Sirven, le chevalier de La Barre, Zola prenait fait et cause pour Dreyfus », écrit-il dans un article où il loue le courage des écrivains en matière de recherche de la vérité et de défense des droits de l'homme²⁴. Il aurait pu ajouter : « Rouart se bat pour Omar. » Le voilà investi d'une mission.

Cette passion pour la cause a semble-t-il été soudaine, foudroyante. Franz-Olivier Giesbert, à l'époque directeur du *Figaro*, raconte qu'il l'a vu débarquer dans son bureau, « tout remué par l'affaire ». Jean d'Ormesson le confirme : « Il a tout à coup pris feu et flamme. [...] C'est quelqu'un de très passionné, très sensible, à fleur de peau. » D'autres, moins indulgents, parlent de « dame patronnesse », « bon bourgeois dans ses œuvres », « Zorro de salon ». De méchantes langues le cataloguent comme un « champion des renvois d'ascenseurs », mais personne ne conteste sa « sincérité²⁵ ».



Notre Rouletabille en vert rencontre le jardinier à sa sortie de prison en septembre 1998. C'est le coup de foudre. Rouart prend fait et cause, part en croisade, mobilise. Mais, faute d'enquête sérieuse, en mal d'arguments et de preuves, il tombe dans un piège classique

– qu'il se tend tout seul –, la théorie du complot. En France, note ce journaliste du *Canard enchaîné*²⁶, on aime les complots, tellement plus romanesques que les faits. C'est sans doute l'héritage de Descartes et de sa manière de tout soumettre au doute méthodique, y compris l'évidence. La cible de l'académicien est toute trouvée : la famille de Mme Marchal – et, en arrière-plan, l'institution judiciaire.

C'est d'abord « ce mystérieux Gilbert Beaujolin, dont personne n'a évoqué le nom au cours de l'enquête ni au cours du procès »,

qu'il évoque dans son livre. Il s'agit pourtant d'un parent proche de Mme Marchal, puisqu'il avait épousé sa sœur Christine. Grande figure de la résistance, trésorier du réseau Alliance, gaulliste de gauche, ce M. Beaujolin a « le goût des services secrets » et aime les « activités occultes ». Après la Libération, il a mené des vies parallèles. Non seulement se lie-t-il aux personnalités qui financent les partis politiques des IV^e et V^e Républiques, mais on le trouve également à la tête d'un véritable empire d'import-export en Afrique. Rouart digresse longuement sur les liens entre Gilbert Beaujolin, Foccart, Pompidou, un conseiller de Mitterrand, les ventes d'armes et l'Afrique. Avant de conclure : les activités de Gilbert Beaujolin « n'ont sans doute aucun rapport avec le meurtre de sa belle-sœur ». Ah ! Pourquoi nous bassine-t-il avec ça, alors ? C'est que « des enquêteurs et des juges d'instruction scrupuleux, voire indiscrets [...] auraient pu cependant pousser leurs investigations dans la direction de cette mystérieuse nébuleuse ». On comprend le raisonnement. Derrière la condamnation d'un modeste jardinier se cache une affaire d'État. Jean-Marie Rouart a-t-il l'ombre du commencement d'une preuve ? Un bout de papier, un témoignage, une facture... qui laissent entrevoir un lien entre Gilbert Beaujolin, mort en 1993, et le crime de Mougins ? Non, rien ! La théorie du complot se nourrit précisément de la rumeur et de l'absence de preuves.

Non seulement l'institution judiciaire n'a pas fait son travail en ne fouillant pas là où il fallait, mais elle a aussi « couvert deux grosses erreurs ».

La première en accordant l'autorisation d'incinérer le corps de la victime après l'autopsie. Une demande faite à la hâte par la famille. Il faut comprendre : on aurait voulu faire disparaître des preuves que l'on ne s'y serait pas pris autrement. Moreau avait déjà chassé sur ce terrain-là, laissant entendre que le fils de Mme Marchal avait cherché à effacer toute trace de sa propre culpabilité. Selon lui, l'incinération s'opposait à la volonté de la défunte, qui s'était fait construire un caveau au cimetière de Mougins, où reposait déjà son mari. Toutefois, comme souvent, Moreau n'a jamais pu apporter la moindre preuve de ce qu'il avançait. Ni concernant le caveau, acquis

par le mari et non par Mme Marchal, ni concernant l'opposition de celle-ci à l'incinération. Au contraire, plusieurs membres de la famille ont témoigné dans le sens inverse. Mais surtout, le testament de Mme Marchal, daté du 18 février 1990 et ouvert par les gendarmes en présence du juge d'instruction, est explicite sur ce point : « Un enterrement religieux et intime, puis être incinérée, laissant à mon fils le soin de jeter mes cendres où il le décidera. » Sur le fond, dans la plupart des affaires criminelles, le corps de la victime est remis à la famille après l'autopsie.

Autre erreur grave, selon Rouart : la destruction d'une pellicule photographique trouvée par les gendarmes à La Chamade. « Peut-être ces photos ne présentaient-elles aucune information pour l'enquête. Qui peut le dire aujourd'hui ? », interroge l'écrivain, qui semble ignorer le contenu de la pellicule. Le directeur d'enquête s'en est expliqué au procès. L'appareil a été trouvé dans la chambre de Mme Marchal ; le laboratoire Flash Services de Cannes a développé la pellicule qui comportait onze clichés. Qu'y voit-on ? Plusieurs vues de La Chamade et de deux femmes, Francine Pascal et Colette Koster. Photos vraisemblablement prises le mercredi précédant le crime lors d'un déjeuner chez Mme Marchal. Détruire ces photos n'avait rien d'illégal en matière de procédure criminelle puisqu'elles n'étaient pas utiles à la manifestation de la vérité. Le juge d'instruction a donné son accord. Rouart n'a pas tort, sans doute eût-il été préférable de s'abstenir. Ne serait-ce que pour couper court à toute divagation, telle que des affabulations sur « des photos prises dans les jours qui ont précédé le meurtre, au cours desquels Mme Marchal semble avoir eu un mystérieux rendez-vous ».

Ah ! le rendez-vous secret ! Il revient en boucle dans cette affaire nourrie essentiellement par la déclaration d'une femme de ménage à qui, chose inhabituelle, sa patronne avait donné congé le lundi. « Pourquoi ? », lui demande-t-on. L'employée reste assez vague, donne plusieurs versions. « Elle devait être absente », « Je pense qu'elle avait prévu un dîner à l'extérieur avec des amis », « Elle partait en voyage, en Italie je crois ». Au procès, elle parle d'un appel téléphonique que sa patronne a reçu le samedi. « Quelqu'un a appelé pour dire qu'elle allait venir la chercher ; je ne sais pas qui a

appelé, c'était une femme. » Elle ajoute : « J'ai pensé qu'elle était invitée et qu'elle devait partir loin. » Vergès fait grand cas de cette histoire, qu'il métamorphose en rendez-vous secret. Le romancier Rouart reprend le flambeau, évoquant « un grand mystère » dans l'emploi du temps de Mme Marchal, qui aurait prétexté un voyage qui ne pouvait avoir lieu. Il en conclut d'abord que la riche veuve voulait être seule. Puis il monte en puissance. En réalité, elle désirait « demeurer sans témoin » pendant trois jours. Question lancinante : « Pourquoi ? » Voulait-elle recevoir un ami, un homme d'affaires, un banquier, un amant italien ? Une chose est sûre, elle cachait quelque chose et l'enquête n'a pas cherché à savoir quoi.

Cette histoire de rendez-vous a été mélangée à toutes les sauces. Les choses sont pourtant très simples. Il y a des faits objectifs, concrets, qui coupent court à toutes les divagations. Le dimanche, Mme Marchal est attendue chez les Koster pour déjeuner. C'est un fait. La femme de ménage n'est pas de service ce jour-là. Le lundi, elle lui donne congé. Pourquoi ? On ne sait pas et l'on peut se perdre en conjectures sur ce sujet. Sans doute veut-elle être seule avec son amie Erica Serin pour se dorer au soleil près de la piscine. Peu importe en réalité, il est incontestable que celle-ci était attendue à La Chamade le lundi. Et qu'elle s'y est rendue. C'est un fait. À la lumière de ces éléments, il paraît évident que Mme Receveau a mal entendu ou mal compris, ou encore mal interprété. Sa patronne n'a pas pu envisager de partir en voyage, puisqu'elle attendait son amie le lendemain. C'est un fait également. Rouart dit qu'aucune recherche n'a été menée pour connaître l'identité du propriétaire de la voiture immatriculée en Suisse stationnée devant le portail de La Chamade. Il confirme surtout qu'il ne connaît qu'approximativement le dossier. Il a clairement été établi que cette voiture était celle de Mme Koster. Il n'y a aucun mystère là-dedans.

Autre cible de choix dans la famille, le bâtonnier Bernard du Granrut, beau-frère de la victime. Rouart, du haut de son prestige d'académicien, lance à son tour son *J'accuse*. « Le jardinier marocain a eu en face de lui la famille de Mme Marchal, notamment le bâtonnier du Granrut, personnalité tout à fait honorable, mais qui a pesé de tout son poids dans la balance de la justice. » Pour Rouart,

il ne fait aucun doute que l'enquête contre Omar a été téléguidée par la famille. Dans son viseur, le bâtonnier du Granrut qui, en sous-main, manœuvrait pour empêcher la révision du procès d'Omar Raddad avec l'aide de trois grandes figures de la « gauche bien-pensante » : M^e Lyon-Caen, M^e Kiejman – ancien garde des Sceaux socialiste – et M^e Henri Leclerc – président de la Ligue des droits de l'homme. Pour Rouart, M^e Henri Leclerc, choisi par la famille pour défendre ses intérêts, est au cœur du complot. Il lui reproche de ne pas avoir hésité à donner « la bénédiction des droits de l'homme à ce que chacun s'accorde à considérer comme une erreur judiciaire ».

M^e Henri Leclerc, dont Rouart reconnaît la « carrière de militant acharné en faveur des libertés », qui a défendu Cohn-Bendit, les militants de la gauche prolétarienne, le journal *Libération*, les syndicats paysans... Cet homme, d'une « extrême rigueur morale et intellectuelle, une force jamais vaincue, une humanité chaleureuse, une compétence contestée par personne », est désormais accusé de « pactiser avec ceux qu'il a toujours combattus : les héritiers du grand capital, les grands bourgeois, et cela non seulement pour abandonner la cause des déshérités pour lesquels il s'est si vaillamment battu, mais la combattre » ?

Pourquoi l'investigateur Rouart n'a-t-il pas cherché à rencontrer M^e Leclerc, afin de l'interroger sur le motif de sa présence aux côtés de la partie civile ? Sa réponse est très simple : « Je l'ai fait par amitié pour le bâtonnier du Granrut, un ami de longue date. » Il s'en expliquera au procès. « J'assure la défense d'une vieille dame, Germaine de Renty, qui fut déportée et qui était âgée de dix-neuf ans lorsqu'elle a donné naissance à la victime. J'assure la défense de Christian Veilleux qui, à travers les rapports de médecine légale, a découvert l'horreur. Je plaide pour le bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, qui me l'a demandé pour sa famille. Lorsqu'il me l'a demandé, il savait qui j'étais, que je ne m'attaquerais pas à l'homme en face de moi, que je ne demanderais pas la vengeance de la justice, mais la justice. Omar Raddad est accusé, mais il est présumé innocent. C'est un homme égal en dignité à la victime, Mme Ghislaine Marchal. Il a droit à la présomption d'innocence.

Ghislaine Marchal avait, elle, le droit de vivre. » Le président de la Ligue des droits de l'homme, organisation au service des plus démunis, devait-il renoncer à défendre par amitié la cause d'une famille parce qu'elle était riche ? Je n'ai pas compétence pour répondre à cette question éthique. Rouart, oui ! Sans même l'interroger, il liquide le ténor du barreau, le range dans la catégorie des traîtres au même titre que Serge July, inféodé à la famille Riboud, d'Henri Weber, ancien trotskiste passé au cabinet de Fabius, ou de Roland Castro, ancien gauchiste reconverti avec succès dans l'immobilier. Tous, selon lui, ont perdu leur idéal de jeunesse.

Rouart, que l'on n'a jamais vu auparavant sur les barricades, s'érige en procureur, distribue les bons points. « Cela fait beaucoup de gens "honorables" en face d'un petit jardinier marocain », observe-t-il. Il oublie de mentionner que le petit jardinier a bénéficié de l'appui du roi du Maroc, du prince Moulay Hicham, de deux détectives – controversés, certes, mais quand même –, de trois avocats qui ont fini par s'effacer devant le meilleur d'entre eux, ou supposé tel : Jacques Vergès. Quant aux conditions de la clémence partielle accordée par Jacques Chirac, elles n'ont jamais été très claires. S'agissait-il de contenter le roi Hassan II, qui effectuait à ce moment sa première visite en France depuis dix ans ? Ou d'un échange de bons procédés ? Toujours est-il que, quelques jours après la grâce présidentielle, le roi renvoyait l'ascenseur en libérant un prisonnier, Abdelhadi M'rini, homme d'affaires marié à une Française. Le businessman purgeait une peine de dix ans de prison pour « complicité » dans l'affaire Tabet, du nom d'un commissaire des renseignements généraux de Casablanca condamné à mort et exécuté en 1993 pour viol avec violences sur plus de cinq cents femmes. À l'Élysée, on fera savoir que ce dossier faisait partie des cas individuels évoqués lors des entretiens entre le président et le roi.

Revenons à Jean-Marie Rouart. Tout à sa croisade, il s'enflamme. Sous sa plume, Omar Raddad devient « le prisonnier le plus célèbre de France [...], un moderne Masque de fer [...] prisonnier de la raison d'État ». « Pourquoi est-il en prison ? »,

lance-t-il à la cantonade, alors que l'enquête menée par Moreau a révélé « de nouvelles pistes, inexplicablement ignorées par la police, qui permettraient de l'innocenter ». Il ne faut pas chercher très loin. C'est qu'Omar Raddad « apparaît de plus en plus comme un condamné qui dérange, qui gêne ». Le remettre en liberté risquerait d'ébranler le système judiciaire. « En le maintenant en prison, on recule l'heure inévitable de la vérité, de la clarté. » Rien que ça !

Le meilleur est à venir. Le 26 juin 2001, Jean-Marie Rouart publie dans *Le Figaro* un éditorial où il est question de « complot et d'obstruction », avant de préciser sa pensée : « Que la famille Marchal ait orienté depuis le début de l'affaire les soupçons vers Omar Raddad, c'est, hélas, son droit, même si l'on pense qu'elle eût été mieux inspirée en tentant de diriger les investigations vers la recherche de la vérité. » Un peu plus loin dans le même article, Jean-Marie Rouart met en cause le fils de la victime, coupable à ses yeux d'un comportement étrange : celui d'être resté silencieux face aux médias. La famille, toujours la famille, encore la famille !

✱

Précisément, la famille commence à se fatiguer des jérémiades de l'académicien. La liberté d'expression, d'accord, à condition de s'appuyer sur un minimum de preuves ! Le 8 février 2002, la famille l'invite à se présenter devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris. Motif : diffamation.

Le Tout-Paris s'y presse. Que du beau linge ! Parmi le parterre d'écrivains : Patrick Besson, Raphaëlle Billet-doux, Jean d'Ormesson, Philippe Tesson, etc. On badine, on salue, on se fait des clins d'œil. Et bientôt, on entre dans le vif du sujet.

M^e Georges Kiejman, qui a succédé à M^e Leclerc en tant qu'avocat de la famille, rappelle les faits : le contenu des articles de l'académicien et la mobilisation des intellectuels. On attaque à fleurets mouchetés. Georges Kiejman rappelle que peu après la condamnation d'Omar Raddad, Jean-Marie Rouart a créé un comité

de soutien et mobilisé une quarantaine d'intellectuels : Henri Troyat, Jean d'Ormesson, Maurice Rheims, Erik Orsenna, François Nourissier, Robert Sabatier... Des professionnels de la pétition, qui signent à peu près tout les yeux fermés, laisse-t-il entendre. Puis, sur un ton doux et tendre :

— À la tête de ces intellectuels, qui avaient en commun de tout ignorer du dossier d'instruction, se plaça très vite un monsieur Jean-Marie Rouart, dont on n'avait jamais constaté jusque-là un quelconque zèle à poursuivre les erreurs judiciaires et à combattre le racisme. Jean-Marie Rouart ne connaît pas le dossier, il n'a d'ailleurs pas assisté au procès, mais il était convaincu de l'innocence d'Omar Raddad.

Puis l'avocat se fait cinglant. À propos de l'éditorial incriminant la famille :

— Jean-Marie Rouart, se campant dans la stature du Zola de Dreyfus, et avec les moyens qui, hélas, sont les siens, a cru devoir publier un article auquel – faute de pouvoir lui donner le titre « J'accuse » – il a donné plus modestement celui-ci : « Omar : l'espoir enfin... »

L'accusé réplique en traitant l'avocat d'« ancien sous-garde des Sceaux ».

— Je n'ai jamais été qu'un modeste délégué à la justice, rétorque Kiejman en souriant.

Il poursuit sa charge.

— Personne ne songerait à reprocher à ceux qui croient à l'innocence de M. Omar Raddad de faire campagne en sa faveur. Encore faut-il le faire de bonne foi et sans mettre en cause des tiers dans des conditions diffamatoires. Ce n'est pas le choix de M. Rouart, qui ne craint pas d'écrire : « Car ce qui constitue ce qu'on appelle désormais "l'affaire Omar Raddad" ne tient pas uniquement au doute que l'on a sur sa culpabilité... Elle tient aux efforts qui ont été faits pour que la lumière n'apparaisse jamais. Lâchons de grands mots : il y a eu complot et obstruction... »

C'est au tour du président du tribunal de s'adresser à Jean-Marie Rouart.

— Sur quels éléments vous êtes-vous fondé pour dénoncer un complot ?

Réponse de l'accusé :

— Il est exorbitant, dans une démocratie, qu'une famille décide de qui est coupable ou pas et qu'ensuite la justice suive l'avis de cette famille [...]. En dehors d'elle, qui croit encore à la culpabilité d'Omar Raddad ?

— Quels rôles ont donc joués les membres de cette famille dans ce complot ? demande à son tour M^e Kiejman.

Jean-Marie Rouart évoque les ratés de l'enquête et un « complot inconscient ». C'est court, trop court. Dans son livre, il évoquait des appels téléphoniques de personnages importants qui ne laissent aucune trace, des influences, des pressions de toutes sortes, du « Cher ami », du « Cher collègue », du « Je ne suis pas raciste, mais... », du « Votre journal devrait être plus modéré dans la défense de Raddad », etc. Mais lorsqu'on lui demande « Qui ? », « Où ? » et « Quand ? », il est sec. Aucun document, aucun élément concret, aucune preuve.

— Monsieur Rouart, demande alors le procureur, agissiez-vous en tant qu'académicien ou comme journaliste ?

Une belle perche tendue. L'immortel ne rate pas l'occasion de mettre ses pas dans ceux de l'Histoire et de ses grands hommes.

— Le sentiment de la justice dépasse ces qualités, répond-il. Que faisait Mauriac quand il dénonçait la torture, ou Voltaire ? Dans cette affaire, ma sincérité n'a jamais été mise en cause.

Rouart se promène avec sa sincérité sous le bras comme un gage de vertu. Je peux dire n'importe quoi puisque je suis sincère.

Après cette passe d'armes, le bâtonnier Bernard du Granrut, beau-frère de la victime, évoque, la voix chargée d'émotion, le supplice vécu par Mme Marchal. Un peu de légèreté revient dans le

prétoire lorsque Jean d'Ormesson et M^e Georges Kiejman dissertent à bâtons rompus sur l'objectif poursuivi par Jean-Marie Rouart dans sa croisade. Jean d'Ormesson explique que, journaliste au *Figaro*, il avait publié deux enquêtes sérieuses. L'une sur les pétroliers, l'autre sur les prostituées. En défendant Omar Raddad, défendait-il en réalité son ambition d'être élu à l'Académie française ? « S'il l'a cru, répond Jean d'Ormesson, il se trompait lourdement. L'Académie aime les puissants. » Autrement dit, le sort d'un modeste jardinier ne l'intéresse pas. Georges Kiejman reprend la balle en faisant référence aux fréquentations des prostituées reprochées à Omar Raddad. « L'Académie française n'aime pas les prostituées ? », demande-t-il. Jean d'Ormesson malicieux : « Si, si elle les aime, mais elle les cache très, très soigneusement. »

Thierry Lévy, avocat de l'académicien, plaide « la totale et absolue bonne foi de son client ». Il a agi « sans intérêt personnel ni malveillance » et « au service d'une conception élevée de la justice ». Georges Kiejman demande quant à lui, « en l'absence de preuve et d'enquête sérieuse », l'insertion du jugement et des dommages et intérêts pour chacun des membres de la famille.

*

Le verdict tombe. L'immortel est condamné pour avoir « diffamé publiquement » quatre personnes. Le tribunal lui reproche principalement une absence de sérieux dans son enquête, non contradictoire et réalisée à partir « d'éléments épars, incomplets et dont la recherche n'est surtout que la conséquence d'une conviction et non son préalable ». Selon le tribunal, le sens de la justice de M. Rouart « présente une singularité certaine par rapport à celui que la loi exige, caractérisé par l'absence de préjugés et une appréciation équilibrée des éléments soumis ». S'ajoute à cela le fait d'avoir raconté le procès sans y avoir assisté, et le manque de réserve vis-à-vis de la famille. « En sa qualité de journaliste et, au surplus, de membre de l'Académie française, il se devait [...] de s'abstenir de mettre en cause publiquement de façon aussi grave les parties

civiles, dès lors qu'il n'y avait aucun élément lui permettant de le faire. »

Au titre de sa condamnation, l'académicien a dû publier dans trois journaux, sur un quart de page à droite, l'insertion judiciaire suivante « Jean-Marie Rouart condamné ». Des mots imprimés « en caractères gras noirs sur fond blanc, d'un demi-centimètre de hauteur ». M^e Georges Kiejman voulait aggraver la punition en demandant qu'il soit précisé « Jean-Marie Rouart de l'Académie française condamné », mais le tribunal ne l'a pas suivi dans cette voie.

En outre, il a été tenu de régler les frais d'insertion de l'article dans les journaux, soit 4 500 euros, de payer 9 000 euros d'amende, de verser 12 000 euros de dommages et intérêts à Christian Veilleux, le fils de la victime, et 7 500 euros à chacune des sœurs de Ghislaine Marchal, Christiane et Claude, ainsi qu'à Bernard du Granrut, son beau-frère.

L'écrivain s'est dit surpris par la sévérité de ce jugement et par la mise en cause de son travail journalistique. La peine sera confirmée en appel. « J'ai parlé d'un complot familial. Peut-être le terme ne convenait-il pas », reconnaît-il. Le lendemain, *Libération* titrait : « Le petit marquis rattrapé par son complot. » Le journal se montrait sans pitié pour celui qui voulait rassembler les intellectuels et la gauche.

LE MARCHAND DU TEMPLE

En septembre 2008, dans le cadre du documentaire sur Omar Raddad, je sollicite Jean-Marie Rouart pour une interview. Il accepte immédiatement. L'entretien a lieu le 16 septembre, à proximité de son domicile, rue de Grenelle, à Paris.

Je découvre un homme concentré sur son sujet et indiscutablement sincère. Mais une chose me saute immédiatement aux yeux : sa connaissance du dossier laisse à désirer. Je manque avaler mon micro quand il m'explique, avec un léger chuintement giscardien, qu'« Omar est innocent, tous les sondages le disent ». Il prétend également que Mme Pascal n'a pas été interrogée par les gendarmes, alors qu'elle est la première personne qu'ils ont entendue dès la découverte du meurtre, le lundi 24 juin vers 22 heures. Compte tenu de sa proximité avec Mme Marchal, elle fut interrogée ensuite à plusieurs reprises. Son audition a été enregistrée le 8 août.

Jean-Marie Rouart revient également sur le rôle de la famille de la victime – en pesant ses mots, dit-il, du fait de sa condamnation. Il n'en démord pas : « Le monde judiciaire était impressionné par la personnalité du beau-frère de la victime, le bâtonnier du Granrut. » Pour lui, cela ne fait aucun doute : « Ça a pesé. » Quant à la gauche – la presse, SOS Racisme... –, elle n'était pas favorable à Omar Raddad. Un an auparavant, Jacques Vergès avait défendu Klaus Barbie. Cela n'arrangeait pas les choses. Un journal que je voulais sensibiliser à l'affaire Raddad m'a répondu : « Ça n'est pas possible, il est défendu par Vergès. » À la suite de ce refus, l'académicien met en branle les intellectuels, qui d'ailleurs « ont formidablement bien réagi ». Ce qui prouve à ses yeux que les écrivains, que l'on dit enfermés dans leur tour d'ivoire, sont concernés par ce qui les

entoure. Ils vont voir Jacques Toubon, ministre de la Justice à l'époque, pour lui demander une révision dans l'intérêt de la loi. Mais font chou blanc. « Il a préféré créer un musée de l'immigration », ironise-t-il.

On en vient aux raisons qui lui font croire à l'innocence d'Omar Raddad.

— Sur quoi repose votre conviction ?

— Elle est étayée par des faits, répond-il.

Mais, on va le voir, il confond – ce qui est assez étonnant chez un homme indiscutablement cultivé et intelligent – faits et opinions.

— Omar n'avait aucun intérêt à tuer Mme Marchal, explique-t-il. Au contraire, il avait tout intérêt à ce qu'elle vive. Sans compter les liens quasi familiaux.

Soit ! Mais Jean-Marie Rouart semble ignorer qu'Omar Raddad n'a pas été condamné pour assassinat, qui suppose une préméditation, mais pour meurtre. Les journaux sont remplis d'histoires de gens qui, ayant perdu la tête, ont agressé ou tué un proche, un patron, un mentor, un membre de leur famille, quelqu'un qu'ils aimaient ou qui les faisait vivre. Bertrand Cantat n'avait aucun intérêt à tuer Marie Trintignant.

Autre argument, encore moins convaincant me semble-t-il : « On ne devient pas criminel du jour au lendemain. Omar n'a pas le profil, c'est quelqu'un de calme. » Même contre-argument. La plupart des homicides volontaires sont commis par des gens sans antécédents judiciaires. Les mêmes phrases reviennent souvent après le meurtre : « On n'aurait jamais cru ça de lui », « Il était gentil », « Elle était aimable, tranquille... Qu'est-ce qui lui a pris ? » Les meurtriers ne portent pas de signes distinctifs sur le visage qui permettent de les reconnaître, comme on l'a supposé au XIX^e siècle. Ça se saurait !

« Si Omar avait agi sur un coup de sang, poursuit Rouart, il aurait fui, se serait expatrié. Au lieu de ça, il est resté, n'a pas opposé de résistance aux gendarmes. » Difficile de préjuger de l'attitude de

quelqu'un après un meurtre. Certains se rendent à la police, d'autres s'échappent, d'autres nient et restent sur place, d'autres encore avouent avant de se rétracter. Fuir, c'est à coup sûr signer sa culpabilité. De plus, où Omar aurait-il pu filer ? Sans argent, il ne pouvait aller très loin. Au Maroc ? Il est probable qu'il y aurait été cueilli un jour ou l'autre.

✱

L'interview file bon train, puis se termine. *Off*, je lui pose cette question :

— Si le coupable n'est pas Omar Raddad, qui est-ce ? Avez-vous une idée ?

— Ce n'est pas mon problème, je ne suis pas justicier, répond-il avec raison. C'est à la justice de s'en occuper. Le fait qu'un coupable soit en liberté me choque moins que s'il y a un innocent qui a été condamné.

Mais, quelques secondes plus tard, il me fait cette confidence : « Mme Marchal faisait partie de l'Ordre du Temple solaire. Ils l'ont tuée, j'en suis convaincu. » Je manque d'avaler une seconde fois mon micro.

Rouart me raconte tout en détail. Il a été mis dans le secret des dieux lors d'une longue conversation avec un dénommé Guy Mouyrin. Début 2002, cet homme de cinquante-cinq ans s'est spontanément présenté à la police, en expliquant qu'il avait d'importantes révélations à faire sur le crime de Mougins.

Selon lui, Mme Marchal aurait appartenu à la célèbre secte de l'Ordre du Temple solaire, connue par ailleurs pour ses massacres et suicides collectifs entre 1994 et 1997. M. Mouyrin en sait quelque chose : il était le chauffeur particulier de Joseph Di Mambro, le gourou de la secte. Pour preuve, il fournit force détails. Le lundi 24 juin, vers 11 h 45, explique-t-il à la police, il aurait conduit trois personnes devant La Chamade, dont Dominique Bellaton, la maîtresse de Di Mambro, et Joël Egger, un adepte de l'OTS. Il ne

connaissait pas la troisième personne, un inconnu d'environ trente-cinq ans, qu'ils seraient passés prendre à Toulon avant de rallier Mougins.

« J'ai conduit, mais je ne savais pas ce qu'ils allaient faire. [...] Je pensais qu'il s'agissait d'un simple encaissement d'argent pour l'OTS. » Mouyrin dépose le trio, repart et revient vers 14h15 pour le récupérer. Entre-temps, on l'imagine, ils ont commis leur forfait et massacré Mme Marchal – sans doute parce qu'elle refusait de payer sa cotisation. Et puis, bien sûr, ils ont pensé à maquiller leur crime. « Voyons, comment pourrait-on procéder ? » C'est alors que l'un d'entre eux a une idée de génie :

1) « On va désigner un faux coupable, en écrivant de façon très claire son nom sur une porte, puis de façon beaucoup moins lisible sur une autre porte, avec une écriture penchée, comme si Mme Marchal l'avait écrit en agonisant. »

2) Une question se pose alors : « Quel est le nom du faux coupable que nous allons choisir ? » Bien malin qui pourrait dire comment le nom d'Omar a pu sortir du chapeau. Sans doute un don d'extralucidité de l'un des membres de la secte a-t-il permis de voir qu'il se trouvait dans les parages.

3) « Ce n'est pas tout, les gars, poursuit le petit génie du mal, maintenant nous allons partir en fermant la porte de la cave de l'extérieur, mais tout en laissant croire qu'elle l'a été de l'intérieur par la victime elle-même. — Quelle idée géniale ! s'exclament les autres. Mais comment faire ? — C'est très simple. L'un d'entre nous va attraper le lit pliant en fer et, tout en refermant la porte, va le positionner derrière de façon à ce qu'il fasse obstacle à l'ouverture. En même temps, il va aussi poser sur ce même lit un tube métallique long d'un mètre et de un centimètre sept de diamètre qui, en retombant du lit de fer, va venir se coincer en bas dans l'angle gauche de la porte, là où se trouve un espace de quelques centimètres. — Génial, les gars ! Mettons-nous au boulot ! »

On l'aura compris, c'est du Grand Guignol. Et pourtant, on arrive à berner un académicien et l'opinion publique avec de telles

balivernes. Que Jean-Marie Rouart puisse gober pareille faribole en dit long sur sa naïveté.

Le 28 janvier 2002, Guy Mouyrin est accueilli en grande pompe sur le plateau de l'émission de Thierry Ardisson. Il raconte, devant un parterre de journalistes admiratifs, que Mme Marchal a été recrutée par l'OTS lors d'une cure de revitalisation dans une clinique suisse. Apporte-t-il un seul élément de preuve pour étayer son propos ? Non – personne ne lui demande, d'ailleurs. Quant à Jacques Vergès, il se félicite de cette nouvelle contribution « éclairant des questions restées sans réponses ». Selon lui, ce témoignage coïncide avec celui de Salem El Ouaer, l'ouvrier tunisien qui a vu un 4x4 dans la cour de La Chamade en début d'après-midi. On voit que les scénarios diaboliques sont à géométrie variable. Au besoin, Pierrot le fou et son complice laissent place au Temple solaire.

Personne, semble-t-il, ne cherche à savoir qui est ce Guy Mouyrin, surgi du néant plus de dix ans après les faits. Pourtant, en fouillant un peu, on trouve des informations intéressantes qui éclairent son témoignage. En 1998, Arnaud Bédaric²⁷, un journaliste suisse, s'est penché sur le cas de ce monsieur qui, à l'époque, se faisait appeler Georges Leroux, ou « monsieur Guy ». Un an auparavant, deux journalistes de Channel Four révélaient que la princesse Grace de Monaco avait appartenu à l'Ordre du Temple solaire. Un scoop mondial devant pour beaucoup aux révélations de monsieur Guy, qui prétendait déjà avoir été le chauffeur de Di Mambro et fournissait, comme dans l'affaire Omar Raddad, force détails.

Selon lui, la princesse Grace aurait été initiée à l'Ordre durant l'été 1982, dans un prieuré de la région du Beaujolais qui aurait appartenu à la secte. Une déclaration qui pose problème, observe Arnaud Bédaric, qui a enquêté sur la secte, dans la mesure où « l'OTS en tant que tel a été créé à Genève en 1984 », soit deux ans après l'ordination supposée de Grace Kelly.

De surcroît, aucun des anciens adeptes de la secte n'a gardé le moindre souvenir de monsieur Guy. Pas de quoi démonter le

personnage. « C'est normal, répond-il, ceux que j'ai rencontrés sont tous morts dans les massacres. » Ceux qu'il a accompagnés à La Chamade également ! Vraiment pas de chance, personne ne pourra confirmer ses dires ! Ce n'est pas le seul point commun dans les deux affaires. L'OTS serait derrière la mort de Mme Marchal, mais aussi derrière celle de Grace Kelly, tuée par la mafia italienne. Monsieur Guy est à proximité lorsque Mme Marchal meurt. Même chose en 1994, il accompagne Di Mambro durant ses dernières heures. À cette occasion, il a d'ailleurs rencontré François de Grossouvre, conseiller de François Mitterrand, pourtant déjà mort depuis cinq mois, le 7 avril 1994. Bien entendu, il est incapable de produire la moindre preuve de ce qu'il avance.

Arnaud Bédât, qui le rencontre sur son lieu d'habitation – une HLM jaunâtre dans la partie française de la banlieue de Genève –, le décrit ainsi : « Un look de caïd marseillais, taille moyenne, cheveux et regard noirs [...], voix grave, fort accent du Midi. » Il est né à Mende (Lozère) et non, ainsi qu'il le prétend, comme Jo Di Mambro à Pont-Saint-Esprit. Il n'est connu dans la région que d'un supermarché où il livre des fleurs trois fois par semaine.

En revanche, les services de police, les tribunaux et les prisons suisses le connaissent bien. « En 1979, il est condamné pour chantage alors qu'il travaille à l'OMS, ce qui lui vaudra d'être interdit sur le territoire suisse. » Mouyrin a surpris un fonctionnaire de l'organisation avec sa secrétaire dans des postures compromettantes. Il les a photographiés avant de tenter de les faire chanter. De retour en France, notre homme gère à Divonne une boîte de nuit qui ferme assez rapidement. Il passe au commerce de fleurs. Ses magasins ferment les uns après les autres. Il fait des allers-retours en Suisse. « En 1997, il est condamné par contumace à dix-huit mois de prison fermes par le tribunal du district de Lausanne pour vols, recels, escroqueries, utilisation frauduleuse d'ordinateurs dans les titres. » Rien que ça !

Voilà donc le personnage sur lequel Jean-Marie Rouart, reconverti journaliste d'investigation, s'appuie pour donner crédit à la seconde thèse du scénario diabolique. Guy Mouyrin lui a détaillé toute l'histoire au cours d'un long entretien qu'ils ont eu ensemble

peu avant l'émission d'Ardisson. Après l'interview, il me met dans la confidence. Je l'écoute, puis je lâche :

— Guy Mouyrin n'a pas pu se trouver sur les lieux le lundi 24 juin à 11 h 45 et ensuite à 14 h 15.

— Pourquoi ? demande Rouart, interloqué.

— Parce que, ce jour-là, il y avait plusieurs personnes devant La Chamade. Mme Serin, l'amie de Mme Marchal, se trouve à 11h45 devant le portail. Elle n'aurait pas manqué de remarquer la grosse berline conduite par Mouyrin, d'autant que le chemin ne laisse passer qu'une seule voiture. Ensuite, M. Agatti, de la société de surveillance AGM, arrive sur les lieux à 14 h 10 mandaté par Mme Pascal. Il inspecte la propriété, la maison... Impossible que les membres de l'OTS soient présents sans qu'il les remarque.

Le Rouletabille en vert me regarde avec des yeux ronds. Il ne connaît pas le dossier, mais sa foi est inébranlable.



D'un côté, un détective qui se prend pour un romancier. De l'autre, un romancier qui néglige de mener une enquête digne de ce nom. On n'est pas aidé !

Si l'on en croit les deux versions diaboliques développées par Moreau et Rouart, il y avait un monde fou à La Chamade ce lundi 24 juin 1991. Faisons les comptes : un premier groupe constitué de Mme Receveau, la femme de ménage, et ses deux complices, Pierrot le fou et Frédéric H. Un deuxième, formé des trois membres de l'OTS, auxquels s'ajoute le présumé chauffeur. Enfin, un troisième groupe, principalement constitué d'amis et dont la présence n'est pas contestée, réunit Mme Pascal, Mme Jacquot, le docteur Delemotte et M. Agatti. Au total, onze personnes. Le plus incroyable : personne n'a vu personne ! Doit-on en conclure que Pierrot le fou et son complice se sont retrouvés dans la cave avec les membres de l'OTS et qu'ils ont fomenté leur coup ensemble ? Cette version diabolique n'a jamais été examinée. Ce n'est pas

étonnant, Rouart et Moreau l'ont assez répété : l'enquête a été bâclée.

Dans l'affaire du scoop bidon sur Grace Kelly, Mouyrin a raconté que Channel Four avait payé un million de francs pour son témoignage. Interrogé par Arnaud Bédaride, le journaliste anglais auteur du documentaire a nié avoir versé cette somme, tout en expliquant qu'un « hebdomadaire français a payé pour des photos du prieuré de Morgon dans le Beaujolais, et c'est moi qui ai envoyé une partie de cet argent à monsieur Guy. Par ailleurs, comme il a passé un peu de temps avec moi, je l'ai dédommagé, c'est tout ». On ignore le montant du dédommagement.

Mouyrin était-il téléguidé ? Avait-il perçu de l'argent pour livrer un faux témoignage concernant le crime de Mougins ? Était-ce un simple électron libre, un mythomane cherchant seulement à se faire mousser ? Était-ce, au contraire, un pion dans la stratégie adoptée par la défense d'Omar Raddad consistant à jouer la carte de l'opinion publique contre l'institution judiciaire ? Il ne peut échapper à personne que son témoignage intervient au moment même où Omar Raddad espère une révision de son procès.

La même question se pose quant au film de Roschdy Zem, d'origine marocaine, acteur de talent et tête bien faite, dont le scénario repose pourtant sur une enquête bâclée. Devenu réalisateur, est-il en service commandé ? Est-il sincèrement convaincu de l'innocence d'Omar Raddad ? A-t-il voulu, à son tour, laver la tache sur le drapeau ? On sait que Mohammed VI suit de près l'évolution de l'affaire. Omar Raddad a été reçu dans son palais d'Agadir pour un entretien privé de vingt minutes, durant lequel il lui a signifié : « Ne baissez pas les bras. Votre affaire est celle de tous les Marocains²⁸. » Or, selon les déclarations mêmes de Roschdy Zem au *Journal du Dimanche*²⁹, le point de départ du film est le livre *Pourquoi moi ?*, écrit par Omar Raddad avec l'aide d'une journaliste. « Mais je m'en suis très vite détaché, précise Roschdy Zem. Son livre est très touchant, mais Omar parle essentiellement de lui, plus que de l'affaire. [...] Il se présente de façon un peu angélique. » Sage décision.

Plus inquiétant, Roschdy Zem explique qu'il s'est appuyé sur le livre de Jean-Marie Rouart, *Omar, la construction d'un coupable*. « Son bouquin m'a permis de trouver le fil conducteur du film. J'aime bien son côté un peu dandy, intello du VII^e arrondissement de Paris, qui mène sa contre-enquête en s'installant au Negresco. Dans le film, j'ai joué sur cette balance-là : celle du type au fond de sa cellule et celle du type en costard-cravate qui, malgré tout, a fait le boulot. » Malheureusement, nous avons vu de quelle manière Jean-Marie Rouart a procédé.

« Pourquoi la justice ne s'est-elle pas intéressée à l'entourage proche de Mme Marchal et à tous les auteurs possibles du crime ? s'interroge Roschdy Zem. Je pense notamment à l'amant de la femme de ménage de Mme Marchal. Un homme condamné à plusieurs reprises pour cambriolages, surnommé "Pierrot le fou". » On voit à quel point les affirmations de Moreau ont contaminé tout le monde. Sans doute l'acteur ignore-t-il les méthodes du ténébreux détective.

Roschdy Zem connaît-il le dossier ? Ses premières déclarations laissent penser l'inverse. Il explique par exemple que Mme Marchal n'a pas pu écrire la première inscription sanglante dans le noir. Sans quoi, elle n'aurait pas écrit droit. Qui a dit qu'elle était dans le noir ? L'enquête dit au contraire que le couloir était allumé. Sa source d'inspiration principale étant le livre de Jean-Marie Rouart, on ne peut que douter du résultat. L'académicien a consacré la majeure partie de son ouvrage à un procès auquel il n'a pas assisté et le reste à une enquête qu'il n'a pas menée. Autant dire que le film, bâti sur du sable, ne peut prétendre refléter la vérité. Quant au Rouletabille en vert, il prête ses traits à Denis Podalydès. Le voilà doublement immortalisé. « Ma sincérité ne peut être mise en doute », aime-t-il à dire. Mais l'emportera-t-il au paradis ?

Une chose est sûre : Voltaire et Hugo ne le féliciteront pas pour son enquête !

SCÉNARIO N° 3 :

MEURTRE EN SOUS-SOL

L'ENGRENAGE

Dimanche 23 juin, fin de matinée, La Chamade.

Ghislaine Marchal paresse dans son lit. Pour laisser entrer la belle lumière d'été, elle a levé le rideau métallique. Elle prend un petit déjeuner frugal, fait des mots croisés, passe quelques coups de fil, commence son maquillage puis, un peu avant midi, file sous la douche. Est-elle seule dans la maison ? Tout le laisse penser, rien n'indique le contraire. Une seule place a été occupée dans le lit. Aucune trace d'un homme qui aurait passé la nuit avec elle, allusion à ce mystérieux rendez-vous fixé à un amant secret ou à un inconnu. Les différents objets trouvés sur le lit – journaux, agenda, trousse de maquillage –, ainsi que les appels passés, indiquent clairement que Mme Marchal a fait la grasse matinée seule dans son lit. Les autres chambres n'ont pas été utilisées.

Dans la cuisine, le plateau du petit déjeuner est posé sur un meuble : une théière, une tasse, une assiette, une cuillère. Une seule ! Pas de trace dans le salon d'un invité reçu la veille ou le matin. Pas d'indice qui laisse penser qu'il y a eu conflit, altercation, lutte ou contrainte exercée par qui que ce soit sur la propriétaire des lieux. D'après son amie Eugénie de Paolis, qui lui a parlé une dizaine de minutes au téléphone ce matin-là, « elle était pressée, car elle devait sortir et elle n'était pas du tout prête. Elle semblait seule dans la maison lorsqu'elle m'a téléphoné. Elle ne m'a pas fait part d'une quelconque crainte. Elle m'a paru tout à fait normale ».

Sous la douche, le téléphone sonne. C'est Erica Serin. « Je te rappelle. » Quelques instants plus tard, Mme Marchal enfle son épais peignoir, rappelle son amie et lui confirme qu'elle l'attend le lendemain en fin de matinée. Les deux amies discutent quelques minutes en se réjouissant de la belle journée qu'elles vont passer

ensemble au bord de la piscine. « J'ai parlé avec mon amie, pas longtemps, car elle était en train de se préparer pour aller déjeuner. [...] Il était convenu que nous devions déjeuner toutes les deux, seules. » Elles raccrochent. Il est 11 h 50.

Mme Marchal retourne dans la salle de bains, passe à son bras sa montre Cartier. « Il me reste un peu plus d'une heure avant le rendez-vous chez les Koster, se dit-elle. Ça suffit largement, mais il ne faut pas trop traîner. » Non seulement elle doit finir de se préparer, mais il lui faut aussi, en prévision du lendemain, s'occuper du réglage de la piscine. « Ah ! ne pas oublier de prendre le cadeau pour Marius Koster, le coupe-papier électrique qui se trouve sur le meuble dans l'entrée. » Elle pense à cela tout en fixant ses pinces dans ses cheveux.

Quelques minutes plus tard, elle attrape ses chaussons à talons compensés, ceux qu'elle utilise habituellement pour marcher à l'extérieur, dans la cour, sur la terrasse, à la cave... On retrouvera ses chaussons d'intérieur dans la chambre. Que Mme Marchal ait porté ses chaussons à talonnettes prouve qu'elle n'a pu agir sous la contrainte, et qu'on ne l'a pas entraînée de force dans la cave. Ce qui exclut de fait l'intervention diabolique d'une tierce personne. Imaginons en effet qu'un rôdeur, par exemple, soit entré et que, pour une raison inconnue, il ait décidé de forcer cette femme à descendre au sous-sol. Dans ce cas de figure, il est peu probable, voire impensable, que la propriétaire lui ait rétorqué : « Permettez ! Je chausse d'abord mes mules à talonnettes. »

Mme Marchal descendait de temps à autre au sous-sol. Pour diverses raisons. Régler la chaudière, par exemple ? Mais nous sommes au mois de juin et celle-ci ne fonctionne que pour l'eau chaude. De plus, le chauffagiste a expliqué au procès que cet appareil de chauffage avait été réglé en avril et qu'il était en parfait état de marche. Pour attraper une bouteille de vin et l'offrir ? Peu probable. Ce dimanche, elle est attendue à déjeuner chez ses voisins, mais elle a déjà acheté un cadeau pour Marius Koster. Il est donc vraisemblable qu'elle y descend pour régler Oscar, nom qu'elle a donné à l'aspirateur électronique à tentacules qui régule l'alimentation en eau de la piscine. Il se trouve dans le fond de la

cave avec les produits d'entretien. Elle veut que la piscine soit impeccable pour la venue de son amie le lendemain. L'artisan chargé de son maintien a confirmé qu'il arrivait à Mme Marchal d'activer elle-même l'aspirateur et d'ajouter des produits.

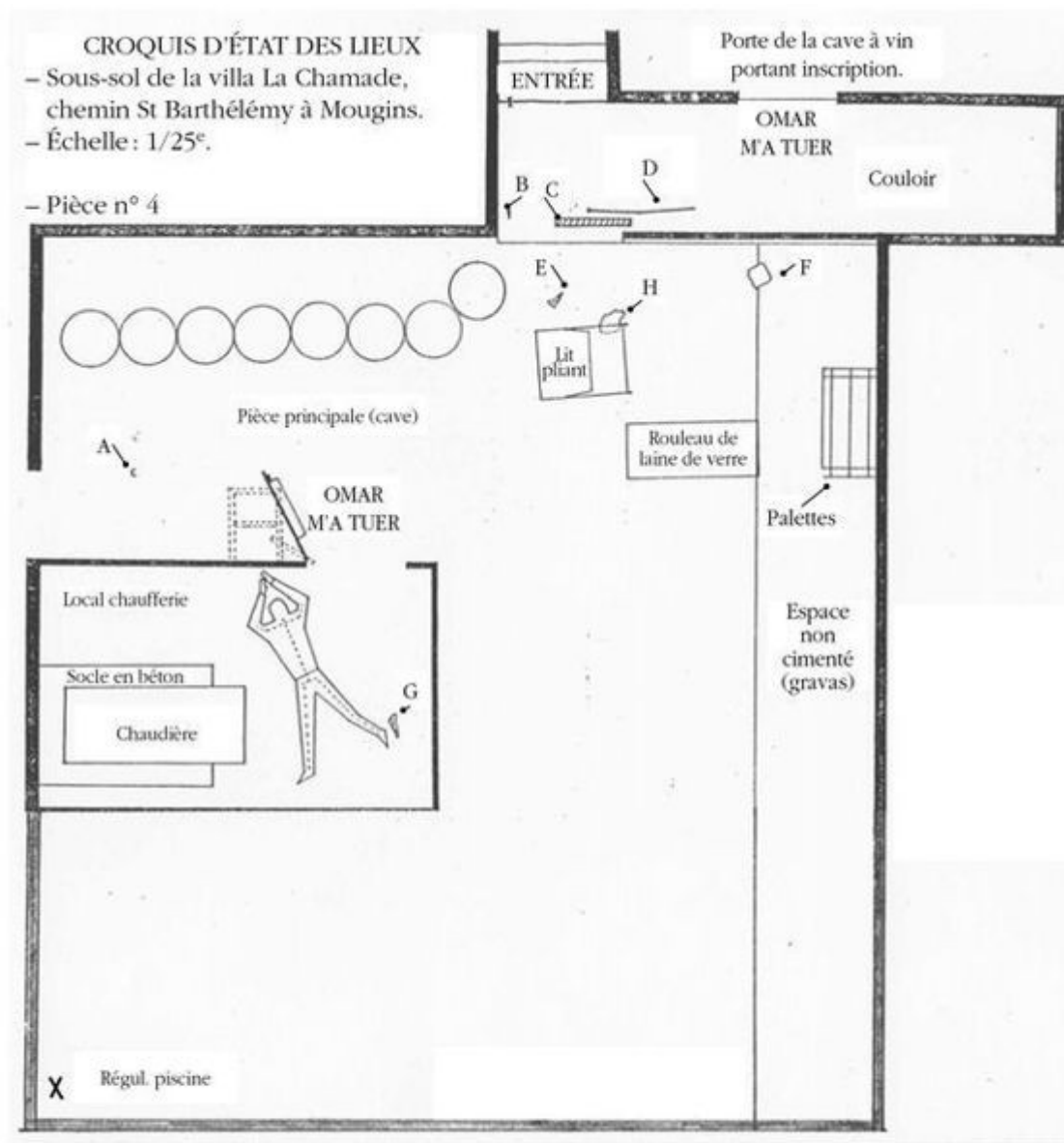
Une fois chaussée, et avant de sortir, elle déconnecte le système d'alarme activé pour la nuit. Cela lui permet d'ouvrir la porte d'entrée principale sans faire hurler le signal. M. Agatti, l'employé de la société de surveillance AGM, la trouvera déverrouillée. Mais Mme Marchal oublie d'emporter avec elle son boîtier d'alarme. On le trouvera sur la table de chevet. Lui aurait-il sauvé la vie ? Alertée, la société de surveillance serait-elle arrivée à temps pour éviter un massacre, arrêter le meurtrier ou faire transporter la victime à l'hôpital ?

Dehors, il fait beau. Elle sort en peignoir et en bigoudis. Sans souci du qu'en-dira-t-on. N'est-elle pas chez elle, seule dans sa propriété, libre de faire ce qu'elle veut, y compris de se promener habillée de la sorte ? Elle traverse la cour pour rejoindre l'escalier abrupt près du local à bois. Auparavant, elle a attrapé la clé de la cave. Où l'a-t-elle prise ? Il existe trois exemplaires de cette clé. Le représentant d'AGM en trouvera deux dans une boîte à cigares. Il en donnera une aux gendarmes pour ouvrir la porte du sous-sol. Une autre clé, portant une étiquette rigide, est habituellement accrochée derrière la porte de la cuisine. La porte du sous-sol était toujours fermée à clé. Plusieurs témoins l'ont confirmé au procès. Des artisans notamment. « En ce qui concerne la porte, elle était toujours fermée à clé, expliquera la personne chargée du bricolage. Quand j'avais besoin d'aller à la cave, je prenais la clé qui se trouvait à un clou derrière la porte de la cuisine. » Selon toute vraisemblance, Mme Marchal prend la clé à cet endroit. On ne l'y retrouvera pas. Et pour cause, la malheureuse n'a pu la remonter. Par contre, fait étrange, elle resurgira à un endroit inattendu...

Il est un peu plus de midi. Dans quelques minutes, le destin de Ghislaine Marchal va basculer. Elle pousse le petit portillon près du local à bois, descend les marches, ouvre la porte métallique, allume l'interrupteur puis se dirige vers le fond de la cave où se trouve Oscar. Bien qu'il fasse chaud à l'extérieur, la température de la cave est assez fraîche. À droite, dans la grande pièce, une rangée de poubelles remplies de gravats. Divers objets traînent un peu partout : un carton, deux palettes de bois contre le mur, un lit en fer, un rouleau de laine de verre, des bouts de bois, des tubes... Le sol est fait d'une chape poussiéreuse et rugueuse.

Mme Marchal est occupée à ses réglages lorsqu'elle entend du bruit venant de l'extérieur. Intriguée, inquiète sans doute, elle s'avance vers l'entrée du sous-sol. Une silhouette apparaît dans l'embrasure de la porte d'entrée. Le cœur de Mme Marchal fait des bonds.

Plan de la cave réalisé par les gendarmes



- Qui est là ?
- C'est moi, c'est Omar.
- Omar !

Une femme de soixante-cinq ans en bigoudis, nue sous son peignoir et surprise par son jardinier alors qu'elle se croit seule dans sa propriété ! Mme Marchal entre dans une colère noire. « Elle peut être extrêmement désagréable avec le personnel », dira Mme Pascal. Une autre amie : « Elle pouvait pousser quelqu'un à bout. » Omar tente de la calmer. Il vient seulement lui demander de l'argent. Il insiste. Il est aux abois. Demain, il doit se rendre à Toulon pour retrouver sa femme et son dernier-né, mais il n'a pas un sou, sans compter les loyers en retard. Sa patronne ne veut rien entendre. Mme Pascal : « Elle était excédée par ses demandes d'argent répétées. » Ghislaine Marchal est hors d'elle. Impossible de la calmer. Insulte-t-elle Omar ? Le repousse-t-elle physiquement, l'agresse-t-elle ? Une chose est sûre, l'altercation est violente. « Une rencontre entre Omar aux abois et Mme Marchal, hautaine et cinglante, ça a pu être explosif », résumera l'avocat général, Bernard Farret, au procès.

Au point qu'Omar le gentil, Omar le calme, voit rouge. Il ramasse un lourd morceau de bois qui traîne au sol

– le chevron – et frappe Mme Marchal. À la tête. Une fois, deux fois, trois fois, quatre fois. Instinctivement, elle cherche à se protéger en se servant de sa main comme écran. Les coups, répétés, d'une extrême violence, sectionnent l'un de ses doigts et fracturent en partie un autre. Son bridge saute de sa bouche. Un autre coup, porté sur le front, est si violent qu'il laissera voir les os du crâne. C'est une femme de constitution robuste. Mais devant un tel déchaînement de violence, elle ploie sous le choc, tombe à genoux puis se couche. Elle est groggy, à demi inconsciente, mais elle respire encore dans la semi-obscurité de cette cave.

Que peut faire son agresseur ? Il n'a que deux solutions.

1) Fuir. Mais c'est prendre le risque, si elle en réchappe, d'être dénoncé.

2) Acheter sa victime.

Pris dans l'engrenage, il choisit la seconde solution. Les constatations médico-légales le démontrent. Le second acte du

massacre conduit le meurtrier à frapper avec une arme blanche plus d'une dizaine de fois à travers le peignoir au niveau du thorax et de l'abdomen. La plupart des orifices ne dépassent pas deux centimètres de profondeur. Hormis quatre d'entre eux, qui atteignent entre deux centimètres deux et deux centimètres cinq. Les légistes notent également « une plaie d'éventration de quatorze centimètres de long qui s'étend tout au long du flanc droit ». Après le thorax, il s'attaque au cou de sa victime avec l'intention de sectionner les carotides. On observe « une plaie horizontale en V dont l'ouverture se situe à gauche et dont les branches mesurent onze centimètres pour la partie supérieure et douze pour la partie inférieure ». Pourtant, malgré l'acharnement, les gros vaisseaux – artères et veines – ne sont pas sectionnés. Ni la trachée. Le calvaire de Mme Marchal ne fait que commencer. Elle agonise.

✱

Ce scénario, celui de l'accusation, est-il crédible ? A-t-il des failles ? Lesquelles ? Une première question vient à l'esprit : comment être certain que Mme Marchal a reconnu son agresseur, qu'il s'agit bien d'Omar Raddad et pas d'un autre homme ? Elle ne portait pas ses lunettes dans la cave. On les a retrouvées sur son lit. Pour répondre à cette question, le juge d'instruction a mandaté un expert en ophtalmologie. Après examen, l'expert a estimé que les lunettes portées par Mme Marchal servaient à corriger la vision de près, ce qui est normal pour une personne de soixante-cinq ans. Il a conclu qu'il y avait « de fortes chances pour qu'un individu appareillé de la sorte ait une acuité visuelle de loin qui lui permette de distinguer une personne familière entre cinquante centimètres et deux mètres ». Mme Marchal pouvait donc reconnaître quelqu'un de familier à moins de deux mètres. Son fils le confirmera : « Ma mère pouvait absolument reconnaître quelqu'un de près ou de loin sans le port de ses lunettes qui, à ma connaissance, ne lui servaient qu'à lire et écrire. » La victime n'a donc pas confondu Omar Raddad avec quelqu'un d'autre. Son frère Mohamed, par exemple, qui présente certains traits de ressemblance avec lui. Omar est un bel homme,

grand et élancé. Alors que, selon Mme Pascal, son frère est « plus mûr et plus enveloppé physiquement ». Le capitaine Cenci, directeur de l'enquête, fera également observer que lors des investigations dans le milieu des casinos, aucun témoin n'a confondu les deux frères sur les photos. Par ailleurs, aucune autre personne portant le prénom Omar n'a pu être identifiée dans son entourage. Mme Marchal ne s'est pas trompée, il s'agissait bien d'Omar son jardinier.

« Quel intérêt avait-il à tuer sa patronne ? », proteste aussitôt la défense. Aucun ! Tuer son employeur revenait à tuer la poule aux œufs d'or. « Mme Marchal était comme une mère pour moi », rappellera Omar à plusieurs reprises. Notamment devant la Commission de révision. La défense fait de cette agression un acte réfléchi, calculé, voire prémédité : « J'ai décidé de tuer Mme Marchal puisqu'elle me refuse de l'argent. » Ou encore : « Je vais la tuer pour la voler. » Peut-être. Mais ce n'est pas la thèse de l'accusation. Dans bon nombre d'homicides volontaires, le meurtrier ne voulait pas tuer au départ. Il s'est trouvé pris dans un engrenage. Soit qu'il a été lui-même agressé, qu'une lutte s'est engagée ou que, pour toute autre raison, cela a mal tourné. Dans le cas présent, rien ne dit que Mme Marchal ne s'en est pas prise physiquement à son jardinier, par exemple en le repoussant pour le faire sortir de la cave, voire en le giflant ou en l'insultant au point que le gentil Omar, aux abois, a perdu les pédales. « Il n'était plus le même depuis quelque temps. Il semblait avoir peur. Ce n'était plus le gentil Omar que je connaissais », dira encore Mme Pascal.

Pour autant, ce scénario n'est pas sans failles. Tant s'en faut. Quelle preuve existe-t-il, en dehors des inscriptions sanglantes désignant Omar, qu'il s'agit bien de lui ? Les prélèvements effectués par la police scientifique ont-ils parlé ? L'une des premières interrogations concerne les traces laissées par l'agression sur le meurtrier lui-même.

Pendant qu'Omar Raddad est en garde à vue, les gendarmes saisissent à son domicile les vêtements et les chaussures de travail qu'il portait le dimanche. D'après les témoins, Omar Raddad n'avait pas changé de vêtements au cours de cette journée. Arlette Boisson, la fille de Mme Pascal, explique que sa mère a mis une petite pièce à sa disposition pour qu'il puisse se changer. Ce dimanche, « il arrive chez ma mère dans la tenue de travail qu'il conserve toute la journée ». Son mari, Roland Boisson, précise quant à lui : « Je n'ai pas constaté sur sa personne des anomalies, tant physiques que vestimentaires, susceptibles d'attirer mon attention. »

Au début du mois de juillet 1991, le laboratoire Codgène de Strasbourg reçoit du juge d'instruction « mission de procéder à tous examens scientifiques permettant de déterminer la présence de l'inculpé sur les lieux du crime ». Outre les vêtements de l'accusé (chemise, pantalon, blouson...) et ses chaussures, le laboratoire reçoit des échantillons d'ADN prélevés sur le peignoir de bain de Mme Marchal, son vagin, ses cheveux, sous les ongles, sur ses chaussons, le tube galvanisé, le chevron, ainsi que divers prélèvements effectués par tamponnage dans la cave. L'objectif est de déterminer si le sang retrouvé sur ces objets provient de la victime, de l'accusé ou – pourquoi pas ? – de quelqu'un d'autre.

Au vu des résultats, rien ne confirme la présence de l'accusé dans le sous-sol de La Chamade à l'heure et au jour supposés du crime. Le sang sur le chevron, sur le tube métallique et qui a été prélevé à différents endroits de la cave est bien celui de la victime. Aucune trace du sang de Mme Marchal sur les vêtements d'Omar ; aucune empreinte génétique de celui-ci sur le chevron ou sur le tube, ni sous les ongles de la victime. Un constat très favorable à l'accusé.

À la barre, le docteur Bertrand Ludes du laboratoire Codgène expliquera que les analyses étaient difficiles à mener, du fait de l'insuffisance de l'ADN extrait ou d'une dégradation du sang séché sur la plupart des objets : chevron, tube, chaussures... Ce n'est pas qu'il n'y a aucune trace suspecte. La lecture du rapport indique au contraire que l'on trouve de telles traces sur les vêtements d'Omar

Raddad : sur la chemise, « des taches brunâtres [...] dont on a prélevé un échantillon de quatre centimètres sur cinq » ; sur le pantalon, « des traces de salissures et une trace très légèrement rougeâtre mesurant un demi-centimètre » ; sur le blouson, « une trace brunâtre de trois centimètres et demi sur trois millimètres située sur la manche droite du blouson », « trois taches brunâtres, luisantes, situées sur le pan latéral gauche du blouson, sur une surface de quatre centimètres sur un », « sur la manche gauche [...], des traces luisantes brunâtres sur une surface de deux centimètres sur deux ». Il y a des traces, mais on ne peut pas les exploiter. À plusieurs reprises, l'expert note une « présence d'ADN humain partiellement dégradé de caractère féminin » ou « masculin », ce qui signifie qu'il ne peut l'identifier. Ou encore : « Présence d'ADN en quantité très insuffisante pour la réalisation de l'empreinte génétique. »

D'une part, il faut se rappeler que nous sommes en 1991. La police scientifique est encore balbutiante, loin du niveau de sophistication actuel. Depuis, confirme Frédéric Dupuch, directeur de l'INPS (Institut national de police scientifique), « la génétique a énormément progressé. Avant, on travaillait sur des traces "vivantes" comme le sang, la salive, le sperme. Aujourd'hui, on peut travailler sur des traces de frottement, ce qu'on appelle de l'ADN de contact. Vous posez votre main sur une table, on peut en extraire des cellules et les exploiter. On réalise des choses impensables il y a sept ans seulement. »

D'autre part, au fil des années, notre imaginaire s'est imprégné des fictions télévisées consacrées à la police scientifique – *Les Experts*, *RIS*, *police scientifique*, etc. Pour les besoins du scénario, ces séries présentent des situations idéales ou caricaturales bien souvent sans lien avec la vie réelle et ses héros ordinaires, humains, imparfaits, auxquels les enquêteurs sont confrontés. Le commissaire Maigret, sa pipe et son intuition ont laissé place à des experts – Gil Grissom et Catherine Willows, par exemple – qui résolvent les affaires en cinquante-deux minutes, format télé oblige ! Dans les séries télévisées, la victime est encore chaude que rappellent sur la scène du crime des bataillons en blouses blanches et gants de latex

inspectant chaque recoin, prélevant ici un cheveu, là une tache microscopique quasi invisible... Après de savants examens en laboratoire, la scène du crime parle et finit par apporter un indice décisif pour l'enquête.

« Depuis l'introduction de l'ADN dans les enquêtes criminelles, beaucoup de gens croient que la science peut suffire à élucider une affaire », précise un autre expert, le professeur Christophe Champod, directeur de l'IPS, l'Institut de police scientifique de Lausanne. « Or, chacun doit garder à l'esprit qu'un élément de preuve scientifique, si convaincant soit-il, ne peut à lui seul être considéré comme suffisant, dans la mesure où il est avant tout affaire de probabilités. »

« La fiction est loin de notre réalité », ajoute Frédéric Dupuch. Dans la vraie vie, on ne retrouve pas systématiquement des empreintes ou de l'ADN sur le lieu du crime ou sur la victime. On n'en a pas trouvé dans l'affaire du petit Grégory, même si l'on continue à en chercher avec les moyens modernes. Pour l'instant, cela n'a rien donné. Plus récemment, un cafetier des environs de Creil, dans l'Oise, a été tué dans son lit de douze coups de tournevis. Pas de témoin, pas d'empreintes, pas d'arme du crime³⁰.

Dans le cas qui nous occupe, est-il possible qu'une agression d'une telle violence n'ait laissé aucune trace exploitable sur les vêtements du meurtrier ou sur les objets qu'il est supposé avoir manipulés ? Pour la défense, la réponse est non. Interviewés par la journaliste Ève Livet, M^{es} Girard et Baudoux, les deux premiers avocats de l'accusé, feront cette réflexion : « L'accusation part du principe qu'Omar Raddad a tué Mme Marchal sans préméditation. Si tel est le cas, il aurait agi sans la précaution de mettre des gants. Parce que celui qui tue en mettant des gants est celui qui prémédite, parce qu'il sait qu'il va tuer et qu'il ne doit pas laisser de traces derrière lui. » Omar Raddad ayant été envoyé devant la cour d'assises pour meurtre et non pour assassinat, « il aurait dû laisser des empreintes digitales dans cette cave. L'enquête n'en a décelé aucune. Cela signifie que la construction de l'accusation ne tient pas debout³¹ ». M^e Girard ira plus loin : « Les empreintes existent et

vous n'avez pas livré le résultat. » Sous-entendu : parce qu'il innocente notre client.

Grave accusation, à laquelle répond le major Cenci, directeur de l'enquête. Dans cette affaire, les gendarmes en ont pris pour leur grade. Enquête bâclée, policiers du dimanche, bande d'incapables... Des tirs de barrage venant, la plupart du temps, de gens qui ne connaissaient rien à l'affaire. D'éminents intellectuels parisiens, entre autres, répétant comme des perroquets verts des phrases qui flottaient dans le vent de Saint-Germain-des-Prés.

Conséquence, les gendarmes se sont murés dans le silence. Aujourd'hui, le major accepte de revenir sur les choix qui ont été faits, d'un commun accord avec le juge d'instruction, en matière de recherche d'empreintes. « Sur le chevron, un matériau rugueux en bois brut qui laisse peu de traces, sur le tube métallique et le lit en fer, on a privilégié la recherche de l'ADN plutôt que celui des empreintes digitales, explique-t-il. La recherche d'empreintes se fait avec différentes poudres que l'on applique sur le matériau. Si l'on avait relevé les empreintes, non seulement on n'aurait rien trouvé, mais surtout on aurait pollué les différents matériaux avec ces poudres en les rendant ainsi inexploitable pour la recherche génétique. » Par ailleurs, il précise que de nombreux relevés d'empreintes ont été effectués à différents endroits dans la cave, mais qu'ils étaient inexploitable du fait de l'insuffisance des points de concordance. « Sur la porte métallique, par exemple, on a trouvé des quantités d'empreintes, mais elles étaient superposées, hachées. Rien de net. On n'a rien pu en faire. » Contre-vérité donc lorsque Omar Raddad écrit dans son livre que les gendarmes « n'ont pas jugé utile de relever les empreintes digitales [...] pour les comparer aux siennes ». Lui aussi, dans le sillage de son avocat, suspecte un complot des gendarmes. Ils auraient bien effectué des relevés des empreintes, mais après avoir découvert que celles d'Omar Raddad n'apparaissaient pas, ils auraient prétendu avoir oublié de les faire.

Non seulement le major Cenci conteste, mais il renvoie dans les cordes M^e Girard et son client avec un argument de bon sens rarement, voire jamais, entendu : « La découverte d'empreintes

d'Omar Raddad sur le lieu du crime ne signifiait pas sa présence sur les lieux *le jour du crime*. » En effet, le jardinier avait accès à la cave. Si l'on avait retrouvé ses empreintes, ses avocats auraient inmanquablement expliqué que cela était tout à fait normal, puisqu'il était descendu à la cave une semaine, un mois ou six mois auparavant. Et que, pour telle ou telle raison, il s'était saisi du tube métallique ou du chevron. Ce qui d'ailleurs aurait pu être la vérité.

Quant à l'absence de traces ou d'éclaboussures sur les vêtements de l'accusé, pour surprenant que cela puisse paraître, elle s'explique aisément si l'on s'en réfère aux résultats de l'autopsie. Le major Cenci avance trois arguments au moins :

1) « Les blessures n'ont pas provoqué de jaillissement de sang. Il est communément admis que les blessures à la tête saignent abondamment, mais ne jaillissent pas. »

2) Lorsque les coups de chevron ont été assenés, les deux corps étaient séparés de soixante-dix à quatre-vingts centimètres environ. D'où l'absence de projection de sang sur les vêtements de l'agresseur.

3) Quant aux coups portés avec l'arme blanche, ils étaient assez superficiels, ce qui suppose que l'agresseur était relativement éloigné de la victime. Une grande partie du sang a été absorbée par l'épais peignoir que portait Mme Marchal, le reste s'est écoulé en gouttes sur le sol, laissant ici et là des taches. Le major observe par ailleurs que l'absence de sang sur les poignées de la porte de la cave – que le meurtrier a obligatoirement touchées pour la refermer – prouve qu'il n'avait pas de sang sur les mains.

À l'époque, la défense n'a pas manqué de présenter l'absence de résultats – empreintes, traces, etc. – comme une faillite de l'expertise scientifique due à des ratés de l'enquête. Cette accusation fut facilitée par la survenance de réels hoquets dans la procédure. Le tube et le chevron, avant d'être envoyés au laboratoire Codgène de Strasbourg, sont d'abord adressés pour expertise au docteur Yves Marcelet, pharmacien biologiste à Nice. On réalise alors que son laboratoire n'est pas équipé pour mener ce type d'investigation. Direction Codgène. Peu après, le même docteur

Marcelet reçoit un échantillon de sang de la victime prélevé quatre jours après la découverte du corps. Il conclut à l'absence d'alcool et de psychotropes. Mais, au procès, cet expert s'est plaint de n'avoir reçu qu'un petit échantillon de 10 cm³ de sang qui, par ailleurs, était dégradé parce que mal conservé, rendant impossibles des investigations plus poussées. Le major Cenci contesta cette affirmation. Au final, les deux hommes donnaient l'impression de se renvoyer la balle. Ça fait désordre.

Une troisième expertise scientifique fut confiée au laboratoire Serma de Bordeaux, spécialisé dans les études et les recherches en microanalyse. Sa mission consistait à rechercher sur les vêtements et les chaussures de l'inculpé les éventuelles traces de poussière provenant de la cave de La Chamade. Lorsqu'on évolue dans un milieu, nos vêtements se chargent des infimes microparticules qui s'y trouvent – le pollen de l'air, par exemple. En l'occurrence, il s'agissait de comparer les microparticules de la cave à celles trouvées sur les vêtements de l'accusé. Et de rechercher également d'éventuelles traces d'ADN appartenant à Mme Marchal sur les vêtements de l'inculpé.

Le laboratoire utilise des techniques complexes, notamment à l'aide de microscopes permettant des grossissements spectaculaires – jusqu'à trois cent mille fois

– des microéléments observés, poussières ou fibres. Des techniques d'analyse d'empreintes génétiques sont également employées. Quels sont les résultats de ces recherches ? Sur la veste, rien d'exploitable, la recherche d'ADN étant rendue difficile, sinon impossible, « du fait de la présence d'inhibiteurs vis-à-vis des enzymes de restriction par la technique d'empreintes génétiques ». Les inhibiteurs sont des produits, tels que l'essence ou la lessive, qui empêchent toute lecture de la séquence d'ADN. Sur le pantalon et les chaussures de l'accusé, on décela des microparticules de laine de verre, mais qui ne correspondaient pas aux prélèvements de laine de roche effectués dans la cave. Le laboratoire note également que le pantalon et les semelles des chaussures sont porteurs de microparticules environnementales qui ne concordent pas avec la composition chimique globale de la cave. Mais ce pantalon et ces

chaussures ayant été portés après les faits, cela brouille les interprétations. Par contre, note le rapport, on remarque « une corrélation à l'état de trace avec les sédiments prélevés dans la cave ».

Les sédiments de la cave, ce sont des particules caractéristiques – laine de roche, plomberie, plâtre, ciment... – liées aux travaux effectués dans cet endroit. On ne trouve pas de laine de roche sur le pantalon et les chaussures, mais on trouve d'autres éléments qui correspondent à ce chantier. La probabilité que l'accusé se soit trouvé sur un chantier exactement similaire étant très faible, voire inexistante, cela signifie qu'il est descendu dans cette cave peu avant les faits.

On l'interroge. Omar Raddad a toujours affirmé qu'au moment des travaux effectués pour la piscine, un peu après la mi-avril, soit deux mois avant le meurtre, il était descendu dans la cave avec son frère pour entreposer des matériaux. Il n'y était pas retourné ensuite. Entre-temps, ses vêtements ont été lavés à plusieurs reprises. Sa femme a confirmé « faire une ou deux machines par jour ». Le linge d'Omar, « il ne se passait pas une semaine sans que je le lave, y compris son linge de travail, car je tenais à ce qu'il soit toujours propre ». Comment expliquer alors la présence de microparticules caractéristiques de ce chantier ? Confronté à cette énigme, Omar Raddad change alors sa version. Il se rappelle soudain être descendu dans la cave quelques jours avant le meurtre pour y déposer des pots de fleurs. Il l'avait oublié !

Pour les experts, on ne pouvait pas retrouver grand-chose sous les semelles de l'accusé, du fait qu'elles étaient lisses et usées, mais pour ses avocats le constat est clair et net. « Aucune trace de griffures sur les mains d'Omar, aucune trace de sang sur ses vêtements³². » Qui plus est, « pas la moindre parcelle de terre, de brins d'herbe, ni toute autre matière organique, même à doses microscopiques, n'ont été retrouvés sur Omar ou sur la victime dans la chaufferie ». Or, Omar avait travaillé pendant toute la matinée dans le jardin de Mme Pascal.

Faillite d'une expertise scientifique préhistorique incapable de certifier la présence de l'accusé sur les lieux ? Ou, au contraire, absence de ce même accusé sur ces lieux ? Voilà, en tout cas, qui rendait un peu plus opaque la question de la présence de l'accusé dans la cave, et qui renforçait ainsi les arguments de l'accusation. M^e Leclerc le reconnaîtra au procès : « J'aurais préféré que la police scientifique eût été mieux utilisée. »



S'il s'agissait du seul point noir dans le dossier ! Les avocats d'Omar Raddad, M^e Vergès et, avant lui, M^{es} Girard et Baudoux, pointaient du doigt la date de la mort, élément essentiel de l'accusation. Les médecins légistes avaient en effet commis une bourde monumentale que la défense, c'est bien normal, allait exploiter à fond. Premier rapport du 20 juillet, première bourde : la mort n'est pas datée. Seule indication : « le décès remonte à plus de six heures ». Puis, alors que les gendarmes établissent que Mme Marchal est morte le dimanche 23 juin entre 12 heures et 13 h 30, les légistes écrivent dans leur second rapport, daté du 2 novembre 1991, que la mort se situe « entre 11 heures et 13 h 30 » non pas le 23, mais « le 24 juin 1991 ». Personne ne remarque la petite bombe dissimulée dans l'ensemble du texte jusqu'à ce que M^{es} Baudoux et Girard, en consultant le dossier mi-décembre, découvrent le pot aux roses. Le 24 juin 1991 ! Mais alors Omar est innocent, puisque ce jour-là il était à Toulon chez sa belle-famille, ce que personne ne conteste. « Nous allons immédiatement médiatiser la chose, déclarent-ils, à la suite de la suspicion que nous avons sur la manipulation de la pièce. Car la manipulation de pièces, ça existe au quotidien. Et dans ce dossier, il y a eu des manipulations de pièces et de preuves³³. »

Averti, le juge Renard sursaute lui aussi en découvrant la date indiquée. Il demande aussitôt aux légistes de s'expliquer. Ceux-ci – ils sont trois – invoquent par courrier une faute de frappe et confirment qu'il fallait bien lire « le 23 juin 1991 ». Pour les avocats,

c'est du pain bénit. Appuyant là où ça fait mal, ils soulignent que « le rapport d'autopsie réalisé le 28 juin ne fait pas mention de la date ni de l'heure du décès ». Et que celui du 2 novembre « énonce que le décès remonte au 24 juin 1991 entre 11 heures et 13 h 30 ». Ils poursuivent : « La moindre des choses, de la part des médecins légistes, est d'expliquer pourquoi le décès a lieu le 23 juin plutôt que le 24, en fonction des constatations médico-légales réalisées³⁴. »

Le bon sens indique que Mme Marchal a été tuée entre midi (heure de son dernier appel téléphonique) et 13 h 30 (alors qu'elle ne se présente pas au déjeuner et ne répond plus au téléphone). Mais le bon sens ne reflète pas toujours la vérité. Quelles preuves médico-légales incontestables avons-nous que le crime a eu lieu le 23 juin, dans cette tranche horaire précise ? D'autres scénarios sont envisageables. On aurait pu par exemple la kidnapper le dimanche, puis la retenir prisonnière à la cave ou dans la maison et la tuer le lundi. « Ce n'est pas parce que je ne réponds pas que je suis mort », résumera M^e Vergès dans sa plaidoirie. Avec raison.

Dans un premier temps et très rapidement, le 15 décembre, les légistes répliquèrent par courrier : « Nous devons vous signaler qu'une faute de frappe vient modifier la date du décès de Mme Ghislaine de Renty [*Mme Marchal*]. Il faut lire le 23 juin au lieu du 24 juin comme cela a été dactylographié. » Pour autant, sensible aux arguments des avocats, le juge Renard adressa aux légistes un courrier leur demandant « de préciser sur quels éléments objectifs [ils ont] pu indiquer que le décès de Mme Marchal remontait au dimanche 23 juin entre 11 heures et 13 h 30 ». Il faudra attendre le 17 février 1992, soit huit mois après les faits, pour obtenir des arguments totalement motivés. Là encore, cela fait désordre dans le tableau.

Le corps de Mme Marchal est découvert le lundi 24 en fin d'après-midi par les gendarmes. Le premier légiste arrive sur place vers 20 heures. Il établit ses premières constatations. L'autopsie complète a lieu le 28 juin. Trois légistes y participent, qui détaillent une à une l'ensemble des blessures.

Dater avec précision l'heure de la mort de quelqu'un n'a rien de facile. Refroidissement du corps, rigidité, lividités cadavériques... Les légistes font appel à toute une batterie de critères, qui les orientent généralement vers un créneau horaire plutôt que sur une heure exacte. Dans le cas présent, quels sont les éléments mis en avant ? Il y en a principalement trois.

1) « Le 24 juin à 20 heures, le corps était à température ambiante, ce qui indiquait que le décès avait eu lieu plus de douze heures avant, du fait qu'un cadavre perd en moyenne un degré par heure », écriront les légistes en réponse à la demande de précision du juge d'instruction. Le décès a donc pu avoir lieu le lundi matin avant 8 heures.

2) « La rigidité cadavérique était complète ; elle l'est à partir de la treizième heure après le décès. » Même conclusion, sauf que dans un précédent rapport le même auteur écrivait que « la rigidité était complète, ce qui prouvait que le décès remontait à plus de six heures ». Ce n'est pas vraiment contradictoire, mais pas très convaincant non plus.

3) « Les lividités étaient déclives et de couleur rouge foncé. Ces phénomènes post-mortem se voient à partir de la trentième heure après la mort. »

De ces trois observations, qui dénotent la légèreté des légistes, seule cette dernière établit avec certitude que la mort n'a pu avoir lieu le 24 juin entre 11 heures et 13h30, comme ils l'écrivirent au départ. Il s'agit donc bien d'une faute de frappe. Cela arrive, même aux meilleurs ! Ainsi, dans son livre, Jean-Marie Rouart écrit qu'Omar Raddad « vient s'occuper du jardin [*de Mme Marchal*] trois fois par semaine ». En réalité, c'est une fois par semaine. Faute de frappe ? Méconnaissance du dossier ? Les lividités cadavériques

– colorations violacées des tissus qui apparaissent sur les régions les plus basses du corps – indiquent que la mort a eu lieu le dimanche avant 14 heures, ce qui valide le constat que Mme Marchal ne répond pas entre 12 heures et 13 h 30.

Néanmoins, au procès, M^e Vergès revint à la charge sur ce qu'il avait appelé « la mise en harmonie de l'art médical avec l'accusation ». Lui et son adjoint, M^e Pétillault, mettront tout en œuvre pour décrédibiliser les légistes et dater la mort au lundi.

— Est-il normal lors d'une levée de corps, demande M^e Vergès, de ne pas prendre sa température ?

— Je ne la prends jamais, répond le légiste, mais théoriquement j'aurais dû la prendre.

— Donnez-moi acte. À partir de combien d'heures les yeux se voilent-ils ?

— C'est très variable. Des yeux clairs peuvent le rester pendant plus de vingt-quatre heures.

M^e Vergès prend bonne note tout en faisant part de son désaccord.

Pour enfoncer le clou, il fait appeler à la barre son propre expert. Lequel explique qu'il a « relevé des discordances dans les rapports des légistes » et que « des éléments aussi sommaires ne permettent pas de donner une heure aussi précise ». Problème, personne ne comprend ce que cet homme fait là. Il s'agit d'un représentant d'une compagnie d'assurances qui n'a aucune compétence en médecine légale. Il confirmera n'avoir jamais pratiqué ni même assisté à une autopsie. « Jacques Vergès s'est contenté de la déposition d'un médecin-conseil de compagnie d'assurance dont personne n'a tenu compte », écrira Maurice Huleu dans *Nice-Matin*. L'affaire est entendue, la mort a bien eu lieu le dimanche 23 juin à l'heure du déjeuner.

Pourtant Vergès n'en démord pas. Lors de la requête en révision, il monte à nouveau au front. Sauf que, cette fois, il a compris la leçon et requiert l'avis d'un expert reconnu de haut niveau, le docteur Pierre Fournier, professeur honoraire de médecine légale. Sur la base des documents qu'il lui communique – constatations, photographies –, il lui demande de déterminer l'heure et la date de la mort de la victime. Le professeur Fournier rend son rapport. Selon lui, la date de la mort de Mme Marchal « ne peut être fixée avec

certitude entre le 23 juin 1991 au matin et le 24 juin vers 14-15 heures avec une probabilité plus nette en faveur du décès dans la matinée du 24 juin ». Ce qui innocent Omar Raddad. Vergès produit ses conclusions dans sa demande de révision.

Mais, coup de théâtre, devant la Commission de révision, le professeur revient entièrement sur ses conclusions lorsqu'il réalise qu'il s'est fait proprement rouler dans la farine par ce diable d'avocat, qui ne lui a communiqué qu'une partie des documents. Entre autres, il n'avait pas eu accès à la totalité des photographies de l'autopsie. Devant la Commission, il expliquera : « Je n'ai disposé que de photocopies en noir et blanc. Sur les photos 57 et 58, l'œil paraît très clair. C'est cette clarté des yeux, sous-entendue par les experts, qui m'avait conduit à émettre la probabilité d'un décès relativement récent. » Ayant connaissance des autres documents, il battra prudemment en retraite.

Afin de régler une fois pour toutes cette affaire de datation de la mort, la Commission sollicitera trois autres experts, MM. Dominique Lecomte, Guy Nicolas et Louis Cotte, tous professeurs de médecine légale. Charge à eux d'examiner le dossier et de rendre un avis. Voici leur conclusion : « Sur les éléments du dossier qui nous ont été montrés, notamment les documents photographiques et à partir des données de la littérature, on peut dire qu'au moment du premier examen médical, le 24 juin vers 20 heures, la mort remontait entre vingt-quatre et trente-six heures puisqu'il n'existait pas de signe de putréfaction. L'hypothèse selon laquelle la mort serait survenue le 23 juin entre 11 h 45 et 14 heures est compatible avec les constatations, puisque le délai est alors de trente à trente-deux heures. » Cette fois, c'est clair et définitif. Mme Marchal est morte le dimanche 23 juin, entre 12 heures et 14 heures.



Où était Omar Raddad ce jour-là, à cette heure précise ? On sait avec certitude qu'il a repris son travail chez Mme Pascal au mas Saint-Barthélemy vers 13h05 ou 13h10. Mais entre 12 heures et 13

heures, il n'a aucun alibi. Il prétend être descendu chez lui pour déjeuner – chose qu'il ne fait jamais quand sa femme est absente, ce qui est le cas –, mais pour autant personne, à la boulangerie ou à sa résidence du Lotus, ne peut affirmer l'avoir croisé ni même avoir aperçu sa mobylette ce midi-là.

Il y a cet appel téléphonique intrigant, étrange, passé à 12h51 non loin de son domicile. Cependant, il faut environ dix minutes pour descendre à mobylette depuis les hauteurs de Mougins jusqu'à la cabine. Ce qui laisse quarante minutes pour commettre le crime avant de filer téléphoner. C'est bien la preuve qu'il est allé déjeuner chez lui, diront certains. Sinon, pourquoi serait-il descendu tout en bas alors qu'il pouvait téléphoner d'une cabine plus proche de Mougins ? Dans ce cas, c'était signaler sa présence non loin du lieu du crime et risquer de mettre en pièces l'alibi du déjeuner à son domicile.

Omar quitte le mas Saint-Barthélemy vers 12h05 et file à La Chamade. Quatre cents mètres séparent les deux propriétés. Moins d'une minute trente à vélomoteur. Omar est aux abois financièrement. Les diverses avances qu'il a obtenues ne lui ont pas permis de payer les deux loyers en retard. Il a peut-être des dettes de jeu. Le lendemain, il a prévu d'aller à Toulon retrouver sa femme et ses enfants. Ça risque de chauffer. Il va donc à La Chamade pour demander de l'argent. Ce n'est pas la première fois que, tout en travaillant chez Mme Pascal, il fait un saut chez Mme Marchal pour la solliciter. Au procès, Mme Receveau expliquera que le jeudi 13 juin au petit matin, il est venu réclamer 50 francs pour mettre de l'essence dans sa mobylette. Le jardinier ne niera pas avoir demandé cette somme, mais il en contestera la date. « Je ne suis pas allé chez Mme Marchal le jeudi, mais le vendredi », dit-il. Le vendredi étant son jour habituel de travail chez Mme Marchal. « Avez-vous travaillé un jeudi par hasard chez Mme Pascal ? », interroge M^e Leclerc. « Oui, mais pas ce mois-là. » Pourtant, l'agenda de Mme Pascal – sur lequel elle note les dates de travail – confirme que, le jeudi 13 juin, il a travaillé chez elle en remplacement d'une journée d'absence le samedi 8 juin. « Mme Pascal a dû se tromper », rétorque Omar Raddad.

Comment entre-t-il dans la propriété ? C'est simple, il a la clé. Il pose son vélomoteur et se dirige vers la maison lorsqu'il aperçoit le portillon entrouvert qui mène à la cave, puis la lumière en bas. Il descend. Il n'a d'autre but que de demander de l'argent. Aucune intention de tuer. Surprise, Mme Marchal le bouscule. L'altercation tourne mal. On ne saura sans doute jamais ce qui s'est réellement passé, les mots échangés. Omar s'empare d'un chevron et la frappe plusieurs fois au visage.

Si l'on examine le plan de la cave et les différentes traces laissées par l'agression, on voit que le bridge de la victime est retrouvé dans la grande pièce, sur la partie droite après les poubelles, à quatre-vingts centimètres du mur de la chaufferie. Sur ce même mur, des éclaboussures de sang et sur le sol une tache rouge assez nette. Le début de l'agression s'est-il déroulé à cet endroit ? Dans cette hypothèse, Mme Marchal aurait reculé vers l'entrée, près du lit pliant repoussé par les gendarmes, où furent retrouvés l'une de ses chaussures et un sac plastique ensanglanté. Dans une seconde hypothèse, après avoir été frappée par un premier coup près de l'entrée – où sa montre fut retrouvée sur le sol –, elle aurait reculé vers le fond de la cave sous les chocs successifs. « Si les lésions de la main gauche montrent que la victime a cherché à se protéger contre les coups de chevron, les éléments constatés lors de la levée du corps ne permettent pas de classer chronologiquement les coups », écrivent les légistes.

On l'a dit, les coups à l'arme blanche n'ont pénétré que superficiellement le corps de la victime. La plupart l'ont percé sur une profondeur de deux centimètres à deux centimètres et demi maximum. D'une part, parce que l'épaisseur de la mousse du peignoir a agi comme un frein. D'autre part, parce que le meurtrier, tout en portant ses coups, est sans doute resté à distance. Mme Marchal était peut-être allongée au moment où elle a été lardée de coups de couteau. Là encore, l'autopsie n'a pu le déterminer. Néanmoins, elle a mis en évidence un point capital : « Aucun des coups portés à Mme Marchal n'est immédiatement mortel. Par contre, la somme de tous les coups et blessures l'est, après une agonie certaine. »

Selon les légistes, l'agonie de Mme Marchal a duré entre dix et trente minutes. Hypothèse fondée en grande partie sur la constatation, à l'autopsie, d'un œdème cérébral nécessitant une quinzaine de minutes pour se former. Il peut paraître étonnant que, du fait de la violence et de la répétition des coups, la mort ne soit pas intervenue immédiatement. Du côté de la défense, on mettra en avant le coup porté au foie qui, en principe, est immédiatement mortel. Les légistes ne partagent pas cet avis. Selon eux, la plaie au foie a certes entraîné des saignements abondants, mais pas une mort immédiate. Quant aux coups, il semble que le meurtrier ait manqué de force pour les porter avec l'intensité suffisante et provoquer le décès immédiat de sa victime. Un constat bien embarrassant pour Omar Raddad, qui souffre d'un handicap physique.

Lors des tests psychologiques, le docteur Courbet avait remarqué que chez l'inculpé, « la préhension du stylo était très originale. Il s'en saisissait dans son poing droit serré, coinçant le bas du stylo dans une pince constituée par les phalanges de l'annulaire en dehors et de l'auriculaire en dedans. » Le capitaine Cenci constate lui aussi qu'il « avait une manière bien particulière de tenir le stylo lors des signatures ou des paraphes des feuillets de déclaration ». L'accusé en donne la raison : en 1988, un accident lui a sectionné partiellement le nerf médian au niveau du coude droit. L'examen de son dossier médical, saisi à l'hôpital Saint-Roch de Nice, confirme qu'Omar Raddad est droitier de naissance, mais qu'en raison de cet accident, « il a appris à se servir de sa main gauche pour effectuer les actes courants de la vie, sa main droite lui servant d'aide. Il est donc devenu ambidextre ». Quel lien avec l'affaire ? Une expertise médicale atteste qu'Omar Raddad a perdu beaucoup de sa force musculaire dans la main droite, mais que ça ne l'empêche pas de se saisir d'un objet et de le serrer. Il a donc pu s'emparer du chevron avec sa main droite – et peut-être s'aider de la gauche – et frapper, mais pas avec une efficacité totale. Faiblesse qui peut expliquer que Mme Marchal ne soit pas morte tout de suite. Ainsi que la disparité des coups.

Mais de quelle arme blanche s'est-il servi ? Là encore, on entre dans une zone trouble de l'enquête qui opposera deux hypothèses en présence : celle des légistes et celle du capitaine Cenci.

Les légistes penchent pour une lame effilée de quinze à vingt centimètres de long et deux centimètres de large. Un couteau à cran d'arrêt, par exemple. Mais on ne l'a pas retrouvé. Où le meurtrier l'aurait-il pris ? Il est attesté qu'Omar Raddad n'avait pas l'habitude de porter un tel objet sur lui. Pourquoi en aurait-il porté un sur lui ce jour-là ? Cela aurait supposé une préméditation, alors qu'il n'était pas venu dans l'intention de tuer Mme Marchal. On n'a pas non plus constaté la disparition d'un objet de ce type dans la maison.

L'arme d'un crime n'est pas toujours retrouvée, tant s'en faut. Mais, dans ce cas précis, l'hypothèse développée par le capitaine Cenci est sans doute la plus intéressante. Dès le départ, il se montre assez réservé sur le point de vue des légistes. Voici ce qu'il note dans son rapport : « La description de l'arme telle qu'elle a été donnée par les légistes ne semble pas correspondre aux blessures de Ghislaine Marchal et aux constatations sur le peignoir. » Selon lui, l'arme que les experts décrivent laisse supposer une lame épaisse, et non pas effilée comme celle d'un couteau. L'agresseur s'en est pris à la gorge de la victime en essayant de sectionner les carotides et la trachée. « J'ai bien examiné les plaies à la gorge, tant sur les photographies que lors de l'autopsie, écrit le major Cenci. Ce n'est pas une lame effilée de chaque côté qui a provoqué cette blessure, dont les lèvres n'étaient pas nettes. Il est indubitable qu'une telle lame aurait sectionné les artères, veines et trachée de la victime. » Même constat concernant l'éventration. « Une lame effilée aurait perforé les anses intestinales. Il n'en a pas été ainsi. » Il s'agit donc d'autre chose. Mais de quoi ?

On fouille les buissons et les sentiers, on sonde les puits. En vain. Jusqu'à cette découverte inattendue de la clé de la cave – celle que Mme Marchal a attrapée sur le crochet de la porte de sa cuisine – suspendue à un clou du local à bois, là où le jardinier range son matériel. C'est à ce moment que l'attention des gendarmes est attirée par le taille-haie posé à proximité de la clé. Il comporte « deux lames symétriques en acier de vingt et un centimètres de long et

trois centimètres quatre dans sa partie la plus large. Les lames sont effilées sur un côté et épaisses de cinq millimètres. » La longueur de l'objet est de cinquante et un centimètres. L'effet cisaille pourrait expliquer les plaies en V observées sur le cou de la victime.

Un scénario se met alors en place. Dans un premier temps, Omar Raddad voit rouge et agresse sa patronne avec le chevron. Elle gît sur le sol. Il décide de l'achever. À la recherche d'une arme, il remonte dans le local à bois, attrape le taille-haie et redescend pour finir sa basse œuvre. La laissant pour morte, il referme derrière lui à clé la porte métallique, remonte l'escalier, entre dans le local à bois, accroche la clé au clou, essuie le taille-haie avec de l'essence, le suspend et quitte le local.

Confiée au laboratoire Serma de Bordeaux, l'expertise du taille-haie révélera la présence d'ADN animal. Dans le langage des experts, le terme ADN animal n'exclut pas qu'il puisse s'agir de sang humain. Pourquoi trouverait-on le sang d'un animal sur un outil qui coupe des végétaux ? On trouvera de l'ADN en quantité importante sur le chiffon qui a pu servir à essuyer le taille-haie, mais il est souillé de graisse et sale de taches rougeâtres, rendant l'analyse de l'empreinte génétique impossible.

Un autre détail rend crédible l'hypothèse du gendarme. On se souvient qu'on accède à l'escalier de la cave en poussant un portillon en fer qui ne se referme pas automatiquement. Il faut le pousser pour cela. Le lundi 24 juin, lorsque M. Agatti pénètre dans la propriété en début d'après-midi, il note que ce portillon est fermé. Pourquoi Mme Marchal l'aurait-elle refermé derrière elle en descendant à la cave alors qu'elle devait remonter peu après ? L'hypothèse paraît peu vraisemblable. Toutefois, on ne peut l'écarter complètement. Un geste machinal...

En revanche, lorsque le meurtrier remonte l'escalier après avoir commis son forfait, il n'a pas de raison de le refermer derrière lui. Sauf s'il veut entrer dans le local à bois, dont l'accès est conditionné par la fermeture préalable du portillon. Il entre, essuie le taille-haie, accroche la clé et file. Ni vu, ni connu.

Que fait-il ensuite ? Remonte-t-il sur son vélomoteur et rejoint-il directement le mas Saint-Barthélemy où il réapparaît vers 13h05-13h10, pâle, amaigri, au point que M. Boisson lui donne à manger ? Descend-il donner un coup de fil à sa femme ? Entre-t-il dans la maison pour dérober l'argent qui se trouve dans le sac à main de Mme Marchal ?

L'argent est l'unique motif de sa venue à La Chamade ce dimanche. Le jeu, les loyers, les enfants, sa femme... il en a gravement besoin. Le jardinier connaît les habitudes de sa patronne. Elle a toujours une liasse de billets dans le sac qu'elle garde sur le secrétaire de sa chambre. Il est déjà venu lui demander des avances en arrivant par la baie vitrée.

Que sait-on objectivement sur cette affaire d'argent ? La plupart des témoignages des proches de Mme Marchal attestent qu'elle a toujours sur elle – dans son sac à main – une somme d'argent assez importante. Le mercredi précédant le crime, la femme de ménage a conduit sa patronne à sa banque, le Crédit Lyonnais à Cannes. Un talon de chèque retrouvé sur son carnet atteste qu'elle y a retiré 5 000 francs. Le samedi 22, veille du crime, elle a remis vers midi ses émoluments à Mme Receveau. « Elle m'a remis la somme de 1 000 francs, soit deux billets de 500 francs. Puis elle a replacé l'argent dans son sac. Ce n'était que des billets de 500 francs. Je présume qu'il devait rester 4 000 francs, car j'ai vu plusieurs billets de 500 francs. »

À l'heure de la remise de l'argent, Mme Receveau a sans doute raison. Mais elle ignore que dans l'après-midi Mme Marchal va dépenser un peu de cet argent. Environ 360 francs au supermarché Champion de Mougins et 112 francs en billets de loto. Elle se rend également au magasin Scandia à Cannes pour acheter le coupe-papier électrique destiné à Marius Koster. Cependant, elle l'échange contre un objet déjà acheté. Elle ne dépense donc pas d'argent.

Quelle somme reste-t-il dans son sac à main ce dimanche matin ? Première hypothèse : environ 3 500 francs si l'on estime

qu'elle n'a rien dépensé d'autre – ce que rien n'indique. Deuxième hypothèse : une somme indéterminée, tendant vers zéro, si elle a fait d'autres dépenses restées non identifiées. Mais de quelle façon aurait-elle pu dépenser 3 500 francs en une soirée ?

Il est pourtant peu probable que Mme Marchal n'ait pas eu d'argent sur elle. Son fils n'y croit pas : « Elle ne restait jamais sans argent liquide. Je m'étonne que vous n'ayez pas retrouvé la moindre coupure dans la maison. » Le docteur Delemotte confirme que lorsque Mme Marchal payait sa visite, « elle [lui] donnait du liquide. Elle prenait son sac à main et extirpait un billet à la fois. Elle ne sortait pas de portefeuille, mais directement les billets de son sac ».

Une chose est sûre, lorsque ses amis – Mme Pascal, le docteur Delemotte – et les gendarmes inspectent le sac, il est vide. Omar Raddad est-il passé par là avant de filer ? Il sait où se trouve l'argent. Ce jour-là, le sac étant ouvert, il lui suffisait de prélever les billets sans même le toucher. D'après Jean-Marie Rouart, lorsque Omar prend le train pour Toulon le lendemain matin, « en partant de Cannes, il avait 800 francs sur lui ». Il ne précise pas l'origine de cette somme, mais poursuit : « Après avoir acheté son billet 100 francs, il a égaré le reste de la somme. » Drôle d'explication, que sa femme a du mal à avaler. « Latifa, qui n'ignore pas sa passion pour les machines à sous, n'est pas dupe. » A-t-il joué la veille ? A-t-il des dettes de jeu ? D'après Rouart, la veille au soir, il a déambulé dans le quartier populaire...

Dans son livre, Jacques Vergès développe un autre argument qui mérite l'attention. « Omar, dit-il, n'avait pas besoin de descendre dans la chaufferie et d'y commettre un crime abominable. Il lui suffisait de se glisser dans la chambre et d'en ressortir sans être vu. » Certes ! Mais Omar n'est pas venu avec l'intention de voler. Pourquoi serait-il allé directement dans la chambre, ce qui supposait de passer par les autres pièces ou par la terrasse située de l'autre côté du bâtiment ? Il est venu pour demander de l'argent, et cherchait donc à entrer en contact avec Mme Marchal. C'est pourquoi il est allé vers elle alors qu'elle se trouvait dans la cave.

Rouart singe le scénario des gendarmes en expliquant que le meurtrier aurait trouvé Mme Marchal dans la maison ou dans la cour, lui aurait demandé de l'argent, ce qu'elle aurait refusé et que, de ce fait, il l'aurait contrainte à descendre à la cave. Ce n'est pas le scénario de l'accusation. Tout laisse croire au contraire que Mme Marchal se trouvait déjà dans la cave à l'arrivée du meurtrier.

L'examen du sac fut confié à l'IRCGN (Institut de recherches criminelles de la gendarmerie nationale), à Rosny-sous-Bois. Hélas, lors de l'analyse des empreintes digitales, les fragments de crêtes papillaires constatés étaient de trop faible intensité pour être exploités. Dès le départ, les chances étaient minces car, on l'a vu, ce sac a été touché et manipulé par de nombreuses personnes en quête d'informations à la suite de la disparition de Mme Marchal. Le voleur, de toute façon, n'avait pas besoin d'ouvrir le sac au risque d'y laisser des empreintes, puisqu'il était déjà ouvert.

« L'hypothèse du crime d'un rôdeur surpris en train de voler par Mme Marchal n'a pas effleuré l'esprit des gendarmes³⁵. » Selon Vergès, les enquêteurs n'ont pas songé à s'assurer que d'autres objets n'avaient pas disparu de la villa. Une telle affirmation, de la part de l'avocat de l'accusé, est tout à fait étonnante. Soit elle est mensongère, soit elle révèle une méconnaissance totale du dossier – ce que beaucoup d'ailleurs lui reprocheront après son intervention ratée au procès. En effet, on l'a vu, les personnes présentes sur les lieux le lundi 24 juin, que ce soit M. Agatti de la société de surveillance, les amis de Mme Marchal – Mme Pascal, Mme Jacquot, le docteur Delemotte – ainsi que les gendarmes, ont toutes remarqué l'absence de désordre, de saccage ou de vol. Au contraire, chaque chose était à sa place : les tableaux, le coffre-fort, les bijoux, rien n'avait été volé. Le fils de la victime le confirmera plus tard. Pour l'avocat, l'hypo-thèse du rôdeur revient à lancer un os à ronger pour les gazettes, mais elle n'a strictement aucune crédibilité.

DE PROFUNDIS

La lourde porte métallique s'est refermée. Ghislaine Marchal agonise dans ce qui sera bientôt son tombeau. Rouée de coups, poignardée, éventrée, elle se vide de son sang que son épais peignoir absorbe. La mort est proche, mais il lui reste un souffle, une étincelle de vie. À quoi pense-t-elle ? Peut-être à sa famille. À son père, résistant, déporté à Dora, puis à Buchenwald où il mourra. À sa mère, qui a réchappé de justesse des camps de la mort. Puise-t-elle dans le souvenir de ces figures familiales héroïques un surcroît de force vitale ? En tout cas, elle trouve les ressources pour se mouvoir dans la cave. Plusieurs éléments l'attestent. L'autopsie d'abord. L'examen de ses vêtements, des membres inférieurs et supérieurs montre qu'ils sont éraflés, maculés de poussière de ciment « qui prouvent que Mme Marchal s'est traînée sur la chape poussiéreuse et rugueuse du sol ».

Ensuite, ce sont les traces de sang laissées sur le sol ou sur différents objets. Les coups ont provoqué des taches et éclaboussures. On remarque dans le fond de la cave, près du vide sanitaire, à proximité de la prothèse dentaire, des gouttes de sang sur le sol et sur le mur. De même, différents objets – cartons, palettes, rouleau de laine de verre – sont maculés ou imbibés de sang, parfois en grande quantité. C'est le cas aussi dans la chaufferie où gît le corps de Mme Marchal. Murs, plafond, sol, bâti... sont tachés de son sang.

Les fragments de ciment sur son corps, le sang sur le sol, les traces nettes de deux mains sanglantes sur le lit en fer, montrent que la victime a réussi tant bien que mal, tel un spectre sanguinolent, tantôt en rampant, tantôt en se levant, à atteindre la

porte de la cave à vin sur laquelle elle va écrire la fameuse inscription : « OMAR M'A TUER ».

Impossible, diront certains. On ne peut pas avoir reçu une telle quantité de coups et avoir la force suffisante d'accomplir un tel effort. Ni la lucidité nécessaire. Un exemple récent montre pourtant que, face à la mort, on peut accomplir des actes inouïs qui dépassent l'entendement.

À la mi-février 2011, dans le nord de la France, une jeune fille de dix-neuf ans est violée et lardée d'une quinzaine de coups de couteau. L'un d'entre eux provoque à la gorge une plaie de dix centimètres de large et de trois centimètres de profondeur. L'agresseur s'acharne pour l'achever. Qui pourrait croire que l'on puisse garder sa lucidité à la suite d'un tel déchaînement de violence ? Et pourtant ! Pendant l'agression, la jeune fille a eu la présence d'esprit de simuler la mort. « J'ai bloqué ma respiration », expliquera-t-elle plus tard aux policiers³⁶. Son agresseur, la croyant morte, dissimule son corps sous une nappe de branchages et s'en va. La jeune femme attend une heure avant de ramper jusqu'à un chemin passager où elle sera recueillie. Extraordinaire !

Mme Marchal, on le répète, n'est pas morte sur le coup. Il lui reste une faible lueur de vie. Est-elle encore lucide ? Oui, répond sans hésiter le docteur Louis Roure, psychiatre, sollicité avec deux autres experts par la Commission de révision pour répondre à cette question. Leur conclusion : « En fonction de tous les éléments du dossier dont nous avons pris connaissance, nous pouvons dire que la victime était suffisamment lucide au moment où elle a écrit les phrases. » Pour le docteur Roure, également criminologue, de « nombreux exemples dans l'histoire et les ouvrages de médecine légale prouvent la possibilité pour un individu accidenté, traumatisé, affaibli par une importante perte de sang, de la conservation assez longue de son discernement ». Lors de l'interview qu'il nous a accordée, il ajoute : « Nous sommes des êtres vivants, au fonctionnement extrêmement complexe. Mme Marchal a vu sa dernière heure arriver. Elle était dans une impasse. Elle a sans doute voulu transmettre un message. »

De ce point de vue, l'histoire de Fred Scamaroni, haut fonctionnaire, membre de la France libre, héros et martyr de la Résistance, présente des similitudes avec celle de Mme Marchal. Capturé par les soldats italiens, emprisonné dans la citadelle d'Ajaccio, soumis à la torture pour parler et donc trahir, il se suicide le 19 mars 1943 dans sa cellule. Les veines ouvertes avec un fil de fer, il meurt après avoir écrit avec son propre sang sur le mur : « Vive la France, vive de Gaulle ! » Transmettre !

Revenons dans la cave de La Chamade. Mme Marchal a réussi tant bien que mal à s'approcher de la porte de la cave à vin. Si l'on examine cette porte, lisse et en bois clair, on s'aperçoit qu'elle est barrée, en dessous des inscriptions, d'une trace de sang rouge mêlée de fragments de cheveux – identifiés comme étant les siens. Il s'agit de la marque de son front posé contre la porte alors que, groggy, elle s'est agenouillée pour écrire. Plus bas, sur le sol, devant la porte, des taches de sang indiquent qu'elle a stationné là pendant assez longtemps.

Avant de mourir, elle a voulu désigner son meurtrier. Et c'est son nom, « OMAR », qu'elle écrit. Elle n'a pas écrit « JEAN » ou « PAUL », sans quoi l'enquête se serait orientée vers quelqu'un portant ce prénom. On lui aurait alors demandé son alibi, comme on l'a fait pour Omar. Pour tracer une à une ces lettres accusatrices, Mme Marchal puise avec ses doigts dans son propre sang. La lumière éclaire le couloir, les lettres sont légèrement inclinées mais bien dessinées, en majuscules. L'analyse du sang a clairement montré que c'était celui de la victime. Les deux expertises graphologiques – y compris la contre-expertise demandée par la défense – ont conclu qu'il s'agissait bien de l'écriture de Mme Marchal. Le lecteur pourra se faire sa propre opinion en comparant les lettres laissées sur la porte avec celles prélevées dans une grille de mots croisés de Mme Marchal. La comparaison des « O », par exemple, ne souffre aucune discussion.

Un troisième élément ne laisse aucun doute sur l'auteur des lettres : la faute d'orthographe « M'A TUER ». Cette faute a fait couler des rivières d'encre. Tout a été dit à son propos, l'inverse et son contraire. L'été dernier, au cours d'un séjour au Maroc, je

discutais de l'affaire avec un ami marocain convaincu de l'innocence d'Omar Raddad. « Sur quel élément te bases-tu ? », lui ai-je demandé. Sa réponse : « La faute d'orthographe. Impossible qu'une femme aussi cultivée ait pu commettre une erreur aussi grossière. » Cet argument a été répété à satiété. Pour d'autres, au contraire, « c'est une faute très courante. N'importe qui peut la commettre ». Surtout dans un tel état de tension, après un tel choc, une telle pluie de coups. « Ce n'est pas au moment de mourir qu'on pense à faire la dictée de Bernard Pivot », dira l'un des témoins au procès.

L'explication est plus simple.

1) Mme Marchal commettait de nombreuses fautes d'orthographe, de toutes sortes. Au procès, l'une de ses amies proches le confirmera. Elle écrit ainsi : « Elle et son mari dispose d'un logement », ou encore : « Les géranium, lauriers-rose, terrasse. »

2) Mais surtout, elle était coutumière de cette confusion entre participe passé et infinitif. Elle écrivait ainsi : « Payer le 9 août » au lieu de : « Payé le 9 août ».

On se trouve là face à un élément capital qui fait basculer l'enquête. Si Mme Marchal avait l'habitude de commettre cette faute, elle est sans conteste l'auteur de cette phrase. Elle a donc désigné le nom de son meurtrier : Omar. Devant cette logique implacable, la défense ne pourra que répondre par le scénario diabolique qui consiste à nier que Mme Marchal soit l'auteur des inscriptions. « Ce n'est pas l'écriture de Mme Marchal, objectera M^e Vergès. Quelqu'un a écrit cette phrase à sa place. » Disant cela, il s'enferme en réalité davantage. Car comment imaginer que quelqu'un qui aurait écrit les lettres accusatrices à la place de Mme Marchal – ou en tenant sa main, autre scénario diabolique – ait pu penser à commettre cette faute dont elle était coutumière ? C'est impossible ! M^e Guidicelli l'a bien perçu : « Ce n'est plus une couleuvre à avaler, mais un boa et un arbre. »

Dans la même veine, on reprochera aux gendarmes de ne pas avoir mesuré la largeur des doigts de la victime pour les comparer à

celle des lettres. Argument que le major Cenci balaie d'un revers de main :

— J'ai participé à des dizaines d'autopsies, je n'ai jamais vu les légistes mesurer la largeur des doigts.

— Pourquoi ?

— Parce que ça ne sert à rien. Faites un essai avec de la peinture ayant une consistance similaire à celle du sang, vous verrez que vous obtenez un trait d'épaisseur plus ou moins égal, selon que vous appuyez ou non, que vous êtes penché de telle ou telle façon.

Ainsi, en fonction de ces paramètres, la trace pourra atteindre deux centimètres ou plus chez une personne dont le doigt mesure un centimètre et demi de large. Impossible d'établir une relation entre la largeur du doigt et celle de la trace. Pour le major, nul doute que ce sont des arguties de défense qui peuvent tromper l'opinion publique, mais pas les professionnels. De la même façon, on a développé l'idée que la victime n'avait pas de sang sur les mains et en particulier sous les ongles. « J'ai vu le corps de la victime allongée dans la cave, je l'ai examiné, j'ai participé à l'autopsie. Les mains de Mme Marchal étaient ensanglantées, ses doigts étaient pleins de sang. » Comment peut-on raconter des âneries pareilles ? se demande le major. Il vise directement les propos de la journaliste Ève Livet, qui raconte dans son livre qu'elle a eu accès à des clichés de la main droite de Mme Marchal, celle utilisée pour rédiger les inscriptions. « On discernait, écrit la journaliste, des traces de doigt à l'intérieur de la paume, du pouce et du bas des doigts. Il y avait un peu de poussière dans la main. Mais les extrémités des doigts, sous les ongles, et sur les ongles vernis, ne présentaient pas de trace visible. » Or, selon l'accusation, Ghislaine Marchal avait plongé ses doigts dans le sang de ses blessures pour écrire « OMAR M'A TUER ». Réponse du major : « Lors d'une autopsie, on procède aux constatations, on fait des photos. Ensuite, on lave le cadavre afin de permettre des recherches complémentaires, de blessures ou d'ecchymoses. Il reste des taches et des marques, mais le sang et toutes les autres souillures ont été enlevés. Ce dont parle Mme Livet, ce sont ces photos après lavage. Les mains de la victime, je le

répète, étaient couvertes de sang. Pour preuve, on a trouvé les empreintes sur le sol lorsqu'elle s'est déplacée. »

OMAR
M A TUE



Une grille de mots fléchés remplie par Mme Marchal et l'inscription sanglante sur la porte.

O	O	O	O	O	O	O	O	O
M	M	M	M	M	M	M	M	M
A	A	A	A	A	A	A	A	A
R	R	R	R	R	R	R	R	R

M	M	M	M	M	M	M	M	M
A	A	A	A	A	A	A	A	A
T	T	T	T	T	T	T	T	T
V	V	V	V	V	V	V	V	V
E	E	E	E	E	E	E	E	E
R	R	R	R	R	R	R	R	R

Lettres prélevées sur les grilles de mots croisés de Mme Marchal.

Pour revenir à la faute, seule Mme Marchal pouvait imiter à ce point Mme Marchal. Ses forces s'épuisent. Elle a déjà un pied dans l'abîme. Il n'y a aucun espoir. Sortir ? La porte est fermée à clé. Elle le sait. L'absence de taches de sang sur la porte métallique prouve qu'elle n'a fait aucune tentative pour l'ouvrir. Appeler ? Crier ? Qui pourrait l'entendre ? Au contraire, le meurtrier pourrait revenir, découvrir qu'elle n'est pas morte et l'achever. S'est-il enfui ? Est-il encore à proximité ? Elle l'ignore, mais elle peut le redouter.

Pour ne pas l'alerter, elle a éteint la lumière qui lui a permis d'écrire de façon assez nette, lisible, sur la porte de la cave à vin. L'interrupteur de l'entrée est taché de son sang. Alors, résignée à son sort, s'accrochant ici et là, debout, rampante, elle va se terrer – comme une bête dans sa tanière diront certains – dans la chaufferie. Mais avant, ultime sursaut, elle tente désespérément d'écrire à nouveau le nom de son meurtrier. On trouve son sang sur la barre antipanique de la porte de la chaufferie. Elle s'y accroche. Les forces lui manquent, l'écriture est à peine lisible, déclinante, elle ne termine pas sa phrase, parvient seulement à inscrire « OMAR M'A T ». C'est fini. Mme Marchal, allongée sur le sol de cette cave, les bras au-dessus de la tête, rend son dernier souffle. Le voile de la nuit éternelle recouvre son esprit.

Sur cette seconde inscription, les graphologues feront plusieurs observations. « L'inscription se déduit davantage qu'elle ne se lit, dira l'un d'entre eux. Elle ne prend sa véritable signification qu'après lecture de la première inscription. » Un autre conclura ainsi : « Les inscriptions sont bien de la main de Mme Marchal. Chacune des lettres [...] se retrouve dans l'écriture de cette dernière. Cela nous autorise à dire que Mme Ghislaine Marchal a, de sa propre main, porté les deux inscriptions. » Autrement dit, elle n'a pu agir sous la contrainte, ce qui élimine le scénario diabolique. « La mention "OMAR M'A T" a été tracée alors que le scripteur était allongé, se soulevant sur le coude gauche et traçant des lettres avec la main droite. » Et aussi : « Le scripteur a une volonté farouche d'écrire, mais ne dispose plus de la mobilité nécessaire pour le faire » ; « L'absence de lumière apparaît accessoire dans ce contexte où le

message ne relève que de la volonté du scripteur. » Le fait d'être dans le noir explique en partie – en plus de la perte de ses forces – les difficultés éprouvées pour écrire. En réalité, elle n'est pas tout à fait dans le noir. Un mince filet de lumière rasante passe en dessous de la porte métallique.

Tous les témoins présents au procès ont souligné l'intense émotion provoquée par la présentation des portes. « Un silence quasi religieux a suivi la découverte des deux portes offertes à la vue du public », raconte le psychiatre Louis Roure, présent dans le prétoire. L'ultime message d'un humain adressé à ses semblables. Des années plus tard, Emmanuelle Maurel, journaliste au *Parisien*, en avait gardé un souvenir intact. Elle le rappelait lors d'une émission de télévision. « Et quand on voit ces portes... je vous assure que ça, c'est un truc qu'on n'oublie pas... et surtout parce qu'on voit l'agonie de la victime [...], surtout sur la seconde porte sur laquelle est inscrit "OMAR M'A T" et qui s'arrête sur le "T" parce que la phrase ne peut être terminée. [...] On voit des traces d'appui de main, de quelqu'un qui s'appuie, qui essaie de s'accrocher à cette porte pour finir sa phrase, mais qui n'y arrive pas et qui tombe... et qui tombe... et qui tombe [...], et là on se dit que si c'est quelqu'un qui a simulé totalement ces inscriptions, le mec, il est vraiment fort. Parce que pour arriver à ça... »

Maurice Huleu ajoute : « La thèse de la défense, d'une dénonciation d'Omar écrite par un autre assassin pour brouiller les pistes, aurait pu être crédible avec une seule inscription. Elle devenait aléatoire avec le second message inachevé, maculé de sang, qui attestait la dégradation extrême de l'état physique de la victime. »

« L'impact des portes de sang sur l'esprit des jurés a été considérable », concluait Maurice Huleu. Difficile, sinon impossible, après un tel choc de prétendre, comme l'ont fait certains, que le meurtrier aurait commencé par écrire cette dernière phrase, avant d'en écrire une autre beaucoup plus lisible et plus clairement accusatrice. Pour M^e Leclerc, « dire que ce n'est pas Ghislaine Marchal qui a écrit ces messages, c'est nier son courage, sa lucidité avant sa mort. Il ne faut pas oublier ces messages ». À la vue des

portes, Omar Raddad, lui, a détourné les yeux : « En quoi cela me concerne-t-il ? », a-t-il déclaré.



Un autre argument de poids renforce la thèse de l'accusation. Pour désigner Omar, encore faut-il être informé de sa présence à proximité ce dimanche 23 juin. Qui est au courant ? Deux personnes seulement. Lesquelles ? Omar Raddad et Mme Pascal. Jean-Marie Rouart commence son livre par cette phrase : « C'est une journée ordinaire qui commence ce matin-là dans la vie d'un homme ordinaire. » Laissant entendre qu'Omar a l'habitude de travailler le dimanche. Ce qui n'est pas du tout le cas. Aucun des agendas tenus par Mme Pascal ou par Mme Marchal, ses deux employeurs – qui notent tout –, ne porte trace d'un travail le dimanche. Mme Pascal s'en expliquera : « Omar avait travaillé toute la journée du samedi 22 juin. Au cours de cette journée, il m'a demandé de venir travailler le lendemain, car il partait le lundi à Toulon pour une fête. Non, Omar n'avait pas, au cours des jours précédents, laissé entendre qu'il avait l'intention de travailler le dimanche. » Dans son livre, Omar confirme : « Le samedi, je suis allé travailler chez Mme Pascal. Je lui ai alors demandé l'autorisation de venir travailler le lendemain dimanche à la place du lundi. »

Pour quelle raison ? Il s'en explique. « Cela me permettait de venir deux jours chez ma belle-mère à Toulon, puisque je ne travaillais pas le mardi. Après la naissance de Youssef, j'avais en effet conseillé à Latifa d'aller se reposer chez sa mère pendant quelques jours. Et je devais aller les rejoindre pour fêter l'Aïd el-Kébir avec ma famille. » D'une part, Omar Raddad n'a pas vu sa femme et ses enfants – dont un nouveau-né – depuis deux semaines. D'autre part, ce dimanche est une fête importante pour les musulmans, l'équivalent de Noël pour les chrétiens. Or, Omar attend le lundi pour se rendre à Toulon. Sa femme dira qu'elle pensait « le voir arriver le dimanche ». Tout cela laisse place à une autre interprétation. « Il est allé travailler le dimanche pour demander de l'argent à Mme Marchal. » C'est la thèse de l'accusation.

Mais, au bout du compte, et quelle que soit l'interprétation que l'on privilégie, personne ne sait qu'Omar Raddad se trouve à proximité. On peut sans hésiter exclure que Mme Pascal – quatre-vingts ans – puisse être l'auteur du meurtre et qu'elle ait ensuite désigné Omar en inscrivant son nom sur les portes. Et Omar ne s'est pas accusé lui-même. Dans son livre, il évoque deux Arabes aperçus le matin en quittant son travail le midi, mais eux – c'est lui qui le dit – ne l'ont pas vu. Les recherches pour les retrouver n'ont rien donné.

La question de fond devient donc la suivante : comment un meurtrier machiavélique – hypothèse de la défense – aurait-il pu le désigner puisqu'il n'est pas censé être là ? Le scénario diabolique mène en réalité à un paradoxe : en pointant du doigt Omar, le meurtrier avait toutes les chances de l'innocenter. Vergès lui-même, involontairement sans doute, l'a souligné. « Si, au lieu de travailler le dimanche, écrit-il, Omar était resté chez lui, qui aurait pu prétendre qu'il était absent de son domicile à l'heure supposée du crime ? » Par là même, qui aurait pu prétendre qu'il était sur le lieu du crime ? C'est bien là le paradoxe. Omar passe habituellement ses dimanches chez lui avec sa famille ou des amis. Ils peuvent témoigner : Omar était avec nous. Il a ainsi un alibi. Quand Vergès explique – on sait sur quelle base – que c'est un intime qui a fait le coup, qu'il connaissait les habitudes de Mme Marchal et de son entourage, et que ce proche a voulu faire porter le chapeau à Omar, il ne répond en rien au fond. Si intime soit-il, il ne pouvait être informé de la présence d'Omar sur les lieux. On peut donc en déduire que seule Mme Marchal a vu le jardinier ce dimanche 23 vers midi. Et que, au seuil de la mort, elle l'a désigné comme son meurtrier.



Le roman noir du meurtre bien réel de Mme Marchal touche à son épilogue. Au-delà des inscriptions sanglantes, le crime de Mougins n'aurait sans doute pas autant marqué les esprits si un

autre élément extraordinaire n'était venu s'ajouter : le blocage de la porte.

Réminiscence inconsciente du *Mystère de la chambre jaune* ? C'est vrai qu'il existe certaines similitudes entre le roman et l'affaire de La Chamade. Dans le livre de Gaston Leroux, on essaie d'assassiner Mathilde Stangerson, fille d'un célèbre professeur, pendant son sommeil dans sa chambre jaune. Comment l'assassin est-il entré, et surtout comment est-il sorti, puisque plusieurs personnes se trouvaient devant la porte et que les autres issues étaient condamnées ? Seul indice, l'empreinte d'une main ensanglantée, celle de l'assassin, blessé par Mathilde, sur le mur de la chambre jaune. Les comparaisons s'arrêtent là. Rouletabille, fin limier, réussira à élucider le mystère. Essentiellement grâce à son pouvoir de déduction.

Pour résoudre l'énigme de la porte bloquée de la cave de La Chamade, nous devons nous aussi faire appel à nos capacités de déduction. Depuis vingt ans, le crime de Mougins défraie régulièrement la chronique, suscitant débats et polémiques. La réponse à la question : « Qui a écrit les inscriptions sanglantes "OMAR M'A TUER" et "OMAR M'A T" ? » donne une orientation très forte à l'enquête. Mais la réponse à cette autre question : « La porte a-t-elle été fermée de l'intérieur ou de l'extérieur ? » est tout aussi décisive. Elle infirme ou confirme la première orientation, signant ainsi l'innocence ou la culpabilité de l'accusé. Si la victime s'est barricadée, nous avons la certitude que c'est bien elle qui a désigné son meurtrier. Dans le cas contraire, le doute est permis. Et le doute doit profiter à l'accusé. La fermeture de la porte est donc la clé de l'énigme.

Hormis la porte d'entrée, la cave de La Chamade n'a pas d'autres issues. Impossible que le meurtrier, après avoir tué Mme Marchal, ait installé un dispositif de blocage de la porte avant de s'enfuir par un vasistas ou une autre issue. Dès lors, il a obligatoirement quitté les lieux par la porte d'entrée qu'il a refermée à clé derrière lui. Pourtant, aucune trace du meurtrier, aucune empreinte n'ont été retrouvées sur cette porte. Ni à l'intérieur, ni à l'extérieur.

On se souvient que lorsque les gendarmes arrivent sur les lieux, en cette fin d'après-midi du lundi 24 juin, ils ne parviennent pas à ouvrir la porte. Quelque chose derrière s'y oppose. En exerçant, à deux, une forte poussée, l'un d'entre eux parvient tant que bien mal à passer son bras dans l'entrebâillement. Il tâtonne, identifie un lit en fer pliant avec un matelas en mousse, qu'il réussit avec difficulté à repousser vers l'intérieur de la cave. La porte s'entrouvre un peu, mais pas totalement, loin de là. Quelque chose d'autre, en bas sur le côté gauche, à proximité de l'angle, résiste. Les gendarmes cherchent. Ils aperçoivent un bout de tube métallique coincé sous la porte. À l'intérieur, l'obscurité. L'interrupteur est taché de sang. Le gendarme n'y touche pas. Son confrère, un homme massif, lui apporte son aide pour exercer une nouvelle poussée sur la porte. Le gendarme parvient à passer une partie de son corps derrière la porte. Dans la pénombre, il distingue une barre cylindrique métallique couchée au bas de la porte. C'est elle qui oppose une résistance. « Je l'ai dégagée d'un coup de pied pour ne pas la toucher des mains. » La porte s'ouvre. Le gendarme aperçoit alors une masse sombre étendue sur le sol de la chaufferie : le corps de Mme Marchal.

Le mystère du blocage de la porte a lui aussi fait couler beaucoup d'encre. Il oppose deux thèses. Celle de la défense, pour qui il s'agit d'une mise en scène machiavélique du meurtrier. Après avoir désigné Omar, il laisse croire que la porte est fermée de l'intérieur en inventant un ingénieux dispositif. Celle de l'accusation, selon laquelle Mme Marchal s'est barricadée de façon à se protéger d'un éventuel retour de son agresseur, avant de désigner son meurtrier avec son sang.

On peut se perdre en conjectures sur la capacité ou non d'une femme à l'agonie de réaliser une telle opération. L'exemple de la jeune fille montre qu'en la matière rien n'est impossible. Ce n'est pas sur une opinion – dans un sens ou un autre – que l'on doit se fonder, mais sur des faits, des éléments tangibles. Il convient alors de procéder par déduction. Quels sont les éléments dont nous disposons ? Ils sont au nombre de cinq. Trois d'entre eux sont intimement liés : le lit, le tube métallique et le chevron de bois, autre

élément-clé. Tous trois interviennent directement dans le blocage de la porte.

Première force de résistance à l'ouverture de la porte, le lit pliant en fer. Les gendarmes le décrivent ainsi : « Ce lit est plié et verrouillé. Le matelas, de couleur orange et marron à carreaux, présente des taches de sang sur un flanc. » Selon le témoignage de la femme de ménage, ce lit était habituellement entreposé dans le couloir à gauche en entrant. Il pèse douze kilos. Il est derrière la porte : mais qui l'a mis là ? La victime ou son meurtrier ?

Pour M^e Vergès, l'assassin, un intime de la victime, écrit « OMAR M'A TUER » avec une main gantée, éteint la lumière puis « place le lit en équilibre contre la porte pour en rendre l'ouverture plus difficile ». La défense ajoute, argument maintes fois utilisé, qu'après des coups reçus au foie et une large éviscération, la victime n'a pu avoir la force de pousser ce lit jusqu'à la porte. Pourtant les constatations médico-légales et les experts de la Commission de révision disent le contraire. Nul doute que la plaie d'éviscération a provoqué l'expulsion des intestins. Mais les traces de poussières et de ciment relevées à la fois sur son peignoir et sur les anses intestinales montrent que Mme Marchal a rampé ou marché à quatre pattes sur le sol. Les ecchymoses aux membres inférieurs et supérieurs confirment ce dernier point. On peut déduire de ces constatations qu'elle a poussé le lit jusqu'à la porte. Ce lit pèse douze kilos, mais il est muni de roulettes. Mme Marchal n'a pas eu à le soulever. Simplement – si l'on peut dire – à le pousser.

Autre argument de l'accusation contre le scénario de Vergès, le lit à lui seul n'empêche pas l'ouverture de la porte. Il la gêne à cause de son poids, mais il suffit de pousser un peu fort pour qu'elle s'ouvre. Pour autant, il faut reconnaître que, bien que cela soit compliqué à réaliser, il n'est pas impossible de refermer la porte de l'extérieur en laissant retomber le lit derrière. La raison voudrait pourtant qu'un homme qui vient de commettre un crime aussi odieux soit pressé de quitter les lieux. Par quel cheminement mental lui viendrait-il à l'esprit de s'embarrasser de la mise en place d'un tel dispositif ? On ne peut que rester perplexe. Mais le fonctionnement de l'esprit humain restant à beaucoup d'égard mystérieux, on ne

peut l'exclure. Reste que le lit n'est qu'une partie du dispositif. Le plus important est le tube métallique. C'est lui qui s'oppose à l'ouverture des gendarmes.



Procédons étape par étape. Dans le procès-verbal du 25 juin, les gendarmes écrivent : « Sur le sol, face à la porte d'entrée, nous découvrons un tube galvanisé, long d'un mètre, d'un centimètre sept de diamètre et cintré en son milieu. » Il est maculé de sang. Pour libérer la porte, le gendarme donne un coup de pied dans ce tube que l'on retrouve dans l'entrée. Entre le bas de la porte et le sol de ciment, il y a un petit interstice, de l'ordre de trois centimètres de hauteur au maximum à la charnière. Il va en diminuant. C'est dans cet espace que le tube était glissé, environ au tiers de la porte en partant de la charnière. Est-ce Mme Marchal qui l'a posé là pour bloquer la porte ? Ou bien, comme le soutient la défense, est-il tombé par hasard lorsque le meurtrier a positionné le lit derrière la porte ? On entre là au cœur même du mystère et de sa résolution. Quelle était la position exacte du tube galvanisé ? Était-il placé sous la porte parallèlement à celle-ci ? Ou en oblique ? Dans cette seconde hypothèse, seul le bout de ce tube passait sous la porte.

L'affaire se complique avec l'introduction par l'accusation du troisième élément : le chevron de bois. Ce chevron – possédant une section carrée de sept centimètres et une longueur de soixante-dix centimètres – a été utilisé par le meurtrier pour frapper à plusieurs reprises la victime au visage. L'examen des empreintes n'a rien révélé. Il est taché du sang de Mme Marchal. La thèse de l'accusation est qu'elle a d'abord placé l'extrémité du tube sous la porte avant de le positionner en appui sur le chevron.

Sur le plan et les photos, on voit le chevron à côté du tube galvanisé, tous les deux près de la porte d'entrée, laissant ainsi penser qu'ils sont associés. Mais, pour la défense, il s'agit d'un positionnement *a posteriori*, pour la photo en quelque sorte, mais aussi parce que cela arrange les gendarmes. En réalité, dit-elle, rien

ne démontre que le chevron se trouvait à côté du tube. Dans ses premières déclarations, le gendarme ne parle pas de chevron. Il dit qu'il a vu le tube métallique, mais il ne dit pas qu'il a vu le chevron. Or, s'il ne l'a pas vu, c'est tout simplement qu'il n'y était pas. Par la suite, dans un second temps, il dira que « la barre de fer était approximativement sur sa partie centrale en appui sur un chevron de bois (en position de levier) ». En somme, d'après la défense, on fait coller les faits avec l'hypothèse.

✱

Il faut tirer tout ça au clair. C'est le but de la reconstitution qui se déroule de 18 février 1992 en présence du juge d'instruction, M. Renard, des avocats de la partie civile et de la défense et du capitaine Cenci, directeur de l'enquête, ainsi que de M. Farret, procureur de la République adjoint, des gendarmes... au total seize personnes. Omar Raddad, qui a refusé d'y participer, reste dans l'estafette de la police. Ça ne le concerne pas, a-t-il déclaré.

À la sortie, on aura trois versions différentes, dont deux vont dans le même sens. La première est celle de la défense, représentée par M^{es} Baudoux et Girard, telle qu'elle fut exprimée dans les lignes du quotidien *Nice-Matin*. Selon eux, « la démonstration a été faite que l'on pouvait abaisser le lit en refermant la porte derrière soi et faire croire ainsi que la victime s'est barricadée à l'intérieur de la chaufferie avant de succomber à ses blessures³⁷ ». Le lit, oui, mais la barre de fer ? Réponse des intéressés : « C'est parce que la démonstration a été faite avec une barre pliée qu'elle n'a pas été tout à fait concluante sur ce point. »

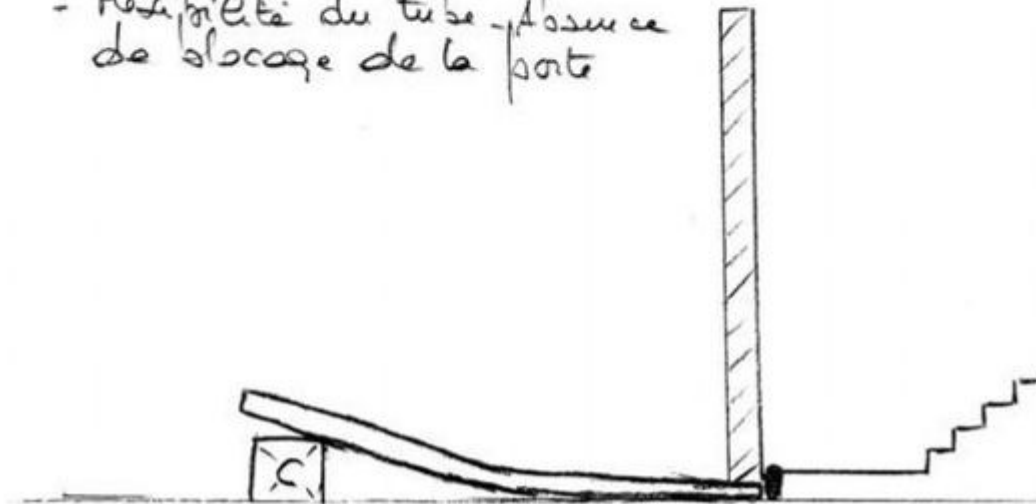
① Mise en Place G-M.

- trace d'écrasement sur une face
chevrou fait lien - porte bloquée



② Mise en Place avocats

- Flexibilité du tube - Absence
de blocage de la porte



Dessin du juge reconstituant la position du tube sur le chevrou mis en place par Ghislaine Marchal, et selon les avocats de la défense. Seul le scénario n° 1 permet de bloquer l'ouverture de la porte.

Écoutons maintenant la déclaration de M^e Leclerc : « Il a été démontré que c'est bien Mme Marchal qui a poussé le lit contre la porte, qu'elle a également bloquée à l'aide d'une barre de fer. C'est ce qui ressort de la reconstitution. » Question du journaliste de *Nice-Matin* : « La mise en place de cette barre de fer était facile à réaliser de l'intérieur du local, mais était-elle possible de l'extérieur ? » M^e Leclerc répond : « Peut-être, mais dans ce cas la porte n'est pas vraiment bloquée et il n'est pas nécessaire que deux gendarmes unissent leurs forces pour l'ouvrir. »

M^e Leclerc déclarera plus tard : « Ma conviction s'est définitivement établie à partir de cette reconstitution. »

Voyons maintenant la version du juge Renard, enregistrée sous forme de procès-verbal et donc scellée dans le marbre. C'est elle qui vaut vérité officielle. Nous avons pu nous procurer les photographies de cette reconstitution. Nous allons donc pouvoir la suivre pas à pas, jusqu'à la résolution finale de l'énigme. Par ailleurs, la totalité du texte de cette reconstitution est reproduite en annexe.

Le juge, un à un, teste les différents scénarios. Dans un premier temps, il demande aux deux gendarmes concernés de reproduire leurs gestes à l'ouverture de la cave le 24 juin 1991 vers 18 heures. La barre métallique est placée sous la porte à même le sol. « Nous constatons, note le juge, que la faiblesse de son diamètre fait que l'extrémité inférieure de la porte passe au-dessus sans entraîner de blocage ou de frottement. »

M^e Girard tente également de démontrer que l'on peut, en fonction d'un certain positionnement du lit, du tube et du chevron, quitter la cave et bloquer la porte de l'extérieur. L'avocat met en place les éléments et fait sa démonstration. M^e Girard réussit à quitter la cave après avoir positionné ces trois objets. Mais il ne peut le faire qu'en installant l'autre extrémité du tube

– opposée à celle qui passe sous la porte – sur le chevron, sans quoi l'ouverture de la porte n'est pas assez importante pour lui permettre de sortir. Or, le tube découvert par les gendarmes était coudé, sous la pression, en son milieu et non à l'extrémité.

Reprenons la démonstration de M^e Girard. Une fois à l'extérieur, il déplace l'extrémité du tube vers la partie pivotante de la porte et laisse tomber le lit pliant. Le juge observe que « cette manœuvre n'a cependant pas pour effet de bloquer la porte ». L'avocat fera plusieurs tentatives, deux au moins. Chaque fois, il réussira à entrer dans la cave sans qu'il soit nécessaire d'exercer une forte poussée ni « sans rencontrer d'autre résistance que le poids du lit ». Notons également que les deux avocats ne contestent pas le fait que la barre repose sur le chevron qui sert de point d'appui.

La reconstitution démontre que la porte n'est bloquée que lorsque le tube prend appui – à la moitié de sa longueur – sur le chevron, lequel, à ce moment, fait levier et empêche totalement l'ouverture. Dans les autres cas de figure, celui de M^e Girard par exemple, « l'élasticité du métal fait fléchir le tube au fur et à mesure de l'avancée de la porte et celle-ci n'est pas bloquée ».

À ce constat s'ajoutent d'autres éléments importants d'information. Le tube découvert par les gendarmes porte plusieurs marques susceptibles d'objectiver sa position. La première, une tache grise d'environ un centimètre. On la trouve à son extrémité, celle placée en oblique sous la porte. Elle correspond à l'empreinte du ciment laissée sur le tube. Sur le dessus du tube, on observe des traces de ripage de la porte sur le tube. « Les traces métalliques en hélice semblent indiquer que la pression exercée par la porte sur le tube a fait tourner celui-ci sur lui-même, en même temps qu'il ripait sur le sol. » Enfin, troisième marque, celle qui correspond à la position d'appui du tube sur le chevron. On l'a vu, elle est placée à mi-longueur.

À la lecture des différents rapports, une question lancinante vient à l'esprit. D'après les descriptions, le tube métallique reposait sur le chevron en bois brut faisant levier, bloquant ainsi l'ouverture. Dans ce cas, lorsque les gendarmes ont poussé sur la porte, une fois le lit écarté, ce tube s'est obligatoirement écrasé sur le chevron. Il a donc laissé une empreinte. L'a-t-on retrouvée sur le chevron ?

La réponse à ce point précis clôt le débat sur le blocage de la porte : a-t-elle été bloquée de l'intérieur ou par un savant dispositif

pour le laisser croire ? Voici ce qu'écrit le juge d'instruction : « Le chevron de bois présente sur une de ses faces une trace d'écrasement oblique. » Reconstituant l'ensemble du mécanisme, le juge écrit plus loin : « La barre étant oblique par rapport au sol, seule son extrémité reposait sur le sol cimenté. [...] Le tube a été tordu sous la violence de la pression exercée par les gendarmes. La trace d'écrasement du bois observée sur le chevron paraît avoir été provoquée par la pression du tube métallique qui reposait sur le chevron. »

Cette fois, le doute n'est plus permis. Passe encore qu'un meurtrier imaginatif ait l'idée de placer un lit derrière la porte avant de la refermer. Passe encore que, par un étonnant hasard, le tube vienne se glisser sous la porte. Mais que ce même meurtrier installe le tube sous la porte, en appui et à mi-longueur, sur un chevron avant d'installer le lit et de quitter les lieux, là ça ne passe plus ! « Ce n'est plus une couleuvre à avaler, c'est un boa. »

Pour la défense, c'est la bérézina. Elle aura beau protester – que les gendarmes ont changé leur version en cours de route, qu'ils n'ont pas vu de chevron sur lequel la barre de fer se serait appuyée pour bloquer la porte, que l'on voit bien que le chevron auquel ils n'ont pas touché se trouve à une distance de la porte largement supérieure de la barre de fer, etc. – les faits sont là. Implacables !

Pour l'accusé, le constat est accablant. Il confirme la mise en place par Mme Marchal, rouée de coups, à l'article de la mort, d'un dispositif visant à bloquer l'ouverture de la porte sans doute pour empêcher l'éventuel retour de son meurtrier. Deux autres éléments confortent cette thèse. Les gouttes de sang, devant la porte métallique, à l'intérieur, identifiées comme le sien, montrent qu'elle a stationné devant cette même porte. Le temps d'installer le dispositif. D'autre part, le lit, le chevron et le tube de fer étaient couverts de sang. Si le meurtrier les avait manipulés pour installer le dispositif, ses mains auraient été ensanglantées. On aurait retrouvé ses traces sur la porte – à l'intérieur ou à l'extérieur. Ou encore sur le portillon en haut des marches. Rien de tel. Logique implacable, si Mme Marchal, au seuil de l'au-delà, a puisé dans ses dernières forces

pour se barricader, c'est elle aussi qui a écrit avec son sang ce message posthume : « OMAR M'A TUER ! »

QU'AURIEZ-VOUS RÉPONDU ?

Jeudi 2 février 1994, Nice, cour d'assises des Alpes-Maritimes.

Dans le prétoire, l'assistance retient son souffle. Elle prête l'oreille pour entendre la voix qui, par instants, n'est qu'un murmure. Elle a le ton que l'on adopte pour confier un sentiment fort et troublant³⁸. Meticuleusement, sans cacher parfois un sentiment douloureux, M^e Henri Leclerc s'adresse aux jurés :

— La partie civile ne demande pas la condamnation d'un innocent, mais la justice. Je la représente, je parle pour elle et, par ma voix, c'est aussi elle qui vous parle. Je le ferai clairement et simplement, sans haine et même sans colère. Simplement en examinant les faits, je ne vous raconterai pas des histoires, je m'appuierai sur des éléments matériels, je vous demande de m'écouter.

L'avocat revient sur le crime, odieux, reprend un à un les éléments de l'enquête, les inscriptions, les autres hypothèses, celle du rôdeur, celle d'un proche, les besoins d'argent de l'accusé, la porte fermée de l'intérieur...

— Qui a pu faire cela ? Je plaide sans haine. J'ai longtemps réfléchi. Ma conviction est faite, j'arrive à l'évidence. Malgré tout, cette nuit j'ai encore réfléchi. Je ne trouve rien. J'arrive à l'audience, je n'ai pas besoin d'expert. Elle est morte dans sa cave, elle a accusé Omar. Je pense à cette femme, à sa vie, à sa joie de vivre, à son agonie, à ses inscriptions successives qu'elle vous a livrées avant de mourir : « OMAR M'A T... »

Grande solennité également lors de l'entrée en scène de M^e Jacques Vergès. Sa plaidoirie est très attendue. Elle tiendra ses

promesses, estimera Maurice Huleu. Dans un silence de cathédrale, sa voix retentit dans le prétoire.

— J'ai écouté l'accusation, j'ai entendu des morceaux d'éloquence. Mais la souffrance de l'un ne légitime pas la condamnation de l'autre. [...] On ne condamne pas quelqu'un parce que c'est possible qu'il soit coupable. Il y a des failles et des incertitudes dans ce dossier, mais on vous a dit : que m'importe. Comment peut-on dire cela !

M^e Vergès passe en revue les failles de l'enquête : l'arme du crime, les inscriptions, l'heure et la date de la mort, l'appel téléphonique, l'alibi...

— Je m'adresse à vous, car vous avez à juger un homme au passé sans tache, jeune père de famille. Je peux faire ainsi appel à votre honnêteté, à votre cœur et face aux contradictions, il faut les résoudre avant de condamner. [...] Vous avez devant vous un homme qui aime le jeu, mais ce n'est pas pour cela qu'il était aux abois. Ce n'est pas 5 000 francs qui le mettent dans cet état et en font un assassin. Je suis ému, car j'ai son sort entre mes mains et je sais qu'il est innocent... Contre lui, il n'y a qu'une pure imagination. [...] Ce dossier est vide. Face à un crime, on veut toujours punir quelqu'un, mais il faut qu'il soit coupable et, en cas de doute, on doit l'acquitter. Vous allez parler pour la France, pensez à cela et ayez le courage de dire non à cette culpabilité sans chercher un consensus, n'ayez pas honte de vous. Dans l'affaire Dreyfus, on disait que l'acquitter c'était insulter l'armée, mais ici vous n'insulterez personne et, au contraire, vous rendrez honneur à la justice.

C'est au tour du président de s'adresser à l'accusé.

— Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Omar Raddad se lève.

— Ce n'est pas moi qui l'ai tuée, dit-il. Je suis innocent, j'attends que Dieu fasse apparaître la vérité.

Le 2 février 1994, à 17h50, après plusieurs heures de délibérations, la cour d'assises de Nice condamnait Omar Raddad,

trente-deux ans, à dix-huit ans de réclusion criminelle pour avoir volontairement donné la mort à Ghislaine Marchal, crime prévu et réprimé par les articles 295 et 304 du code pénal.

Trois questions principales étaient posées aux jurés :

1) L'accusé est-il coupable d'avoir volontairement commis des violences, coups, blessures et voies de fait sur la personne de Mme Ghislaine Marchal ?

2) Ces violences, coups, blessures et voies de fait ont-ils entraîné la mort de Mme Ghislaine Marchal ?

3) Ces violences, coups, blessures et voies de fait ont-ils été commis avec l'intention de donner la mort ?

À ces trois questions principales, les jurés, se fondant sur leur intime conviction, ont répondu « oui » à la majorité de huit voix.

Et vous, qu'auriez-vous répondu ?

ANNEXE 1

PROCÈS-VERBAL D'AUDITION DE SALEM EL OUAER PAR LES GENDARMES (1^{er} juillet 1991)

GENDARMERIE NATIONALE COMMANDE DE L'ESCADRON De CANNES UNITÉ BT MOUGINS PROCÈS-VERBAL D'AUDITION N° 1541/91 BT MOUGINS	PROCEDURE SUR COMMISSION ROGATOIRE PROCÈS-VERBAL D'AUDITION De TENDIN	N° PAGE 14 N° FEUILLET 1
---	---	---

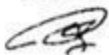
Je soussigné, Quatre Vingt Cinq, Le Premier Juillet,
Nous soussigné VENTRE, René, M.L. Chef,
Officier de police judiciaire, vu les articles 16 et 151 à 155 du code de procédure pénale

— Je me nomme EL OUAER, Salem, né le 3 Mai 1956 à SOUSSE (Tunisie). J'exerce divers emplois de manoeuvre et suis domicilié Route de la Roquette MOUANS SARTOUX. Je suis le fils de Mohamed et de Fatma HADJALI. Je suis de nationalité tunisienne. Je ne suis ni parent, ni allié, ni employé des parties. —

— Le lundi 24 Juin 1991, je travaillais au même endroit lorsque j'ai entendu sonner au portail de la propriété voisine, celle dont je parle plus haut. Une dame de l'intérieur de la maison a crié "QUI EST LA". Le visiteur n'a pas répondu et est parti. Il s'agissait d'un homme blond, âgé de trente cinq ans environ. Il conduisait une VOLVO rouge ressemblant à une Land Rover. L'après-midi vers 15 heures 30, deux dames sont entrées dans la propriété. Il s'agissait de deux femmes âgées. Je n'en ai vu qu'une. C'était une dame assez grande mais je ne peux vous fournir d'autre renseignement sur son signalement.

— Lecture faite par moi de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à y changer, à y ajouter ou à y retrancher. —

Le témoin



L'Officier de Police Judiciaire



ANNEXE 2

**PROCÈS-VERBAL D'AUDITION DE SALEM
EL OUAER PAR R.-M. MOREAU (2 *octobre*
1998)**

AUDITION DE MONSIEUR SALAH EL OUAER

- Le 02 octobre 1998 à 15 H 00, nous avons
entendu à son domicile, monsieur Salah EL OUAER, demeu-
rant 7080, rue du 07 Novembre à MENZEL-DJHEMIL en TUNI-
SIE, né le 01 février 1947 à MONASTIR (TUNISIE) ; il
nous a fait la déclaration suivante :

Le lundi matin, soit le 24 juin 1991, j'ai pu constater la présence d'une femme qui se trouvait dans la propriété voisine, c'est à dire celle où a eu lieu un crime et qui est appelée "La Chamade". C'était une personne âgée d'environ 35/40 ans, elle avait des cheveux de couleur jaune, un peu gris. Aux alentours de 09 H 15, elle nous a demandé l'heure, en s'adressant plus particulièrement à mon collègue Fabrice. Plus tard, vers 11 H 15, j'ai entendu sonner au portail de "La Chamade". Une femme a demandé de l'intérieur de la propriété, à deux ou trois reprises : "qui est là ?".

Vaquant à mes occupations, je me suis alors éloigné quelques instants et lorsque je suis revenu, j'ai pu constater que le portail de la maison voisine était grand ouvert. Dans la cour se trouvait garé un véhicule court, de type 4 X 4, noir ou tout au moins foncé. A l'arrière de l'automobile, j'ai remarqué qu'il y avait une roue de secours bâchée portant l'inscription "4 X 4". Derrière le volant, se tenait un homme dont je n'ai pu voir que le profil. Il avait une trentaine d'années, ses cheveux étaient clairs et il portait des lunettes de soleil.

Je précise que la femme qui se trouvait, ce lundi matin, dans la propriété dite "La Chamade", était la même personne que j'avais déjà pu voir et entendre le vendredi précédent. Il m'a semblé, que ce jour là, elle s'adressait à monsieur Omar RADDAD et je me souviens qu'elle disait quelque chose du style : "j'arrive, je finis le travail".

**EN FOI DE QUOI, DE TOUT CE QUE DESSUS, NOUS AVONS
DRESSE ET CLOS LE PRESENT RAPPORT, PRIS ET TRANSMIS AU
REQUERANT POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.**

Fait à Chalon-sur-Saône, le 15 décembre 1998

Le Directeur,

R. M. Moreau
R. M. MOREAU.



ANNEXE 3

**PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE, BRIGADE
DE RECHERCHES DE CANNES (*31 mars*
1992)**

COMPAGNIE DE RECHERCHES
de CANNES
BRIGADE DE RECHERCHES
PROCÈS - VERBAL N° 491 / 91/3.7. MOUGINS

PROCEDURE
SUR COMMISSION ROGATOIRE
PROCÈS - VERBAL
de
SYNTHÈSE

N° PROC 1
N° FINALIST 1

REMARQUES ET RÉFÉRENCES
ACQUIS:
VICTIMES:

DATE ET HEURE EN TOUTES LETTRES
Quatre vingt douze, le trente et un mars.....
l'an mil neuf cent BAYARD Patrice, Capitaine, Commandant la Compagnie de CANNES (06).....
Nous soussigné officier de police judiciaire, vu les articles, 16 et 151 à 155 du code de procédure pénale.

rapportons les opérations suivantes, que nous avons effectuées en exécution de la commission rogatoire désignée ci - après

RENSEIGNEMENTS SUR LA DÉLÉGATION
DATE 04.02.1992 - N° 49/91.B. - M. RENARD Jean-Paul, Premier J.I. A GRASSE....
INFORMATION OUVERTE CONTRE RADDAD Omar.
NATURE DE Meurtre volontaire.
DATE LÉGALISATION ET NUMÉRO NOM ET FONCTION DU MAGISTRAT
DATE TRANSMISSION ET NUMÉRO DU JUGE, NOM, FONCTION
MISSION (S) : ENQUÊTE EST CÉLÈBRE, DOIT ÊTRE RÉCUPÉRÉ INTÉGRALEMENT, SANS INDIQUER "X" LA MENTION D'ÉLÈVE

☒ VOIR COMMISSION ROGATOIRE JOINTE

ENQUÊTE

- EXPOSE DE LA SAISINE -

..... Monsieur le Juge d'Instruction mandant, par Commission Rogatoire sus-mentionnée, sollicite notre assistance pour les besoins d'un transport sur les lieux du crime, le 18 février 1992 à compter de 10 heures 00.....

- MESURES PRISES -

..... Un service d'ordre a été mis en place pour assurer les sécurités extérieure, intérieure et rapprochée des lieux. Les mesures prises, précisées par une note de service préalable, ont permis le déroulement des opérations sans incident.....

L'Officier de Police Judiciaire :

[Signature]

Monsieur BAYARD, capitaine, commandant de la Compagnie de Gendarmerie de CANNES

Monsieur VESSIOT, gendarme à la Compagnie de Gendarmerie de CANNES

Monsieur LIEDTKE, gendarme au PSIG de VALBONNE

Monsieur TEULIERE, gendarme à la Brigade Territoriale de Gendarmerie de VALBONNE.

L'inculpé RADDAD Omar refuse de quitter le véhicule de gendarmerie.

Les avocats de la défense nous font remarquer que les scellés n'ont pas été apposés sur la porte de la cave. Nous leur indiquons que pour des raisons de sécurité, les scellés ne pouvaient être apposés, la cave contenant la centrale de chauffage de la villa ainsi que toute l'installation de nettoyage de l'eau de la piscine. Par contre les clés donnant accès à la cave avaient été saisies auprès fermeture de la cave. A chaque intervention dans la cave, les gendarmes se déplaçaient pour assister aux opérations.

Nous remplaçons les objets (lit pliant, chevron de bois, barre métallique creuse) tels qu'ils ont été découverts le 24 JUIN 1991. Nous remarquons que la barre métallique présente, à l'extrémité opposée aux trous de passage du scellé, deux marques, l'une d'un centimètre de couleur grise et l'autre, opposée, d'une longueur de quinze centimètres représentant un frottement métallique en hélice. Cette extrémité est légèrement coudée, le début de la courbure se situant à quinze centimètres de l'extrémité.

Ce tube est vierge d'autres traces de ripage ou de frottement. Il est légèrement courbé à 60 centimètres de l'extrémité où apparaissent les traces de ripage et de frottement. (PHOTOGRAPHIE).

De nombreuses traces brunâtres (probablement de sang séché) apparaissent sur toute la longueur du tube.

Le chevron de bois présente sur une de ses faces une trace d'écrasement oblique. Avec l'accord des avocats de la défense, de la partie civile et de Monsieur le Procureur de la République, nous décidons de ne pas utiliser cette partie du chevron lors des opérations ultérieures.

Cette partie est comprise entre deux traits et marquée de la lettre A. Le gendarme LIEDTKE nous montre comment depuis l'extérieur, il a pu ouvrir la porte de la cave, avec l'aide du gendarme TEULIERE. Après avoir dégagé le pêne de la serrure, le gendarme LIEDTKE a exercé une première poussée sur la porte et n'a réussi qu'à l'entrouvrir d'un centimètre. Les gendarmes LIEDTKE et TEULIERE ont alors exercé une très forte pression sur la porte, voilant légèrement cette dernière sur sa partie supérieure droite. Cette poussée a permis de déplacer légèrement la porte et le gendarme LIEDTKE a pu engager son avant bras droit dans l'entrebaillement créé. Le gendarme LIEDTKE a alors procédé par tâtonnements du haut en bas de la porte, cherchant l'objet qui la bloquait depuis l'intérieur. Il a alors saisi un lit pliant, qui était couché au sol, l'a remonté par tractions successives puis l'a repoussé vers l'intérieur de la cave. La porte de la cave restant bloquée, les deux gendarmes ont accentué leur poussée et le tube métallique qui se trouvait sous la porte et qui avait été remarqué par le gendarme TEULIERE grâce au léger pivotement de la porte à environ 25 centimètres du bord pivotant, s'est déplacé.

Le gendarme LIEDTKE a alors vu du sang sur le mur et sur un interrupteur électrique, la cave étant jusqu'alors plongée dans l'obscurité. Il a réussi à se glisser dans l'entrebaillement, en donnant des coups de pieds non rasants, il a pu déplacer le tube métallique, permettant alors l'ouverture complète de la porte. Pendant toute la manoeuvre, le gendarme TEULIERE a exercé une pression importante et ininterrompue sur la porte. Afin de faciliter l'accès à la cave, le gendarme LIEDTKE a repoussé du pied le lit pliant. (PHOTOGRAPHIES 1, 2, 3).

Nous notons que le gendarme LIEDTKE est de faible corpulence et que l'entrebaillement de la porte était d'environ 20 centimètres. Le gendarme LIEDTKE nous précise que si pendant ce temps son collègue TEULIERE n'avait pas exercé de pression il se serait trouvé coincé par la porte qui avait tendance à se refermer.

Nous replaçons la barre métallique sous la porte, à même le sol. Nous constatons que la faiblesse de son diamètre fait que l'extrémité inférieure de la porte passe dessus, sans entraîner de blocage ou de frottement (PHOTOGRAPHIE 4)

Nous plaçons ensuite le tube métallique en appui sur le chevron, et l'extrémité sous la porte. Le chevron faisant levier, la porte est bloquée. Pour que la porte reste bloquée dès le début de la manoeuvre d'ouverture, il faut que le tube métallique prenne appui sur le chevron à la moitié de sa longueur environ, à proximité de la trace de courbure déjà décrite. Si le tube métallique ne prend appui sur le chevron qu'à l'extrémité opposée à celle passée sous la porte, l'élasticité du métal fait fléchir le tube au fur et à mesure de l'avance de la porte et cette dernière n'est pas bloquée. Si le chevron est placé trop près de la porte, l'angle pris par le tube métallique par rapport au sol interdit de faire passer le tube sous la porte. Ce positionnement du tube sur le chevron explique les traces et déformations constatées sur celui-ci. La tache grise située à l'extrémité correspond à la partie reposant sur le ciment. La barre étant oblique par rapport au sol, seule son extrémité reposait sur le sol cimenté. Les traces métalliques opposées par rapport à la tache grise correspondent au ripage de la porte sur le tube. Le tube a été tordu sous la violence de la poussée exercée par les gendarmes. Les traces métalliques en hélice semblent indiquer que la pression exercée par la porte sur le tube métallique a fait tourner celui-ci sur lui-même, en même temps qu'il ripait sur le sol. La trace d'écrasement du bois observée sur le chevron paraît avoir été provoquée par la pression du tube métallique qui reposait sur le chevron. Nous notons que cette trace est plus importante en profondeur et en largeur sur une arête que sur le reste de l'empreinte, ce qui peut s'expliquer par le déplacement latéral du tube métallique qui se tournait sur lui-même, en appui sur l'arête.

Nous mettons alors en place la barre métallique sur le chevron de bois, puis nous installons le lit pliant couché le long de la porte. Ce lit compte tenu de sa dimension, pèse sur le tube métallique (PHOTOGRAPHIE 5)

Les gendarmes LIEDTKE et TEULIERE tentent alors d'ouvrir la porte. Ils y parviennent au terme d'une importante poussée après que le lit ait été dégagé par le gendarme LIEDTKE. Au cours de cette manoeuvre, la barre de fer s'est déplacée, est tombée du chevron, débloquent la porte. Le gendarme LIEDTKE précise que le jour de la découverte du cadavre, le tube métallique n'était pas tombé au cours du dégagement du lit pliant.

Maître GIRARD se propose ensuite de démontrer qu'il est possible, moyennant un positionnement préalable du lit, du tube et du chevron de quitter la cave et de bloquer la porte depuis l'extérieur. Nous avons demandé à Maître GIRARD d'utiliser la partie rectiligne et non déformée du tube métallique pour procéder à son expérience (partie à laquelle est attaché le scellé).

Il parvient à quitter la cave après avoir positionné ces trois objets. Pour obtenir une ouverture suffisante de la porte afin de pouvoir sortir, il est contraint de placer le tube métallique en appui sur le chevron à proximité de l'extrémité opposée à celle passée sous la porte, jouant ainsi sur la flexibilité du tube pour manoeuvrer la porte. Une fois à l'extérieur, il déplace l'extrémité du tube vers la partie pivotante de la porte et laisse tomber le lit pliant. Cette manoeuvre n'a cependant pas pour effet de bloquer la porte et à deux reprises maître GIRARD entre dans la cave sans avoir à exercer de poussée comparable à celle décrite par les gendarmes LIEDTKE et TEULIERE, ni même sans rencontrer d'autre résistance que le poids du lit (12 kilogrammes). Cette absence de blocage semble due au fait que l'élasticité relative du tube métallique ayant facilité la manoeuvre de la porte pour pouvoir sortir, ne pouvait que faciliter une nouvelle manoeuvre de la porte pour permettre l'entrée.

Nous notons également que lors de la manoeuvre de sortie de la cave, maître GIRARD a été dans l'obligation de faire pivoter la porte et de la faire passer sur le tube métallique qui fléchissait au fur et à mesure de l'avancement de la porte. Le frottement de la porte sur le tube a laissé sur ce dernier des traces métalliques sur 40 centimètres, traces qui n'apparaissent pas sur le tube avant la manoeuvre de Maître GIRARD. Cette partie du tube s'est en outre légèrement incurvée.

Enfin, Maître LECLERC fait remarquer que le lit, le chevron et le tube étaient souillés de sang lors de l'arrivée des enquêteurs. Par contre les poignées intérieures et extérieures de la porte ainsi que la partie du mur placés à proximité immédiate de la serrure ne comportaient aucune trace de sang à l'arrivée des enquêteurs.

A la demande de Maître GIRARD, nous mesurons la distance séparant les deux portes où figuraient les inscriptions "OMAR M'A TUER" et "OMAR M'A T". La distance est de 6,50 mètres.

Nos opérations se sont terminées à 11 heures 45.

Nous avons ensuite notifié à l'inculpé RADDAD Omar, assisté de ses avocats et de Monsieur ROLLAND traducteur interprète en langue arabe près la cour d'appel d'AIX EN PROVENCE divers rapports d'expertises.

Nous avons quitté les lieux à 12 heures 30.

1

« L’Affaire Omar Raddad », NT1, 2008.

2

Roger-Marc Moreau et Christophe Deloire, *Omar Raddad, Contre-enquête pour la révision d’un procès manipulé*, Raymond Castells, 1998.

3

« Pierrot le fou » n’a rien à voir avec Pierre Bodein, surnommé de même et condamné pour assassinats et viols.

4

Une société IFG a été créée en 2006 à Évreux. Elle n’a aucun lien avec IFG Consultant.

5

Frédéric Chambon, *Libération*, 13 décembre 2001.

6

R.-M. Moreau et C. Deloire, *op. cit.*, p. 157.

7

Commission nationale de déontologie de la sécurité, avis n° 2008-135, 21 septembre 2009 :
[http ://www.cnds.fr/avis/avis_2010_3/Avis_2008-135.pdf](http://www.cnds.fr/avis/avis_2010_3/Avis_2008-135.pdf)

8

Jean-Claude M., adjoint administratif, préfecture de police, Direction de la police générale, Sous-direction de la citoyenneté et des libertés publiques, 4^e bureau, section Sécurité privée.

9

R.-M. Moreau et C. Deloire, *op. cit.*

10

Ductus : tracé des lettres, avec le doigt ou non, propre à chacun.

11

Laurent Greilsamer, « Jacques Vergès, un maître iconoclaste », *Libération*, 11 mai 1987.

12

Michèle Georges, « L’Affaire Vergès », *L’Express*, 25 août 1994.

13

Stephen Smith, « La royauté marocaine se divise sur l’affaire Omar », *Libération*, 19 octobre 1995.

14

M. S. Alaoui, « Omar Raddad : “Un Rifain n’abandonne jamais” », *TelQuel*, 5 octobre 2008 ([http ://www.telquel-online.com/340/maroc2_340.shtml](http://www.telquel-online.com/340/maroc2_340.shtml)).

15

Pascale Nivelles, « Au-dessus du volcan. Jacques Vergès, faux sage et vrai flambeur », *Libération*, 30 octobre 2002.

16

Ibid.

17

Déclarations de Moreau dans *Le Progrès*, 3 septembre 1998.

18

« Affaire Raddad », *Le Figaro*, 9 janvier 2002.

19

Éditions de Fallois, 1994.

20

Roger-Louis Bianchi, *Nice-Matin*, 10 décembre 1991.

21

Il existe une incertitude sur le montant. Mme Pascal notera que, le 5 juin, elle lui avancé la somme de 4 400 francs.

22

Anne Muratori, « Jean-Marie Rouart, le hussard tourmenté », *Le Figaro*, 19 décembre 1997.

23

Grasset, 1998.

24

Jean-Marie Rouart, « Justice oubliée », *Le Figaro littéraire*, 3 août 2000.

25

Ondine Millot, « Pose perdue », *Libération*, 11 août 2001.

26

Le Canard enchaîné, 18 mai 2001.

27

Arnaud Bédaride, « Grace, membre de l'OTS : les dessous d'un scoop bidon », *L'Illustré*, 7 janvier 1998.

28

M. S. Alaoui, « Omar Raddad : "Un Rifain n'abandonne jamais" », *TelQuel*, 5 octobre 2008 (http://www.telquel-online.com/340/maroc2_340.shtml).

29

« Roschdy Zem refait le film de l'affaire Raddad », *Le Journal du Dimanche*, 25 octobre 2010.

30

Affaire Gérard Ponthieux.

31

Ève Livet, *L'Affaire Omar, mensonges et vérités*, La Découverte, 1999.

32

Ibid.

[33](#)

È. Livet, *op. cit.*

[34](#)

Mémoire adressé le 7 avril 1993 à la chambre d'accusation d'Aixen-Provence en vue d'une demande de libération de leur client.

[35](#)

Jacques Vergès, *Omar m'a tuer, histoire d'un crime*, Michel Lafon, 1994.

[36](#)

Le Parisien, 18 février 2011.

[37](#)

Nice-Matin, 19 février 1992.

[38](#)

Maurice Peyrot, *Le Monde*, 3 février 1994.